

# Les changements dans les pays communistes

## Et maintenant l'Ukraine...

Il y avait déjà l'agitation dans les pays baltes, en Transcaucasie, où les grèves commencent à aggraver sérieusement une situation économique déjà compliquée, en Moldavie, avec la rébellion de la population russophone contre les mesures d'autonomie prises par la majorité locale. C'est maintenant le tour de l'Ukraine, où le Mouvement populaire pour la perestroïka (Roukh) tient depuis vendredi 8 septembre son congrès constitutif à Kiev, dans un grand déploiement d'ambassadeurs nationaux (le drapeau bleu et jaune de l'éphémère République d'Ukraine, constituée à la faveur de la révolution de 1917) et en présence de nombreux délégués des autres Républiques, mais aussi de la Pologne voisine en la personne d'Adam Michnik, le ténor de Solidarité.

Malgré le bouillonnement auquel la perestroïka nous a habitués, l'événement est d'importance. L'Ukraine n'est ni la minuscule Arménie, ni le quasi désertique Kazakhstan, mais la deuxième République de l'URSS, plus étendue que la France et plus peuplée à elle seule, avec ses 52 millions d'habitants, que toute la Sibirie. Par son potentiel industriel et agricole, elle n'est pas une province périphérique de l'empire, mais une de ses parties essentielles, à tel point que des experts américains proches de M. Bush ont fait récemment un état de la stabilité de la direction actuelle à Moscou : M. Gorbatchev, selon eux, peut survivre à des troubles prolongés dans les pays baltes et ailleurs, pas en Ukraine.

C'est bien pour cette raison que cette République qui semblait avoir fait l'objet d'un arrangement particulier avec l'architecte de la perestroïka : bien que le chef du Parti ukrainien, M. Chitchevitski, exerce ses fonctions depuis dix-huit ans et soit aujourd'hui avec M. Gorbatchev - le seul survivant du bureau politique brejnevien, le secrétaire général avait, au nom de la stabilité, maintenu en place ce conservateur notoire.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Roukh tient son premier congrès avec un an de retard sur ses homologues d'autres Républiques. Ni plus ni un quart de siècle des députés ukrainiens au Parlement soviétique élu ce printemps soutiennent le nouveau front populaire, contre la quasi-totalité dans les Républiques baltes.

La contagion était inévitable, elle avait déjà commencé avec l'agitation des écologistes ukrainiens pour l'arrêt de la construction de centrales nucléaires, des intellectuels pour la protection de la langue des catholiques uniates pour que leur Eglise soit enfin reconnue. Plus prudentes que certains Baltes, les chefs de file du Roukh ne demandent pas le retrait de l'Ukraine de l'Union soviétique, mais ils plaident pour une Ukraine indépendante dans le cadre d'une union authentiquement libre de Républiques indépendantes. Il sera difficile, si la démocratisation se poursuit, de contenir une éclosion des revendications.

A quelques jours de la session - plusieurs fois reportée - que le comité central du PC soviétique doit consacrer au problème des nationalités, ce nouveau développement complique encore une situation déjà tendue.

## RDA : l'exode est amplifié par la sclérose du régime

Les cent dix-sept Allemands de l'Est qui se trouvaient depuis plus d'un mois dans la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est l'ont quittée, vendredi 8 septembre, « de leur plein gré ». Le départ vers la RFA des six mille ressortissants est-allemands qui attendent en Hongrie pourrait avoir lieu prochainement. La sclérose du régime de Berlin-Est, hostile à toute réforme, amplifie cet exode.

BONN  
de notre correspondant

Le communisme stalinien, au mieux brejnevien, est aux dirigeants de la République démocratique allemande ce que l'islam chite est aux systolites iraniens : un objet de foi absolue, une méthode de gouvernement, une manière de combattre. Il ne sert pas comme en Roumanie de paravent idéologique à une dictature tristement abasque : il constitue l'armature d'un système que l'on pourrait qualifier de règne de la

raison marxiste. « Le capitalisme et le marxisme sont aussi incompatibles que l'eau et le feu » avait réaffirmé M. Erich Honecker lors de sa visite en RFA en septembre 1987.

S'il est des dirigeants qu'il faut prendre au mot et qui ne se réfugient pas derrière un usage subtil de la dialectique pour dire le lendemain le contraire de ce qu'ils affirmaient hier, ce sont bien ceux de la RDA.

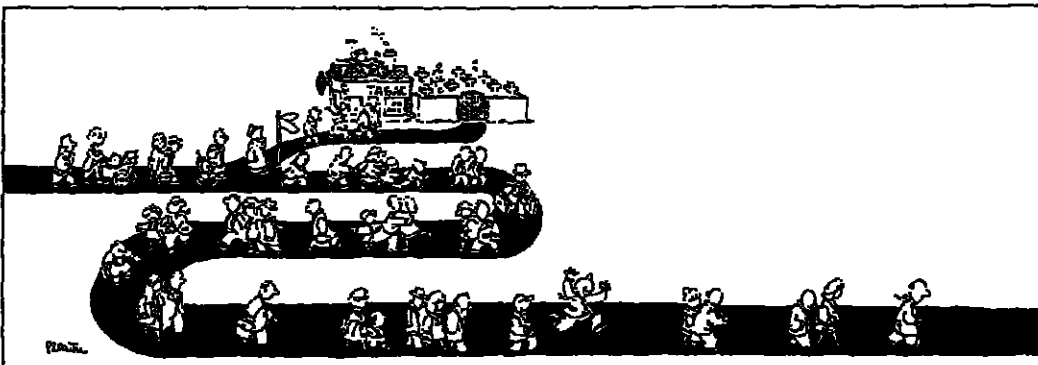
LUC ROSENZWEIG.  
(Lire la suite page 4.)

## Le rapport sur la santé des Français

- Diminution des maladies cardio-vasculaires
- Augmentation des cancers du poumon

Un rapport sur « la santé en France » réalisé sous l'égide du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale sera rendu public lundi 11 septembre. Il met en évidence le relativement bon état de santé des Français, dont l'espérance de vie ne cesse de croître.

Si l'on observe un fléchissement du nombre des maladies cardio-vasculaires (en particulier des infarctus du myocarde et des accidents vasculaires cérébraux), en revanche, la fréquence des cancers broncho-pulmonaires, liés principalement au tabac, est en augmentation.



Lire l'article de Franck Nouchi page 7

## Fusion en Allemagne de l'Ouest, OPA en Grande-Bretagne

### L'Europe des colosses

Tandis que le gouvernement ouest-allemand donnait vendredi 8 septembre son feu vert - conditionnel - à la fusion des groupes Daimler-Benz et MBB, s'achevait à Londres neuf mois de bataille boursière pour la prise de contrôle du fabricant d'électronique Plessey par le tandem anglo-allemand GEC-Siemens. L'ensemble MBB-Daimler-Benz sera la plus grande entreprise allemande (et la dixième mondiale) et Siemens devient, grâce à Plessey, le numéro trois mondial du téléphone.

Comme prévu, le grand marché européen se réalise plus vite dans les conseils d'administration que dans les institutions bruxelloises. Comme prévu, ce formidable défi entraîne la constitution de géants industriels transnationaux. L'effet de taille recherché par M. Jacques Delors avec son marché unique (servir 320 millions d'Européens) se traduit dans les stratégies des firmes par

une course effrénée à la « taille critique ». Ainsi, dans l'agro-alimentaire, on n'existe plus à moins de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le - déjà - vieux cliché du small is beautiful est relégué au rang des modes de management des années de crise. La fusion Daimler-Benz-MBB crée non seulement le plus gros ensemble industriel que l'Allemagne ait jamais connu, mais également le dixième groupe mondial. L'OPA réussie du tandem anglo-allemand GEC-Siemens sur le fabricant britannique Plessey va permettre à Siemens de prendre le troisième rang dans le téléphone mondial. Le très ambitieux lord Weinstock, directeur général de GEC, s'est réjoui en premier lieu l'impact européen que l'addition des activités électroniques de Plessey aurait sur son propre groupe, tout en avouant bien ses concurrents que GEC ne s'arrêterait pas là.

L'heure est donc aux géants : ceux qui viennent de révéler son OPA sur le groupe transnational

d'assurances Victoire-Colonia en donne un autre exemple. Et BSN, qui en plein été a acheté les activités biscuitières de Nabisco en Europe, prend lui aussi le chemin du grand marché en renforçant sa présence en Grande-Bretagne, son point faible il n'y a pas si longtemps.

Ces deux derniers cas attirent l'attention sur la place des firmes françaises dans cette course au gigantisme. La France dans le grand marché : combien de divisions ? Peut-on aujourd'hui se demander. Face aux géants de l'assurance, l'UAP, le numéro un français va bientôt paraître fluet. Si les rapprochements automobile-aéronautique se précipitent, Renault et Peugeot vont devoir trouver rapidement des partenaires. Que va faire Thomson face aux nouveaux groupes d'électronique militaire ? Que gagne la France à rester, avec son Rafale, en marge des manœuvres de l'aviation de combat européenne ?

DIDER POURQUERY.  
(Lire la suite et nos informations page 14.)

## Elections législatives en Norvège

Les populistes menacent les travaillistes et les conservateurs  
PAGE 3

## La formation du gouvernement polonais

M. Mazowiecki a complété son cabinet  
PAGE 3

## M. Autant-Lara poursuivi en justice

M. Le Pen prend ses distances à l'égard de l'ex-député européen  
PAGE 6

## Les grèves chez Peugeot-Mulhouse

Perte de production de cinq mille voitures  
PAGE 15

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roger Favoux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 18

## Le concours international de Besançon

### Jeunes chefs d'orchestre en jachère

Un Japonais et un Anglais ont remporté ex aequo, vendredi 8 septembre, le concours international des jeunes chefs d'orchestre de Besançon. Une institution bien vivante, mais qui souffre de l'indifférence des « décideurs » parisiens.

Le Concours international des jeunes chefs d'orchestre de Besançon, dont la trentième édition s'est achevée vendredi soir 8 septembre à Besançon, pose un irritant problème : comment, à une époque où l'on manque tellement de chefs talentueux, se soucier-il pas plus d'intérêt ? Peu de retentissement dans la presse et à la radio, aucun à la télévision : nulle présence d'organismes qui devraient être les premiers intéressés tels que les Opéras, les sociétés de concert ou les imprésarios.

Depuis trente-huit ans, Besançon s'est forgé un riche palmarès et s'honore d'avoir découvert des chefs tels que Seiji Ozawa, Michel Piasson, et des dizaines d'autres qui occupent des postes importants en France ou à l'étranger.

Mais depuis Marc Soustrot, il y a quatorze ans, aucun lauréat n'a vraiment fait de belle carrière : ainsi Philippe Cambréling, dont on n'a plus entendu parler depuis le concours de 1981, alors que Sylvain, son frère, est devenu célèbre à Bruxelles... bien qu'il n'ait obtenu qu'une mention en 1974 !

Le nombre des inscrits peut faire illusion : quatre-vingt-dix-huit candidatures cette année et cinquante-trois concurrents retenus, venant de seize pays, ce qui montre surtout que les moyens de se révéler et les débouchés sont rares. Les journa-

listes présents témoignent pourtant que le niveau est relevé (même si ce ne sont pas toujours les meilleurs qui rejoignent la plus haute récompense).

Il serait absurde de laisser tomber en désahérence ce concours, le seul qui existe en France, et qui soit annuel, concours pour lequel Besançon a beaucoup investi. Le ministère de la culture, Radio-France, la SACEM et bien d'autres organismes devraient s'associer pour promouvoir ensemble massivement un concours indispensable pour le développement de nos orchestres et de la vie musicale.

Et quand la télévision découvrirait-elle l'impact de ces jeunes qui tiennent en haleine huit jours durant de très nombreux spectateurs belges, hongrois ou polonais ?

JACQUES LONCHAMPT.  
(Lire la suite page 10.)

Saison 89-90  
Théâtre  
Danse  
Musique  
Enfants & Jeunes  
THÉÂTRE GERARD PHILIPPE  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE BESANCON  
55 BD JULES-GUESDE ST-DENIS - 25000 ST-DENIS-BASILIQUE  
TEL. : 42 43 17 17

# Dates

Il y a trente ans

## La condamnation des prêtres-ouvriers par le Saint-Siège

**Le Monde**

 7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

 Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

 Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

 Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

 Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

 Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Veruet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

**Le Monde**  
**PUBLICITE**

 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71  
Télécopieur : 206 136 F

 Impression  
de la presse  
PARIS-IX

 Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

 Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

**Le Monde**
**TÉLÉMATIQUE**

 Composés 35-15 - Tapez LEMONDE  
ou 35-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS**

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Trif	FRANCE	BRUXELLES	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

**ÉTRANGER :**

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENEVOYEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

**PORTAGE :**

Pour tous renseignements :

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé et

proviseurs : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

**PORT PAYÉ : PARIS RP**
**BULLETIN**
**D'ABONNEMENT**
**DURÉE CHOISIE**

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie. 92.1 MCM/89

L'expérience française des prêtres-ouvriers semblait, en septembre 1959, vouée à la disparition, sous les coups de boutoir réitérés du Saint-Siège. Mais, grâce au concile voulu par Jean XXIII et Paul VI, elle s'imposa définitivement.

**M**ONSEIGNEUR Louis Duchesne, historien malicieux de l'Eglise romaine, mort en 1923, prétendait que « la barque de saint Pierre avançait à coups de gaffe ». Il ne faut ni généraliser ni se voiler la face. Il est vrai que le pouvoir central a eu souvent, au moins dans un premier temps, la main lourde ou avariée. C'est ainsi qu'après un double coup de semonce en 1953 et 1954, s'opposant à l'expérience française des prêtres-ouvriers mise en place par la hiérarchie, le Saint-Office décidait sans appel, voici exactement trente ans, d'y mettre un terme définitif. Le verdict est cinglant : le clergé s'en trouverait contaminé, le sacerdoce déshonoré ; le communisme exposerait ces prêtres à de redoutables erreurs.

Le drame est noué. Il durera jusqu'en 1965. L'épiscopat, par la voix de ses éléments les plus dynamiques, écartant toute idée de désobéissance, est indigné. « C'est une catastrophe pour l'Eglise de France », s'écrit le cardinal Feltin, archevêque de Paris, et chacun déplore que l'ukase de Rome ait été prise unilatéralement. Mais, pour l'essentiel, le pape reste de marbre. Aucun compromis valable ne semble possible.

Pour comprendre la gravité de l'enjeu et la divergence des perspectives, il faut se reporter à l'acte de naissance des prêtres-ouvriers en 1943-1945. Leur fondateur est le cardinal Suhard, ancien archevêque de Paris. D'une grande spiritualité, ce sulpicien a refusé de prendre son parti du délaissement religieux de la classe ouvrière et du « mur » d'incompréhension qui séparait l'Eglise des travailleurs manuels. Après mûre réflexion, il envoya quelques prêtres en usine sans se faire d'illusion sur l'audace de cette initiative missionnaire. Mais il donnait priorité au devoir d'évangélisateur, quitte à rajouter la conception sacerdotale du Concile de Trente datant du XVI<sup>e</sup> siècle. Le prêtre ne se doit-il pas d'aller au-devant de tous les hommes à évangéliser et de partager leur vie ? La générosité de cette expérience trouva un vif écho dans le jeune clergé, sensible aux difficultés et aux injustices dont les travailleurs étaient victimes depuis l'essor de la société industrielle.

### Sirius et Mauriac

En 1953, ces apôtres d'un style inédit étaient quelque quatre-vingts, irrégulièrement répartis au gré des tendances des chefs de diocèse. Le choix de ces prêtres, certes, n'a pas toujours été opéré avec suffisamment de discernement, d'où des montages en épingle. Rome s'est étonnée de quelques écarts de langage, d'attitudes outrancières, de responsabilités syndicales tapageuses. On eut vite fait de parler d'imprégnation marxiste. L'Eglise fut accusée de faire de la politique... et la pire !

Sommés par Rome de limiter chichement le temps de travail et d'abandonner toute activité syndicale — c'est-à-dire en fait de renoncer à leur mission première — les prêtres-ouvriers s'estiment écartelés entre leur « fidélité » à la hiérarchie et leur loyauté à leur engagement apostolique. Le ton monte. Tel manifeste violent et mal équilibré (communiqué dit des « 73 » en 1954) met le feu aux poudres.

Débordés, les évêques ne peuvent que prendre acte de l'insoumission de la moitié environ des prêtres au travail. « La classe ouvrière, écrivent publiquement ces derniers, n'a pas besoin d'hommes qui se penchent sur la misère, mais d'hommes qui partagent ses luttes et ses espoirs. »

Parallèlement, le Saint-Siège se darcit. Il réduit au silence ou écarte plusieurs théologiens connus pour leurs positions de pointe. Les intellectuels laïcs attachés aux libertés réagissent. Sirius (Hubert Beuve-Méry) évoque une sorte de retour aux méthodes de l'Inquisition (le Monde du 13 février 1954). François Mauriac s'empare : « Toute l'âme marchande de l'Eglise de France est atteinte d'affreusement » (le Figaro du 15 février 1954).

Si ce n'est l'octroi par Rome d'un statut spécial pour « la mission de France », aucun signe d'apaisement ne se profile.

Mais la santé du pape décline. La nomination de Jean XXIII suscite quelque espoir. Une nouvelle émanation personnelle à Rome du cardinal Feltin devait pourtant prouver que le nouveau pape tenait à ne rien brusquer malgré ses sympathies. C'est précisément ce moment que, contre toute attente, le Saint-Office choisit pour transmettre à Paris une longue lettre confidentielle datée de juillet 1959 et rendue publi-

servie et que la lutte des classes est souvent la conséquence d'une longue oppression.

En France, on applaudit le courage et la rigueur de cette profession de foi. On s'enhardit pour qu'elle porte ses fruits. Au terme d'un long processus et avec l'appui de Paul VI, les Pères du concile approuveront le 25 août 1965, la relance des prêtres-ouvriers, la légitimité de leur travail en usine, la possibilité d'adhérer à un syndicat

cents, en 1976. Ils sont à ce jour cinq à six cents dont un tiers de retraités, ce qui signifie l'affaiblissement du mouvement dû à la pénurie grandissante du clergé global. Notons que 55 % des prêtres-ouvriers sont inscrits à la CGT et 45 % à la CFDT. On dénombre cent cinquante métiers parmi les professions. L'éclatement de la classe ouvrière explique pour une part que les prêtres-ouvriers n'aient pas le vent en



que à la mi-septembre. Visiblement destiné à brider la préparation du concile sur ce point, ce texte est, de loin, le plus cassant et le plus contestable parmi tous ceux qui l'ont précédé. Il y est affirmé, sans ambages, l'incompatibilité du travail manuel en usine ou en chantier avec la vie et les obligations sacerdotales. « Le prêtre au travail, lit-on, se trouve plongé dans une ambiance matérialiste néfaste pour sa vie spirituelle et souvent même dangereuse pour sa chasteté et l'amène à penser comme ses camarades et à prendre part à leurs revendications sociales et syndicales, engrenage qui l'entraîne rapidement à participer à la lutte des classes. Or cela est inadmissible. »

Ce pessimisme, voire ce manichéisme, fait scandale en France. Il définit, en effet, le prêtre comme un personnage privilégié et fragile qui ne saurait se commettre avec ceux qu'il a pour mission d'évangéliser. L'usine serait-elle un lieu maudit à fuir ? Les ouvriers seraient-ils exclus de la communauté et considérés comme des contagieux ?

Cette « philippique » a pour effet d'user l'autorité déjà très affaiblie de Rome et d'accélérer l'évolution vers la solution d'une crise qui s'essouffait : ce sera la tâche du concile.

### La sainte colère du cardinal Liénart

Pour l'heure, elle provoque une riposte du cardinal Liénart. On y retrouve, sans exagérations les nobles accents de saint Bernard et de Catherine de Sienne : « Le drame de conscience, écrit-il, est profond pour ceux qui se trouvent comme moi sommés d'obéir, tels de simples exécutants, à des ordres qui entravent nos efforts pour porter le salut aux âmes dont nous avons la charge [...]. La rechristianisation se fait à l'usine. Il s'agit de ne pas abandonner au communisme le monde des pauvres. Il appartient en premier lieu aux évêques et aux prêtres de pourvoir à l'évangélisation de tout un peuple. » « Quand l'Eglise envoie des missionnaires, elle ne leur dit pas de rester sur le bateau et de ne renvoyer à terre que des loots. Elle débarque ses prêtres, à leurs risques et périls, en plein cœur du pays. Partout et toujours [...]. » Parce que c'est évident, Mgr Liénart n'ajoute pas ici que l'Evangile veut que les pauvres soient les premiers

et leur intégration dans un effort missionnaire d'ensemble, afin d'éviter leur isolement. Le tout supposait la reconnaissance du pouvoir collégial des évêques diocésains qui fut un des axes de Vatican II et l'une des perspectives fondamentales de Jean XXIII. Le Saint-Office fut bien obligé de céder.

### La relance du concile

La fièvre retombe. Après avoir tenu, pour le meilleur et pour le pire, l'avant-scène, les prêtres-ouvriers se sont un peu banalisés. Ils étaient une centaine en 1954, leurs effectifs ont monté en flèche au lendemain de mai 68, pour atteindre huit

poupe, mais aussi que l'Eglise de maintenant ait tendance à se replier sur elle-même, à ne plus considérer, sauf exceptions, que l'apostolat ouvrier ait la priorité. Elle privilégie les signes spécifiquement « religieux » et l'imprégnation culturelle de la société. Les cicatrices du passé sont toujours présentes dans la mémoire. Les prêtres-ouvriers se sentent souvent mal compris et leur apport spécifique est insuffisamment apprécié. Ils gardent pourtant une conscience aiguë de l'intuition qui les a fait naître et qui fut un des événements les plus importants de l'Eglise de ce siècle. Un coup d'éclat qui demeure l'honneur de la France chrétienne.

HENRI FESQUET.

### Au van de l'Histoire

**L**E Père M.D. Chenu, qui fut en tout temps le théologien le plus attentif des prêtres-ouvriers, ignore l'armistice. S'il a exprimé sa peine devant les erreurs commises jusqu'au plus haut niveau, et déploré « tant d'occlusion mentale et pastorale », il s'est surtout réjoui devant la naissance d'une « théologie du sacerdoce qui ne demeure pas embourbée dans les apparences idéologiques et institutionnelles de la contre-réforme » et qui procède en priorité de « l'Evangile » et des « témoignages vécus au jour le jour avec le peuple de Dieu ».

Les difficultés de l'Eglise actuelle, l'érosion de la pratique et un certain repliement des croyants ne sauraient faire oublier ce que l'on doit aux prêtres-ouvriers. A savoir : le renouveau du visage du prêtre acceptant son enfoncement dans la masse ; l'homme de la parole — parfois crause — est devenu celui de l'écoute patiente et rigoureuse jusqu'à devenir l'homme du silence lorsque la délicatesse l'exige, l'homme de la compassion et le héros de la justice sociale.

Le propre du missionnaire est de construire l'Eglise là où elle est inconnue en se passionnant pour les réalités terrestres d'un monde qui est le support de l'esprit. Chaque fois que l'Eglise se laisse accaparer par les nantis ou les « bien-pensants », elle trahit son fondateur. S'il est normal qu'il y ait des prêtres intellectuels, savants, érudits ou prédicateurs de profession, il est indispensable que

d'autres se vouent au travail manuel dans la classe ouvrière. Les mains des prêtres ne sont pas réservées seulement au culte.

L'habit fait de moins en moins le moine. Le prêtre ne place plus son honneur dans la soutane. Ses préoccupations sont plus exigeantes. C'est un indice secondaire, mais significatif, du déplacement des frontières entre le sacerdoce ministériel et les laïcs.

La création des prêtres-ouvriers aura aussi contribué à une nouvelle appréciation de la foi du cénit ecclésiastique et aura aidé à comprendre qu'il est devenu hasardeux de faire d'un « charisme personnel une obligation juridique » (Frère Roger, prêtre de Taizé).

Les réformes — dans l'Eglise comme ailleurs — viennent le plus souvent de la base. L'expérience poignante des prêtres-ouvriers est riche de suggestions proposées au van de l'Histoire, qui se chargera des trier.

H. F.

### BIBLIOGRAPHIE

★ *Les Prêtres-ouvriers, le cardinal Liénart et Rome*, par Jean Vinatier. Les Editions ouvrières, 236 p. (1985).

★ *Quand Rome condamne. Les dominicains et les prêtres-ouvriers, 1964*, par François Leprieux. Ed. Plon/Le Carl, 800 p. (septembre 1989). Ouvrage incisif, bourré de citations inédites, d'une remarquable précision.

**"GRAND JURY" RTL - Le Monde**

dimanche 18h30

**ROGER FAUROUX**

 animé par  
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

**RTL**

 avec André PASSERON  
et Eric LE BOUCHER (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Catherine MANGIN (RTL)

صحن من العمل



NORVÈGE : les élections du 11 septembre

## La poussée des populistes menace le gouvernement travailliste et l'opposition

Quelque trois millions de Norvégiens sont appelés aux urnes, lundi 11 septembre, pour élire les 165 députés du Storting, le Parlement d'Oslo. L'issue du scrutin est incertaine en raison de la montée spectaculaire du Parti du progrès (populiste) qui a brouillé ces derniers mois le paysage politique traditionnel.

OSLO  
de notre envoyé spécial

« Ces législatives sont assez différentes des autres... ». Une façon fustigée, très norvégienne, de dire que les élections du 11 septembre peuvent réserver beaucoup de surprises et que la prochaine législature sera sans doute marquée par des marchandages quotidiens au Parlement. Au sud de l'Europe, on dirait sans doute : « Ça va être une belle pagaille ! ». Mais, dans ce pays scandinave de moins de cinq millions d'habitants, où la droite fort modérée et la gauche social-démocrate plutôt « attrape-tout » sortent les gros chiffres une fois tous les quatre ans — campagne électorale oblige —, il ne faut pas oublier que la plupart des décisions politiques importantes sont votées à l'unanimité par les députés.

L'un des rares sujets susceptibles encore de diviser vraiment les partis et les familles, dix-sept ans après un référendum qui avait pris parfois une allure de guerre civile, est l'éventuelle adhésion au Marché commun. Un tiers pour, un tiers

contre et un tiers qui ne sait pas : l'opinion reste partagée. Résultat : malgré quelques tentatives tentatives des « anti » (paysans et pêcheurs) et des « européens » (conservateurs surtout), la classe politique a préféré ne pas soulever la question pendant la campagne. Les risques sont trop grands, on verra en 1993...

Le phénomène nouveau cette année, c'est le « boom » des populistes du Parti du progrès (FRP). En lançant depuis deux ans de gros pavés dans la mare du consensus politique et de la sacro-sainte société de bien-être social-démocrate (que les conservateurs ne souhaitent que lentement remodeler), leur dirigeant, M. Carl I. Hagen, démolit ce qu'il a construit : une solide popularité. Les sondages créditent le FRP de 15 % à 20 % des intentions de vote, ce qui lui donnerait une trentaine de députés contre... deux dans le Parlement sortant. Les principales « victimes » de l'ascension des « ultra-libéraux », qui dénoncent aussi le laxisme de l'immigration, sont les deux vieux grands partis norvégiens : Høyre (droite) et Arbeiderpartiet (travailliste) qui est au pouvoir. Ils perdent chacun entre 7 % et 10 % de leurs électeurs. Quelques peu désorientés, ils ont pratiquement cessé de se démarquer de ce M. Hagen aux choix politiques imprévisibles.

Paradoxalement, c'est pourtant grâce aux voix des progressistes que M. Gro Harlem Brundtland se trouve aujourd'hui à la tête d'un gouvernement travailliste minoritaire. Les élections de l'automne

1985, comme souvent en Norvège, n'avaient pas donné de résultat clair et net. Le premier ministre conservateur, M. Kaare Willoch, et ses partenaires centristes et chrétiens populaires avaient décidé de recourir à une fragile coalition. Sa survie allait dépendre de l'humeur des deux députés progressistes qui étaient dans la situation de rêve, pour eux, de pouvoir faire pencher les plateaux de la balance à droite ou à gauche. Moins d'un an plus tard, c'était chose faite. En mai 1986, M. Hagen et son acolyte au Storting d'Oslo renversèrent le gouvernement « bourgeois » en refusant, comme les travaillistes, d'accroître les subventions agricoles. M. Hagen n'était-il pas fidèle à sa politique « anti-Etat » de réduction des dépenses publiques ? Au lendemain du vote, M. Willoch remettait sagement sa démission et — la Constitution norvégienne interdisant les élections anticipées — M. Gro Harlem Brundtland lui succédait.

« Gro » :  
une femme à poigne

Femme à poigne que cette « Gro », comme on l'appelle ici, qui est parvenue à rétablir l'ordre dans son Parti travailliste, si longtemps déchiré sur des questions telles que l'appartenance à l'OTAN ou le Marché commun. Le cinquante-neuf ans, médecin de formation, épouse d'un homme qui ne cache pas ses idées conservatrices, elle n'est pas vraiment populaire, mais on la respecte pour ses compétences. Elle a, entre autres, réussi le tour de force d'imposer une cure d'austérité et de modération salariale après avoir promis monts et merveilles (écoles, hôpitaux) aux Norvégiens quelques mois plus tôt, pendant la campagne électorale de 1985. Au point que... les conservateurs lui reprochent aujourd'hui d'avoir trop serré la vis !

Au chapitre économique, le gouvernement minoritaire de M. Brundtland présente un bilan « macro » assez flatteur. Après le fantastique boom de l'aventure pétrolière en mer du Nord dans les années 70, puis la douche glacée consécutive à la chute des prix des hydrocarbures, la véritable « crise » en 1986 et la dévaluation de la couronne de 10 %, on recherche maintenant la stabilisation, le renforcement des exportations traditionnelles et surtout le développement des secteurs d'avenir qui ne sont pas liés à l'industrie pétrolière. Avec un certain succès : la balance des paiements qui, voici trois ans, accusait un déficit de 40 milliards de couronnes (autant de francs français) devrait présenter en 1989 un excédent supérieur à 20 milliards ; les ventes à l'étranger augmentent ; l'inflation, généralement à deux chiffres, est tombée à 4,5 %.

Le problème, surtout pour un gouvernement travailliste, est que ce redressement s'est fait aux dépens d'une croissance du chômage, auquel les Norvégiens ne sont pas habitués : 4,1 % officiellement, plus de 7 % si l'on prend en compte les employés des chantiers protégés, créés pour limiter le sous-emploi. Dans un contexte européen, ces chiffres peuvent paraître modérés, mais ici on n'a jamais connu une telle situation depuis la guerre. Et beaucoup d'industries de gauche ne reconnaissent plus leur vieux Parti travailliste qui mène aujourd'hui une politique économique fort libérale.

Une chose est sûre : le nouveau pavement d'Oslo sera dominé, comme d'habitude, par les partis non socialistes. Mais ces quatre groupes (conservateur, centriste, chrétien-populaire et libéral), en dépit de leurs belles déclarations d'intention et d'un vague programme commun en vingt-deux points, paraissent difficilement capables de former une coalition viable. Les travaillistes de Mme Gro Harlem Brundtland, soutenus au Parlement par le petit Parti des socialistes de gauche, et toujours prêts à « déboucher » — avec succès au cours de la dernière législature — les centristes, ne sont pas disposés à céder la place, même en cas de défaite. La Constitution n'oblige pas le premier ministre à démissionner avant une motion de défiance.

« Bourgeois » ou travailliste, le futur gouvernement norvégien sera de toute façon minoritaire. Et les arbitres du jeu seront ces fameux populistes du Parti du progrès, qui deviendront probablement la troisième formation politique du pays.

ALAIN DEBOVE.

POLOGNE : avant le vote de la Diète

## Les commissions parlementaires ont entamé les auditions des ministres désignés

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a complété, vendredi 8 septembre, pour la plupart des postes encore à pourvoir, la liste du gouvernement ; il l'a soumise jeudi à la Diète. Les commissions parlementaires ont entamé trois jours d'audition des ministres désignés.

Un jeune réformateur du Parti communiste (POUP), M. Marcin Swiacki, fils d'un intellectuel catholique proche de M. Mazowiecki, a été nommé ministre du commerce extérieur, l'un des quatre portefeuilles réservés au POUP (1). Secrétaire au comité central, chargé des questions économiques, depuis juillet dernier, Marcin Swiacki avait été élu député grâce au soutien de Solidarité.

L'important office du Plan a été confié à un député de Solidarité, M. Terezy Cieslinski, et la présidence de la Banque nationale de Pologne à un autre réformateur du POUP, M. Wladyslaw Baka, fervent avocat du renforcement du zloty. Les chefs du Plan et de la Banque nationale siègent au conseil des ministres.

En outre, le petit Parti démocratique (SD) a obtenu un troisième portefeuille, celui des postes et télécommunications, et Solidarité rurale, en conflit ouvert avec M. Mazowiecki qui lui avait refusé le poste de vice-premier ministre, a fini par accepter un ministère sans portefeuille, chargé des affaires sociales paysannes. Le premier ministre a, enfin, nommé porte-parole du gouvernement un de ses amis, journaliste catholique, M. Henryk Wozniakowski, quarante ans, rédacteur en chef adjoint du mensuel catholique *Znak*.

Recevant une nouvelle fois M. Mazowiecki, le général Jaruzelski a accompagné de ses vœux ce gouvernement de « large coalition », qui doit être formellement, et au grand complet, cette fois (c'est-à-dire avec la liste des vice-ministres), présenté à la Diète mardi. Si le chef de l'Etat a en effet tout lieu de se féliciter de cette collaboration POUP-Solidarité, qui lui-même vainement tenté d'instaurer après les élections de juin, les supporters du courant « historique » de Solidarité, celui des grandes figures du KOR (comité de défense des ouvriers fondé en 1976) et des militants syndicaux de premier plan, pourront, eux, s'estimer sous-représentés dans le gouvernement Mazowiecki.

Traitement  
de choc

M. Jacek Karon, cofondateur du KOR, qui a passé neuf ans de sa vie en prison, est en fait, en prenant la tête du ministère du travail et de la politique sociale, le seul grand personnage politique historique de Solidarité appelé au gouvernement. D'autres, comme le ministre de l'éducation, M. Samsonowicz, le ministre de la culture, M. Isabella Grynyska, ou le président du conseil économique, M. Witold Troszowski, sont de fidèles militants de Solidarité, mais un peu moins célèbres. M. Mazowiecki a privilégié la compétence technique comme critère de sélection, accordant également une large place à quelques modérés, comme le ministre des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, et aux tenants de la droite libérale, comme M. Aleksander Hall, chargé des relations avec les partis politiques. Mais ce dernier, qui relève assez bien le tempo

URSS

Trois généraux  
pris brièvement  
en otages  
au Karabakh

Des Azerbaïdjanais ont retenu en otages trois généraux pendant cinq heures la semaine dernière dans le territoire contesté du Nagorno-Karabakh à rapporté, vendredi 8 septembre, le *New York Times*.

Le général Iouri Chataline, commandant des troupes de l'intérieur au niveau national, s'était rendu à Tchoukouchi pour rencontrer des responsables locaux, en compagnie du général Vladimir Safonov, commandant militaire du Nagorno-Karabakh, et d'un troisième général, ont raconté au journal américain des responsables de la région. Pendant que les trois généraux se trouvaient dans le centre culturel de la ville, des milliers d'Azerbaïdjanais se sont rassemblés à l'extérieur du bâtiment. Une centaine d'entre eux ont envahi le centre et ont refusé de libérer les généraux jusqu'à ce qu'ils acceptent de transférer dans une prison locale deux Azerbaïdjanais arrêtés la veille pour avoir tiré sur un quartier arménien. — (AFP.)

ment de M. Mazowiecki, tient compte des réalités du moment, un moment de transition extrêmement délicat, où la nomenclature communiste détiend encore la majeure partie des leviers de commande.

Les députés de Solidarité ont d'ailleurs compris ces impératifs en décidant, jeudi soir, après avoir écouté le premier ministre, d'accorder « un crédit de confiance » à ce gouvernement « sage », comme dit leur chef, le professeur Gernand.

Cela ne les a pas empêchés de juger sans complaisance leurs collègues des autres formations, les candidats aux différents ministères venus passer vendredi l'épreuve des commissions parlementaires, qui devaient encore siéger samedi et dimanche. Aucun des ministres désignés n'a cependant été rejeté vendredi, et certains ont eu ainsi l'occasion d'apporter quelques débuts d'élucidations sur leur projet. Le chef de l'équipe économique, M. Leszek Barczewski, vice-premier ministre, et ministre des finances, a par exemple, fait grosse impression en prédisant un tassement de choc pour transformer l'économie polonaise en une économie de type occidental. Cela implique l'abandon du système de subventions étatiques, la fermeture d'entreprises non rentables, et le chômage, a-t-il averti, consistera d'avoir à prendre des mesures très impopulaires. M. Kuron, ministre du travail, a indiqué, pour sa part, qu'il faudrait prévoir des allocations chômage équivalent au dernier salaire perçu pendant trois mois, puis un revenu social minimum par la suite, tandis que le député de Solidarité, Henryk Wujec, demandait comment l'on s'y prendrait pour respecter la justice sociale...

Le ministre de l'Industrie, M. Tadeusz Syryjczyk, lui aussi proche de Solidarité, a relevé qu'il y a beaucoup d'usines qui produisent des usines et très peu qui travaillent pour le marché de la consommation ; il faudra liquider

certaines des entreprises fabriquant des moyens de production », a-t-il dit. L'Office du plan doit également changer d'orientation pour devenir moins directif.

Le ministre des affaires étrangères, M. Skubiszewski, digne professeur en costume noir et membre de Solidarité, a souhaité, pour sa part, que la Pologne se libère du « carcan idéologique », mais respecte les impératifs géopolitiques en cherchant à développer une « coopération multilatérale avantageuse » avec Moscou. Le nouveau chef de la diplomatie polonaise entretient deux secrets pour le pays : la méfiance que suscite, au sein du bloc soviétique, l'évolution politique en Pologne, et l'indifférence de l'Occident, peu pressé d'apporter son aide matérielle.

Enfin, le général Kiszczak, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, a planché trois heures, assailli de questions par les membres de la commission. Il les a assurés que certaines structures du ministère de l'intérieur, qu'il a, en d'autres temps, efficacement exploitées, seraient démantelées, comme le « département technique » (écoutes téléphoniques, photos secrètes), la cellule d'analyses des correspondants des départements de l'Église et des associations religieuses. Les impopulaires « zemos », unités anti-émeutes de la police, seront, en revanche, conservées car « il y en a dans tous les pays ». Mais leurs effectifs devraient être réduits. Le général Kiszczak ne souhaite pas non plus dissoudre le corps d'auxiliaires bénévoles de la milice, l'ORMO, qui apporte une aide « très utile et gratuite ». Quant au ministre de la défense, le général Siewicki, il a promis une « humanisation » de l'armée et la réduction de la durée du service militaire de deux ans à dix-huit mois.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Les trois autres sont l'intérieur, la défense et les transports.

## BIBLIOGRAPHIE

### De la force à la raison

1980-1989, presque une décennie, l'intervalle qui rythme les temps forts de l'histoire politique en Pologne, les récurrences des luttes sociales, sur fond de crise. Et voici qu'une situation inédite s'est installée, au terme d'un difficile compromis entre le pouvoir et l'opposition : la formation d'un gouvernement dirigé par un premier ministre catholique, issu des rangs de Solidarité. Un retournement aussi singulier pouvait-il être pressenti ? Si le cours des événements s'est emballé, à Varsovie, ces derniers mois, une telle évolution était cependant dans la logique de la stratégie de coopération initiée lors de la table ronde, et c'est le grand mérite de l'ouvrage de Georges Mink, publié à la veille des élections qui donneront la victoire à Solidarité, que d'apporter les clés pour comprendre cette nouvelle configuration du rapport de forces politiques en Pologne. Quel qu'il soit, leur échec apparent, les luttes antérieures ont élargi l'espace de liberté, parvenant à structurer un large mouvement d'opposition, qu'il est devenu plus difficile d'ignorer. Les qualités contradictoires, mais aussi une alternative entre deux stratégies, qu'illustreront tout à tour les acteurs de la scène polonaise. Apparemment la force est toujours dans la main. Force armée brutale, répressive, de l'état de guerre, force institutionnelle des appareils. Mais il est d'autres principes d'action... Dans sa résistance obstinée, la société n'a-t-elle pas fait preuve d'une force plus décisive ? L'autorité morale de l'Eglise n'est-elle pas un ressort fondamental de la détermination de la nation ? C'est cela, l'équation polonaise, ce rapport inégal entre des forces politiques et sociales qui ne puisent pas aux mêmes sources de légitimation et apparaissent de ce fait inconciliables. A moins que la raison ne l'emporte et que les adversaires prennent conscience qu'il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de victoire (...). sans qu'ils adoptent tous deux une stratégie de coopération... (p. 192). Cette stratégie raisonnée sous-tend le compromis inauguré par la table ronde. Mais son issue reste encore incertaine parce que, parmi les représentants du pouvoir, certains n'ont pas abandonné l'idée de se défaire de l'opposant, à l'occasion d'un faux pas qu'il commettrait. C'est évidemment ce risque que court Solidarité, enfin parvenue au pouvoir. Peut-on souhaiter que désormais en Pologne la raison du plus fort ne soit pas la meilleure ?

MARIE-CLAUDE MOREL, professeur à l'université de Montpellier.

★ Georges Mink, *La Force ou la Raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, éditions La Découverte, 1989, 309 p.

## Les pavés dans la mare de Carl I. Hagen

A quarante-cinq ans, Carl I. Hagen, le bouillant dirigeant du Parti du progrès, est le vedette de cette campagne électorale, dans laquelle travaillistes, conservateurs, centristes et chrétiens populistes tentent sans beaucoup de succès d'intéresser les foules aux problèmes d'environnement, d'emploi et de santé publique. Ses nombreuses meetings sont souvent des show. Avant de prendre la parole, il peut faire un numéro de funambule ou danser le rock avec son épouse, qui l'accompagne dans tous ses déplacements. Il sait remarquablement se servir d'un micro, il prend depuis longtemps des leçons de comportement devant les caméras de télévision. Bref, c'est un homme « médiatique » habile qui affirme représenter et défendre « les nouvelles forces populaires » de Norvège face aux « partis », de droite comme de gauche, et à la bureaucratie envahissante qui pervertit les gens et les détourne du travail. « L'Etat, lance-t-il, doit se contenter d'assurer les revenus des personnes âgées et les soins pour les malades ».

Autrement dit, pour les catégories sociales « qui le méritent », il est contre les impôts, contre l'aide au tiers-monde (le du-papier), contre l'invasion des demandeurs d'asile en Norvège. Il défend la femme au foyer (mais mariée) qui rêve convenablement ses enfants, et propose l'installation de missiles nucléaires américains sur le sol norvégien. En fait, il dénonce tous les avatars de la société de bien-être scandinave, « ces écueils », les sujets tabous et exprime, tout haut et non sans talent, ce que beaucoup de Norvégiens, qui votent habituellement conservateur ou travailliste, pensent au fond d'eux-mêmes.

Toutefois, personne ici ne prévoyait que les progressistes

allaient obtenir un tel succès. Les sondages leur donnaient voici quelques semaines plus de 20 % des intentions de vote, mais tout indique qu'ils n'atteindront pas ce résultat aux élections du 11 septembre. Ce parti, fondé en 1973, était à l'origine un pur mouvement de protestation plus ou moins fantaisiste, comme il en existait déjà au Danemark et en Finlande. Sous la direction de Carl I. Hagen depuis 1978, il est devenu une vraie formation politique qui canalise tous les mécontentements du royaume, en proposant des solutions souvent simplistes à des problèmes dont on ne tire pas l'existence, comme les listes d'attente pour les hôpitaux.

Cet empêcheur de tourner en rond, toujours souriant, a fait des études en Grande-Bretagne, au collège de Newcastle. Il a ensuite dirigé le filiale norvégienne de la société suédoise britannique Tate et Lyle, avant de se lancer dans la politique. Ses opinions sur l'économie, il les tire de théoriciens libéraux tels que Hayek.

Les vieux partis politiques établis ont une part de responsabilité dans le phénomène Hagen. A gauche, les travaillistes n'ont pas tenu leurs généreuses promesses électorales, notamment sur le plein-emploi. Au centre et à droite, les formations « bourgeois » sont chroniquement incapables de se mettre d'accord pour gouverner ensemble durablement. Carl I. Hagen, plus proche de l'ultra-libéralisme que de l'extrême droite, profite de cette situation pour proposer une coalition entre le « res-le-bol » actuel d'une partie de la population. On vote pour lui un peu par mauvaise humeur. La preuve en est que plus de 50 % de ses administrateurs reconnaissent que son programme n'est pas réalisable. A. D.

## Diplomatie

### Deux nominations d'ambassadeurs

M. Jean-Michel Gaussoit en Equateur

M. Jean-Michel Gaussoit a été nommé ambassadeur de France en Equateur en remplacement de M. Jacques Royet.

[M. Gaussoit, né en 1944, est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été attaché à Bonn (1974-1978), La Haye (1978-1980), Londres (1980-1982) puis à l'administration centrale, délégué dans les fonctions de sous-directeur à l'information et à la presse (1982-1984), avant de rejoindre Belgrade (1984-1987). Il était depuis janvier 1987 pro-

moir conseiller à la mission permanente auprès des Nations-Unies à New-York.]

M. Georges Martres au Rwanda

M. Georges Martres a été nommé ambassadeur de France au Rwanda, en remplacement de M. Pierre Bitard.

[M. Martres, âgé de soixante et un ans, a notamment occupé les postes de chef de la mission de coopération de la République française au Mali en 1974, au Niger en 1978, au Sénégal de 1982 à 1985 et, depuis, au Cameroun.]

ALAIN DEBOVE.

iban, et trait des ment du e général tiques du à pris les leur déci-ambassa-t déclaré capitale , calme »

anglais des moé, ven- décidé : aide de de 7 mil-joueurs à e 31 août ontant de millions llars envi-sourp ver-millions voyer au rriture et

à la suite d'experts vider les La CEE te aide sifier à victimes -mination — (AFP.

lad

ES

mètres de l'équipe de celle de la chaleur ordre de

The Inde-venier fait vait estimé es victimes au point de d'Irak à ce bilan, ai n'aurait rts, pour la des mem-ville venant s un dépôt

is

réens ryppte

its étaient ie ni fourrait. Selon , il en resto- Les soldats n 1977, à la a, afin de somaliennes sn.

l'écart des avnement s régionales, bération du é, vendredi, les 6° et 32° division et la privla : la province clandestine Nairobi, la a eu lieu t située au les rebelles a quelques route entre de l'Ethio-

ilitation de centrafr-issants cen-deux partis tordés, le onou où ils s au secret spitalé béri-ndre par un poveru, à iredi 8 sep- le ministre M. Panorace onfirmer ni e dormant à uête était lai à propos un certain ait que cos trouds vers 2000p.)



## Europe

RDA

## L'exode est amplifié par la sclérose du régime

Les cent dix-sept ressortissants est-allemands qui occupaient depuis le début du mois d'août les locaux de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est ont quitté vendredi 8 septembre « de leur plein gré ». Ils ont accepté de regagner leur domicile après que l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel leur eut donné des assurances sur leur impunité et sur le fait que leur demande d'émigration serait prise en charge par un avocat. Une solution de ce type semble également se dessiner pour les trois cents occupants de l'ambassade de RFA à Prague, où M. Vogel devrait se rendre très rapidement. L'espoir semble, d'autre part, resnaître d'un prochain départ vers l'Ouest des six mille citoyens est-allemands hébergés dans des camps de la Croix-Rouge en Hongrie. Des déclarations laissent entrevoir la prochaine mise en route d'une « solution humanitaire » ont été formulées à Bonn et à Budapest par le chancelier Kohl et M. Reszko Nyers, chef du Parti socialiste ouvrier hongrois.

(Suite de la première page.)

A l'ube de la glasnost et de la perestroïka, un autre dignitaire du régime de Berlin-Est, M. Kurt Hager, affirmait que « ce n'est pas parce que son voisin rataplatte sa maison que tout le monde est obligé de faire de même ». Et, de fait, les murs de l'appartement RDA de la maison communale européenne n'ont pas changé de couleur et depuis des efforts de ravalement entrepris à Moscou, à Varsovie ou à Budapest.

Sur le plan politique comme sur le plan économique, l'immobilisme est de rigueur : maîtrise absolue du parti communiste (SED) sur la vie politique, maintien de la fiction du pluralisme sous la forme de partis satellites réunis dans le « Front national », élections où l'on ne va pas « voter », mais « piler » son bulletin pour le mettre ostensiblement dans l'urne sans le raturer. L'industrie et l'agriculture obéissent à une planification centralisée dans les combinats et les LPG, version est-allemande des kolkhozes. L'encadrement de la jeunesse et même de l'enfance dans des organisations de masses — TDJ et Pionniers — l'existence à un haut niveau de mobilisation des « groupes de combat » de la RDA, ces milices ouvrières qui ont jadis construit le mur de Berlin, assurent avec une efficacité toute prussienne le contrôle de la population.

Il n'est naturellement pas question de procéder à des révisions déclinantes comme c'est le cas en Hongrie ou en URSS : dans les trois mois qui viennent de s'écouler, les dirigeants de la RDA ont soutenu la répression des étudiants chinois par Deng Xiaoping, justifié l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'écrasement du printemps de Prague, critiqué sévèrement les réformes engagées en Hongrie, considérées comme une dérive vers le capitalisme.

## Un vieux mécontentement

La clé de cette résistance à toute révision, de cette allérgie à toute expérience réformatrice vient d'être livrée par un exposé prononcé sur les ondes de la radio est-allemande à la fin du mois d'août par M. Otto Rheinhold, président de l'académie des sciences de la RDA. Ce dernier passe pour l'un des principaux idéologues du parti, et dirige la commission qui mène le dialogue avec le SPD ouest-allemand.

« Le socialisme et l'antifascisme a-b-il dit, sont les raisons d'être de la RDA qui n'a pas d'autre justification d'existence (...) c'est pourquoi nous ne pouvons pas nous conduire légèrement avec les principes du socialisme. » Ainsi est justifié le maintien des normes stalinienne de fonctionnement étatique qui sont vitales pour l'existence même du pays en tant qu'entité. Occupant les sommets du pouvoir depuis près de vingt ans, M. Honecker et ses plus proches compagnons, MM. Kurt Hager, responsable de l'idéologie, Hermann Axen, spécialiste des affaires étrangères, Erich Mielke, chef de la toute-puissante et omniprésente Sécurité d'Etat (Stasi), tous au moins septuagénaires, ont le sentiment d'avoir réalisé ce qu'ils tenaient le plus à cœur : la reconnaissance par la quasi-totalité des pays de la planète de leur Etat dans lequel on n'a vu longtemps que la zone d'occupation soviétique.

Les problèmes que connaît actuellement le pays — mécontentement de plus en plus général de la population, fuite massive vers l'Ouest dès qu'une porte s'ouvre dans le rideau de fer, comme actuellement en Hongrie — ne sont pas nouveaux. Les manifestations de rejet par une majorité de la population du système qui leur est imposé ont ponctué les quarante ans d'histoire du pays : juin 1953 a vu la révolte des ouvriers de Berlin-Est écrasée par les chars soviétiques, août 1961 la construction du mur de Berlin pour enrayer la fuite vers la RFA, les années 70 la répression de la contestation artistique et culturelle symbolisée par l'expulsion du poète contestataire Wolf Biermann. Les dirigeants est-allemands sont passés maîtres dans l'art de l'accommodement d'un peuple qui les rejette sans l'ombre d'un regret si on lui donnait la possibilité de s'exprimer. Le quadrillage policier du pays, et la présence de près de 400 000 soldats soviétiques sur le territoire constituent une assurance de survie pour le régime en place mais cela ne suffit pas à expliquer la persistance de la domination des intégristes du communisme aux leviers de com-

mande du pays. La Hongrie, la Pologne subsistent, elles aussi, des régimes totalitaires s'appuyant sur un appareil policier et la présence des troupes du « grand frère ». Cela ne les a pas empêchées de s'engager sur le chemin des réformes et de l'abandon progressif des dogmes et modes de fonctionnement bolchéviques.

La spécificité de la RDA, c'est que le communisme comme mode de gestion du pays n'y a pas suffisamment échoué pour s'écrouler de lui-même comme en Pologne, mais qu'il n'a pas non plus suffisamment réussi pour entraîner l'adhésion de la population au système. Comparée aux autres pays du camp socialiste, la RDA — tout les Allemands de l'Est, même les plus critiques, le concèdent — jouit d'un niveau de vie nettement plus élevé. On attend peut-être quinze ans à Trabant,

ignoble véhicule en plastique mu par un moteur deux temps au gaz d'échappement nauséabond, mais au bout du compte, les sorties de Berlin un week-end d'été sont aussi embouteillées que l'autoroute du Sud à Paris à la même époque. Les pénuries alimentaires signalées régulièrement dans telle ou telle partie du pays concernent des produits comme les fruits tropicaux et autres ingrédients de la « bonne bouffe » dont les Allemands de l'Est, mis en appât pas les apparitions régulières de Paul Bocuse à la télévision ouest-allemande, ont fait un des critères de la qualité de la vie.

Mais l'étalon du bien-être n'est pas, pour les citoyens de la RDA, celui qui a été établi à Moscou ou à Varsovie : ils comparent leur richesse relative au luxe qui s'étale à deux pas de chez eux, dans les rayons du Kadéwé, le grand magasin de Berlin-Ouest, vitrine baroque d'un Occident envité d'abondance.

Le mal-être des habitants de la Prusse et de la Saxe se n'explique cependant pas uniquement par les frustrations liées à l'impossibilité d'acquiescer des biens matériels. Ce qui motive essentiellement le candidat au départ qui attend sous sa tente à Budapest ou au bord du lac Balaton c'est l'espoir, peut-être fallacieux, de pouvoir devenir un jour maître de son destin, plutôt que de couler son existence dans un moule préfabriqué. Un peu comme les rêveurs de Mai 68 qui réclamaient « l'échange de la certitude de ne pas mourir de faim contre celle de mourir d'ennui ». L'éternelle fable du

chien et du loup, de la pitance médiocre assurée dans la dépendance opposée à l'aventure sans garantie proposée par une société qui n'a jamais été tendre pour les perdants.

Aussi spectaculaires que puissent être les manifestations de rejet de l'Allemagne communiste par ceux qui en sont les sujets, jamais elles n'ont mis sérieusement en danger la survie de la RDA. Ce pays est utile à tout le monde : aux Soviétiques pour qui il constitue la seule base solide et le dernier rempart face à l'Occident, aux partenaires occidentaux de la RFA qui craignent une Allemagne réunifiée dont le poids serait trop important en Europe. Et en République fédérale, le désir caché mais profond de se retrouver un jour entre Allemands dans une entité étatique est tempéré par la conviction que ces retrouvailles ne seraient pas gratuites.

Forts de la certitude que, de leur vivant, le pays qu'ils ont façonné ne leur échapperait pas, les actuels dirigeants de la RDA regardent avec sérénité l'Occident s'interroger sur l'avenir d'un pays qu'ils maintiendront sous leur coupe jusqu'à leur dernier souffle. L'absence d'une opposition structurée s'explique par les ponctions opérées par l'émigration vers l'Ouest, volontaire ou forcée, de la plupart de ceux qui au cours des années se sont manifestés pour s'opposer au régime.

Certains experts ouest-allemands de la RDA pensent que l'on se trouve actuellement dans ce pays dans une



FANKHO

situation comparable à celle qui régnait en URSS au temps de Tchernenko : les réformateurs en puissance n'attendent que la disparition des actuels dirigeants pour rejoindre la cohorte des réformateurs communistes. Des noms sont déjà avancés : Hans Modrow, secrétaire du SED pour la région de Dresde, blâmé récemment par le Comité central pour « faiblesse de direction », ou bien encore Markus « Mischa » Wolf, ancien chef de l'espionnage est-

allemand reconverti dans la littérature, qui semble avoir la faveur des intellectuels. Tout le monde s'accorde cependant à dire que sans que M. Honecker, âgé de soixante-dix-sept ans, sera physiquement capable de tenir les rênes, personne ne sortira du bois pour prétendre à la relève. C'est bien ce qui fascine le conducteur de la Trabant qui hésite entre le chemin qui le conduit en Autriche et celui qui le ramène à la maison.

LUC ROSENZWEIG.

## Amériques

CANADA : la préparation du scrutin du 25 septembre

## Les problèmes d'environnement permettent au Parti québécois de remonter dans les sondages

MONTREAL de notre correspondante

La remontée du Parti québécois, confirmée vendredi 8 septembre par un nouveau sondage, a relancé l'intérêt de la campagne pour les élections du 25 septembre, au moment où les infirmités de la province, en grève illimitée depuis mardi dernier, engagent une épreuve de force avec le gouvernement.

D'aucuns commencent en effet à considérer ce scrutin comme une « ennuyeuse formalité » tant paraissait prévisible la réélection du Parti libéral, revenu au pouvoir en décembre 1985 après neuf années d'intermède « péquiste » (1).

Lorsqu'il a annoncé, le 9 août dernier, la dissolution de l'Assemblée nationale du Québec (2), le premier ministre, M. Robert Bourassa, comptait offrir à ses troupes l'occasion de roder tranquillement la machine électorale du parti, pendant qu'une bonne partie de la population était encore en vacances. Il espérait que les réussites économiques de son mandat suffiraient à conforter son avance d'une vingtaine de points sur le Parti québécois dans les sondages.

C'était compter sans les impondérables de l'actualité, que le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, mobilisé dès la première heure, a su habilement exploiter. Fin juillet, M. Lise Bacon, vice-premier ministre, chargée des affaires culturelles mais aussi de l'environnement, avait regardé partir avec soulagement deux navires soviétiques emportant vers l'Angl-

terre leurs premières cargaisons de PCB, des polychlorobiphényles ou pyréthrine, utilisés dans les transformateurs électriques notamment. La province ne savait plus que faire de ces produits dangereux, ne disposant pas d'installations pour les détruire.

Un an auparavant, ces déchets, qui dégagent des substances très toxiques à la combustion, avaient commencé à brûler dans l'incendie encore mal expliqué d'un entrepôt situé à Saint-Basile, dans la grande banlieue de Montréal. Trois mille personnes avaient été évacuées. L'incident a eu pour conséquence d'éveiller la conscience écologiste des Québécois, auparavant peu réceptifs aux discours des groupuscules défendant l'environnement dans la province.

Avec le départ des PCB pour l'Angleterre, M. Bacon pensait bien avoir bouclé à temps cet épineux dossier avant le début de la campagne électorale. Elle a rapidement déchanté.

Alertés par l'organisme Greenpeace, les Britanniques n'ont pas voulu des déchets qu'ils considéraient comme des déchets. Les dockers ont carrément refusé de les décharger. Les deux navires sont revenus au Québec, où la population s'est mobilisée. Les actions intenses de la province ont été relayées par les médias à se justifier à deux reprises devant les tribunaux, avant d'obtenir enfin, le 29 août, l'autorisation d'acheminer les déchets vers le site de la centrale hydroélectrique de la Baie de la Grande Pente. Ils y seront entreposés pendant au moins dix-huit mois, jusqu'à ce qu'un incinérateur mobile, fréquemment

utilisé aux Etats-Unis, viennent les réduire en poussière.

C'est précisément la solution que préconisait depuis plusieurs mois le chef du Parti québécois, M. Parizeau, qui depuis son arrivée en mars 1988 à la tête de cette formation, n'avait cessé de dénoncer les « lenteurs » et l'indécision chronique du gouvernement libéral. Une autre affaire allait bientôt renforcer la position de M. Parizeau.

Le Parti québécois a, en effet, obtenu fin août une copie d'un rapport officiel, révélant qu'au moins 300 habitants de Saint-Jean-sur-Richelieu, au sud de Montréal, avaient été contaminés par des émanations de plomb provenant d'une usine de recyclage des batteries d'automobiles. Ses propriétaires, à l'origine de la pollution, ont été contraints de fermer l'usine et de respecter la réglementation. Les habitants de cette localité ont subi, ces derniers jours, des prélèvements sanguins pour déterminer leur degré de contamination.

A ces déboires, le Parti libéral a dû ajouter la réaffirmation de sa clientèle la plus fidèle. La minorité anglophone (moins de 15 % des 6,5 millions de Québécois) ne pardonne pas à Robert Bourassa d'avoir trahi une de ses promesses, en renonçant à imposer, en décembre dernier, le bilinguisme dans l'affichage à l'extérieur des commerces de la province. L'association Alliance Québec, principal groupe de pression des anglophones, a créé un précédent en appelant ses membres à voter pour des partis favorables à l'égalité linguistique, quitte à opter pour l'abstention dans les circonscriptions où ces derniers ne présentent pas de candidat.

Le Parti québécois a, quant à lui, obtenu le soutien de la principale centrale syndicale de la province, la Fédération des travailleurs du Québec, qui le lui avait retiré en 1985, trois ans après que M. Parizeau, alors ministre des finances du cabinet Levesque, eut imposé, en pleine récession, une réduction de salaire de 20 % à tous les employés de la fonction publique.

Tous ces facteurs expliquent, pour une large part, les résultats du dernier sondage : 46 % des intentions de vote vont au Parti libéral, contre 40 % au Parti québécois. L'écart a diminué de moitié en l'espace de cinq semaines.

Reste à évaluer l'impact de la grève des 40 000 infirmières de la province qui n'ont pas hésité à se mettre dans l'illégalité en refusant d'assurer des services minimums dans les hôpitaux. M. Bourassa ne pourra, cette fois, être accusé de mollesse : les grévistes vont perdre une année d'ancienneté par journée de grève illégale et les responsables syndicaux risquent d'être traduits devant les tribunaux.

MARTINE JACOT.

(1) Terme formé à partir des initiales du Parti québécois.

(2) Conformément au système politique britannique, les mandats sont d'une durée de cinq ans, mais les élections sont organisées toutes les quatre années environ, au moment jugé le plus opportun par le parti au pouvoir.

ARGENTINE : l'hostilité au projet d'amnistie des militaires

## Quarante mille personnes manifestent dans Buenos-Aires

BUENOS-AIRES de notre correspondant

« Non au pardon ! Non à l'oubli ! » scandés par quelque quarante mille personnes, vendredi 8 septembre, dans les rues du centre de Buenos-Aires, les slogans de la première manifestation contre le président Carlos Menem, deux mois après son entrée en fonction, viennent rappeler que nombre d'Argentins ne sont pas prêts de tourner la page sur un passé encore douloureux. M. Carlos Menem se veut pourtant l'architecte de la « réconciliation nationale », qui passe par une solution de ce qu'il est convenu d'appeler ici « le problème militaire ».

Les organisations de défense des droits de l'homme, de nombreux syndicats, des partis de gauche, des membres du Parti radical et même du parti péroniste au pouvoir se sont ainsi exprimés contre une grâce présidentielle que M. Menem semble disposé à accorder aux militaires auteurs de troubles. Six ans après le retour à la démocratie, les cicatrices laissées par la dictature et la « sale guerre » contre la gauche, qui a fait près de vingt mille « disparus » dans les années 70, sont encore à vif.

## Un dossier mal refermé

M. Menem, qui fut lui-même emprisonné et maltraité par les militaires, veut pourtant, comme il le déclarait encore vendredi, pousser ses concitoyens à « commencer à travailler à partir du présent pour le futur, en laissant de côté les questions du passé ». Le secrétaire général du Parti communiste, M. Patrio Etchegaray, conteste les modalités de la « pacification » prônée par le chef de l'Etat, car, dit-il, « une grâce constituerait une offense à la conscience démocratique du peuple argentin ».

Un récent sondage indique, en effet, que la majorité de la population est opposée au pardon : 91 % des personnes interrogées rejettent une éventuelle libération de Mario Firmenich, le seul ancien guérillero détenu, et 85 % se sont déclarées contre l'élargissement des commandants des juntas qui ont gouverné l'Argentine de 1976 à 1983.

Le thème de *indulto* (la grâce) n'en a pas moins occupé les premières semaines du nouveau gouvernement, mais sans qu'une décision soit prise. Et plus M. Carlos Menem tarde, plus fortes et discordantes se font les multiples pressions. Le « problème militaire » est indéniablement complexe. Il a hanté les dernières années du gouvernement radical de M. Raúl Alfonsín, gêné le Parlement et compromis la justice. L'ancien président l'avait abordé de front, créant alors un précédent en Amérique latine en faisant ouvrir

des enquêtes puis des procès contre les chefs des juntas et contre les militaires accusés de violations des droits de l'homme. M. Alfonsín a toutefois mal refermé le dossier. Les lois dites « du point final » et du « devoir d'obéissance », qu'il a fait passer en 1986 et en 1987, couvraient des amnisties partielles et déguisées qui n'ont satisfait personne, et certainement pas les militaires. A travers trois rébellions, ceux-ci sont venus rappeler que l'armée revendiquait, en fait, ses actions passées. Abus inclus.

M. Menem doit donner des réponses à quatre types de problèmes. Le premier porte sur l'avenir qui sera réservé aux quelque deux cents officiers qui attendent d'être jugés par la justice militaire pour avoir participé aux rébellions de la « semaine sainte », en 1987, et de Monte Caseros en 1988, dirigées par le lieutenant-colonel Aldo Rico, ainsi qu'à celle de Villa Martelli, en novembre dernier, menée par le colonel Mohamed Ali Seineldin. Les deux hommes sont détenus, le second actuellement à son domicile.

Le cas des trois membres de la junta condamnés pour incompétence militaire lors du fiasco de l'invasion des Iles Malouines, en 1982, est simple. Si M. Menem avait semblé-t-il, pensé, un temps, les gracier aussi, le secrétaire général de la présidence, M. Alberto Kohan, explique que « ceux-ci ont été condamnés par un tribunal militaire [et que] l'affaire est donc du ressort de l'armée ».

Le troisième groupe comprend les dix-huit officiers supérieurs qui sont en attente de jugement pour des violations des droits de l'homme commises pendant la « sale guerre », et le dernier cas porte sur les six officiers déjà condamnés pour les mêmes chefs d'accusation et qui purgent actuellement leur peine.

EDITH CORON.

● CHILI : la Cour suprême innocente la « Colonie Dignidad ». — La Cour suprême du Chili a rejeté, vendredi 8 septembre, les accusations de violations des droits de l'homme concernant la Colonie Dignidad. La cour n'a relevé aucun fait grave dans cet établissement où quelque trois cents personnes, pour la plupart d'origine allemande, vivent à l'écart du monde, au pied des Andes, à 400 kilomètres au sud de Santiago. C'est à la suite de dénonciations du gouvernement de Bonn qu'un juge chilien, M. Hernan Roberts Aris, avait été chargé, au mois de janvier dernier, d'enquêter sur les activités de la Colonie. La cour a cependant décidé que le juge Roberts n'était toujours chargé de l'enquête concernant les accusations d'escroquerie et d'exercice illégal de la médecine contre certains des membres de la communauté. — (AFP, Reuters.)

صلى الله عليه وسلم





# Politique

## Les débats de l'opposition

Alors que M. Alain Carignon annonçait vendredi 8 septembre la création de son courant - VIE - au sein du RPR, M. Alain Juppé proposait aux autres formations de l'opposition la mise en place rapide d'un « conseil supérieur de l'opposition », afin d'éviter à celle-ci de revivre les moments « rudes » qui ont été les siens en 1988 et 1989.

Le secrétaire général du RPR s'est aussitôt attiré une réponse négative de M. Gérard Longuet, son homologue du Parti républicain : « J'ai peur qu'une structure prématinée ne permette pas à tout le monde de s'exprimer. Commençons par travailler ensemble au Parlement. » Selon M. Longuet, l'opposition n'a pas besoin d'une nouvelle structure puisqu'un intergroupe parlementaire existe déjà, mais « d'un maximum de démocratie ». Les cadres des deux mouvements RPR et PR qui sont réunis les uns à Saint-

Cyprien, les autres à Perpignan, devaient se rejoindre pour une séance commune, dans cette ville, dimanche matin.

Au sein du Parti républicain, où le malaise est profond, une question agite les esprits. Qui sera le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale ? M. Michel d'Ornano, député du Calvados et surtout bras droit de M. Giscard d'Estaing, a estimé que la candidature de M. François Léotard à cette présidence « crée une malaise ».

M. d'Ornano se demande s'il y a « compatibilité » entre la présidence du groupe et la « contestation » du président de l'UDF, M. Giscard d'Estaing.

Au sein de cette confédération, petites et grandes formations souhaitent que soient clarifiées sa place sur l'échiquier politique ainsi que le poids respectif de ses différentes composantes, comme en témoigne l'entretien que nous a accordé le président du Parti radical.

## Le PR ne sait plus à quelle ligne politique se vouer

PERPIGNAN  
de notre envoyé spécial

Entamée, vendredi 8 septembre, l'université du PR a inscrit à son programme des sujets aussi sérieux que la décentralisation, l'éducation, le rôle de l'Etat ou encore celui de la diplomatie française dans le monde libre. Mais, d'entrée, les militants ont manifesté qu'ils avaient, au sortir de cet été, la tête ailleurs : qu'un autre sujet les préoccupait : l'état du PR et de son président, M. François Léotard.

Les couloirs, dont la fréquentation assidue était inversement proportionnelle à celle des ateliers de travail, ne bruisaient que de cela, et il devenait vite évident que les militants du PR n'ont pas, en cette rentrée, grand moral et qu'au-dessus de leurs têtes, leurs dirigeants ne savent plus très bien, eux non plus, où ils vont.

Traduction concrète : un certain désamour chez les premiers et, chez les seconds, un certain enervement à l'égard notamment de la presse...

La réunion des secrétaires fédéraux, tenue à huis clos tôt dans la matinée de vendredi, fut, selon plusieurs témoignages concordants, édifiante. Se faisant l'écho de leur base, ils ont beaucoup commenté le rapprochement opéré à la fin août entre M. Léotard et le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Eux qui, pour la plupart, assistaient au conseil national du PR d'Issy-les-Moulineaux en avril, avant les élections européennes, eux qui avaient entendu ce jour-là MM. Léotard, Madelin et Longuet crier haro sur le baudelet centriste et condamné, dans le même mouvement, le cheval

UDF, ne se sont pas fait faute d'expliquer qu'il n'entendaient plus rien à cette stratégie zigzagante, certains s'alarmant même d'enregistrer, depuis deux semaines dans leurs fédérations, de nombreux renvois de cartes d'adhésion.

Incompréhension vis-à-vis de ce nouveau et soudain comportement de M. Léotard : embarras aussi à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing, dont il devient de plus en plus périlleux de prononcer le nom dans le parti ; interrogations sur la dégradation des rapports entre M. Léotard et son second, M. Alain Madelin : les fédéraux du PR ne se sont donc pas privés d'exprimer leurs états d'âme, d'autant que, un malheur ne venant jamais seul, il leur est revenu à l'oreille que leur président ne peut plus espérer être élu dans un fauteuil à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Les plus pessimistes en ont donc conclu que leur parti, à court d'idées, coincé sur l'échiquier de la droite, filait un très mauvais coton. Les plus optimistes ont argué que leurs responsables, à tout le moins, seraient bien inspirés de se soucier autant de la communication interne que de celle, qu'ils soignent, tant vers l'extérieur.

Tant bien que mal, MM. Léotard, Longuet et Madelin ont donc serré les coudes pour tenter de désamorcer au plus vite ces petites bombes. M. Madelin a fait ce qu'on attendait de lui, en rappelant publiquement, au cours du déjeuner, qu'il n'y avait jamais eu l'once d'un différend entre lui et M. Léotard ; que, bien sûr, « l'avenir de l'UDF passe par le PR et François Léotard », que « cela était clair ! » et que le PR avait vocation « à être un trait d'union

entre l'ensemble des forces de l'UDF et du RPR ».

En termes peut-être moins choisis, MM. Léotard et Longuet se sont mis à deux pour expliquer, enfin, à leurs ouailles, leur plan caché :

1. - Se rapprocher des centristes pour sauvegarder la confédération UDF et être capable d'opposer un front uni au RPR qui, selon eux, se félicite trop actuellement de pouvoir jouer tantôt avec le CDS, tantôt avec le PR, pour assouvir son éternelle aspiration hégémonique sur l'ensemble de l'opposition ;

2. - Prendre la présidence du groupe UDF de l'Assemblée pour être capable d'imposer à M. Giscard d'Estaing, suspecté - selon M. Longuet - de vouloir « se tenir à une présidence » jupitérienne, de nouveaux modes de fonctionnement, plus démocratiques et plus marqués au centre, au sein de cette confédération.

### La bataille Léotard-Millon-Mestre

Cette candidature de M. Léotard a été abondamment commentée. Tout pointage sur les chances réelles de M. Léotard ou de MM. Charles Millon et Philippe Mestre - ces deux derniers étant résolus à aller jusqu'au bout - serait plus de quinze jours avant l'échéance, hasardeux. La moitié du groupe est encore flottante, mais l'entourage du président du PR se montre actuellement beaucoup moins optimiste qu'il y a encore une semaine. On parie sur un succès, mais pas sur un triomphe.

En tout cas, M. Léotard a compris qu'il joue gros dans cette affaire. Frappé, semble-t-il, par le

syndrome Méhaignerie, le président du CDS ayant prouvé avec moins de talent « que le cumul avec une présidence du groupe parlementaire était médiatiquement profitable », M. Léotard ne cherche donc pas seulement un levier pour réformer l'UDF mais, comme il l'a confié à certains, « une nouvelle plate-forme médiatique ». Un autre PR est en concurrence avec lui, M. Millon, qui est venu, vendredi après-midi, à Perpignan... pour parler de décentralisation.

L'histoire se répète. En 1982, c'est la présidence du parti qui se joua entre les deux hommes. Le président de la région Rhône-Alpes pense être mieux à même de recueillir les morceaux avec les centristes. Il veut ramener le groupe UDF sur le terrain de la réflexion politique et parlementaire. Deux hommes, deux styles diamétralement opposés, deux projets différents. La tension commence à monter. M. Mestre, ancien bariste lui aussi, télégraphié par l'homme lige de M. Giscard d'Estaing - M. Michel d'Ornano - à son tour, envoyé, vendredi, une lettre de candidature à tous les parlementaires UDF. M. Millon fera de même mardi prochain, le bureau du groupe parlementaire UDF devant se réunir le même jour pour se pencher sur les procédures d'un vote difficile.

M. Giscard d'Estaing a fait savoir qu'il serait peut-être préférable de repousser le jour du vote - prévu le 25 septembre - aux prochaines parlementaires UDF de Vichy - à la rentrée parlementaire du 2 octobre. Vendredi, des militants du PR exigeaient le vote d'une motion solennelle demandant la candidature de M. Léotard et déclarant nulle et non avenue toute candidature d'un PR contre son président. M. Léotard a rejeté cette démarche par trop directive et partisane. Se souvenant sans doute que les députés n'aiment jamais mélanger les serviettes du Parlement avec les torchons des partis.

DANIEL CARTON.

Après les injures antisémites de M. Claude Autant-Lara

## Le parquet ouvre une information judiciaire

### M. Le Pen juge « critiquables » les propos du cinéaste

Le cinéaste Claude Autant-Lara a quitté la présidence de l'Académie des beaux-arts, à la demande de M. Marcel Landowski, secrétaire perpétuel, à l'Académie, vendredi 8 septembre, « profondément choqué des déclarations de Claude Autant-Lara rapportées par le journal *Globe*, et devant la légitime émotion des académiciens à la suite de ces propos », avait demandé au cinéaste de renoncer à toute fonction au sein de cette académie, indique l'Institut, qui souligne que l'Académie des beaux-arts est « une assemblée d'artistes d'élite de mesure et d'humanité ». M. Autant-Lara demeure cependant académicien français et membre de l'Institut. (Nos dernières éditions du 9 septembre.)

De son côté, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a donné instruction au procureur de Paris d'engager des poursuites judiciaires contre le cinéaste, ex-député européen du Front national. Dans un communiqué, la chancellerie indique : « A la suite de la publication, ce jour, dans le mensuel *Globe*, d'une interview de M. Claude Autant-Lara, la garde des sceaux, ministre de la justice, a donné instruction au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris de requérir l'ouverture d'une information des chefs d'insultes raciales, diffamation raciale, provocation à la haine raciale et complicité contre Claude Autant-Lara et tous les autres. »

Il appartiendra au magistrat-instructeur de déterminer s'il y a également lieu de poursuivre le directeur de la publication de *Globe* ainsi que le journaliste qui a recueilli les propos du cinéaste.

La garde des sceaux avait déjà fait engager le 17 août dernier des poursuites contre M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député européen, pour qu'il proposât, considérés comme racistes et antisé-

mites et publiés par le quotidien d'extrême droite *Présent* (le *Monde* du 9 septembre).

Ce dernier a affirmé, vendredi, que « la mise en cause de Mme Simone Veil est tout à fait critiquable », mais que « tout cela ne mérite pas ces remous politiques et médiatiques, car il y a en France des problèmes beaucoup plus importants ». Interrogé à FR 3 Dijon, qui lui demandait s'il avait pu tenir des propos identiques à ceux de M. Claude Autant-Lara, élu sur sa liste aux élections européennes, M. Le Pen a répondu : « Non, je ne les tiens pas. Si je les avais tenus, cela se saurait. Or je ne les ai pas tenus. Je considère que la mise en cause de Mme Veil est tout à fait critiquable. D'ailleurs, Mme Veil, à l'exception de tous les autres commentateurs, a eu une position digne, elle s'est abstenue de commenter. » Pour le président du FN, le mensuel *Globe* et son directeur de la rédaction, Georges-Marc Benamou, sont coupables : « Je crois qu'il est tout à fait coupable du scandale qu'il a créé délibérément en rendant publics des propos qui sont choquants, mais qui étaient prononcés dans une ambiance privée. » M. Le Pen s'en est pris également « à la meute de chiens courants qui, comme d'habitude, exaltent dans ces circonstances, avec MM. Juppé et Léotard, de se précipiter avant d'avoir l'article sous les yeux. »

Venu à Dijon pour soutenir les trois candidats de son parti au sénatorial, M. Le Pen a par ailleurs demandé à M. Laurent Fabius un débat « public et télévisé » sur les accusations d'antisémitisme dont fait l'objet le Front national, « sujet, dit-il, sur lequel on ne donne que des appréciations vagues et furieuses ». Il a estimé que « l'affaire qui vient de naître et qui est orchestrée est un de ces orages de vendetta qui reviennent chaque année pour accablent la fable d'antisémitisme du Front national. Ainsi, cha-

que année, on chasse à courre le fasciste et on traque sans pitié la bête, mais généralement tout cela tourne en eau de boudin ». Il s'agit, selon lui, entre M. Claude Autant-Lara et *Globe* d'une conversation téléphonique extorquée, espionnée, dont on s'est servi contre la volonté de celui qui l'a prononcée. Il appartenait à M. Benamou, pour respecter la dignité de Mme Veil, égaré-grièvement, est-il vrai, de manière regrettable, de ne pas publier ce qu'il avait entendu par le trou de la serrure.

D'autre part, quatorze députés, sept socialistes et sept RPR, avaient demandé vendredi soir au garde des sceaux, d'engager immédiatement des poursuites judiciaires, après les propos tenus par le cinéaste. Ont signé le texte : les députés socialistes Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), Frédéric Bredin (Seine-Maritime), Julien Dray (Essonne), François Hollande (Corrèze), Jean-Marie Le Guen (Paris), Marie-Noëlle Lienemann (Essonne) ; les députés RPR Michel Barnier (Savoie), Alain Carignon (Isère), Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine), François Fillon (Sarthe), Etienne Pinte (Yvelines), Eric Raoult (Seine-Saint-Denis) et Jacques Toubon (Paris).

« La CGT du Monde. - « Alors qu'en cette année du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, l'antisémitisme des groupes fascistes d'avant-guerre resurgit sur la scène politique pour se conjuguer avec les campagnes d'incitation à la haine raciale contre les immigrés : alors que, comme sous Pétain, le racisme semble redevenir une doctrine », la CGT du journal le Monde condamne avec force les déclarations et propos racistes, en particulier ceux d'Autant-Lara, et appelle le gouvernement à appliquer à leurs auteurs la législation réprimant ces délits. »

## « La représentativité du CDS est excessive »

déclare M. Yves Galland, président du Parti radical

« Pourquoi êtes-vous hostile à la réforme du fonctionnement interne de l'UDF, qu'appellent de leurs vœux MM. François Léotard et Pierre Méhaignerie ? »

- Ce ne sont pas les structures telles qu'elles sont qui nous ont empêchées de travailler, mais les hommes. Je suis tout à fait ouvert à toute réflexion qui nous permettrait d'améliorer les structures. Nous avons envisagé de le faire pour le conseil national, mais je suis hostile à toute évolution qui ne paraîtrait soit néfaste - par exemple l'apparition du droit de veto d'une composante serait stérilisante, - soit injuste, comme la prééminence de telle ou telle formation sur les autres alors qu'en onze ans je n'ai jamais vu aucune petite formation créer de difficultés.

- Sur le plan électoral, une remise en cause s'impose afin que chacun puisse bénéficier d'une façon équitable de l'efficacité de la confédération. Avec sérénité et à la lumière des résultats des européennes, je demanderai, et je crois que je ne serai pas le seul, un réajustement pour le Parti radical et des engagements qui nous permettent d'assurer, en particulier aux élections législatives, une meilleure représentation. Je suis tout prêt à ouvrir ce

débat, convaincu par exemple que la représentativité excessive du CDS est aujourd'hui excessive, compte tenu de sa force réelle. Cette démarche ne s'engage pas contre quelqu'un, mais pour ce que je considère comme élémentaire à l'égard du Parti radical et utile à la confédération.

- En tout état de cause, l'UDF fonctionne, prend des décisions, son bureau se réunit et nous prouvons le mouvement en marchant, et nous apportons la démonstration que certains membres de formations participent beaucoup plus qu'on ne le disait à la vie et à l'efficacité de l'UDF.

### Clarifier

- Le président du Parti républicain et celui du CDS souhaitent également une clarification sur le positionnement politique de la confédération...

- C'est un problème essentiel que je souhaite aborder avec nos partenaires de la confédération. François Léotard et Pierre Méhaignerie posent un débat qui est celui de toute l'opposition : comment pouvons-nous être une force d'alternance qui gagne en 1993 ? Il faut que nous menions une réflexion sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas gagné en 1988, après avoir bien gouverné. Nous sommes convaincus que c'est la dimension solidaire du libéralisme qui doit être prédominante dans l'axe de l'opposition : libéralisme, générateur de richesses, richesses permettant de financer une politique économique porteuse d'emplois, et une politique de réajustement des chances avec de véritables projets concrets en matière sociale, auxquels nous sommes très attachés.

Entre les tenants de plusieurs lignes, nous voulons savoir quelle sera l'orientation de l'UDF d'abord et de l'opposition tout entière ensuite, car nous ne regagnerons pas la majorité sur l'axe qui pouvait être celui de 1981, choix de société, ou celui de 1986, changement fondamental de cap gouvernemental. Nous sommes placés maintenant devant la nécessité impérieuse d'affiner notre positionnement politique et notre communication. Ceci est un vrai débat dans l'opposition, que nous devons d'abord avoir à l'UDF.

- Que pensez-vous de l'hypothèse d'une crise du groupe UDF de l'Assemblée nationale, envisagée par certains députés si M. Léotard devenait président du groupe ?

- Ne siègeant pas à l'Assemblée nationale, je pense que c'est avant tout l'affaire des députés. Simple observation, nous avons collectivement une responsabilité politique vis-à-vis des électeurs. Ces électeurs ont choisi des députés en 1988 sur la base d'une union et il serait inacceptable pour eux de constater que les députés élus sous le même sigle ont éclaté en quatre groupes politiques différents. Qu'il y ait en un groupe RPR et un groupe UDF, c'était la règle du jeu claire, annoncée aux électeurs, et qui la connaissance. La création du groupe UDF a été une entorse à cette unité parlementaire. Un nouvel éclatement du groupe UDF serait inacceptable et donc inacceptable, et je suis sûr que nous serions sanctionnés. Je ne suis pas favorable à ce que, quel que soit son futur président, le groupe puisse se scinder.

- Est-ce une bonne chose qu'un président de groupe soit aussi président de parti ?

- C'est un vrai problème, cela fait partie des réticences d'un certain nombre de parlementaires. On ne peut en juger que par la qualité des individus. Il est évident que, si un jour un président de parti devient président de groupes il aura ensuite un rôle d'arbitre, en particulier en matière d'investiture, qui devra le rendre indépendant et objectif, au-dessus de toutes les formations politiques y compris la sienne. A l'évidence, cela demande une grande maturité et une extrême honnêteté.

- Comment voyez-vous l'avenir de vos relations avec M. Léotard ?

- Je ne sais pas, je ne m'y retrouve plus du tout dans sa démarche.

Propos recueillis par  
DANIEL CARTON ET  
ANNE CHAUSSEBOURG.

« M. JOSPIN : « Solitaires dans l'expression publique ». - « Il faut discuter au sein du gouvernement (...) mais il faut être solitaire dans l'expression publique », a déclaré, vendredi 8 septembre à Toulouse, le ministre de l'éducation nationale,

صلى الله عليه وسلم

## Un rapport sur la santé en France Vieillir ou fumer

Les Français sont-ils en bonne santé ? Interrogés en 1987 par l'INSEE, deux tiers d'entre eux - 71 % des hommes et 63 % des femmes - jugeaient leur état de santé « bon » ou « très bon ». Cette appréciation est-elle corroborée par les données statistiques les plus récentes ? Un rapport intitulé *La Santé en France*, élaboré par la direction générale de la santé et le service de statistiques des études et des systèmes d'information (SESI) du ministère de la Santé, de la Santé et de la protection sociale (1), montre que si l'état sanitaire de la France est dans l'ensemble satisfaisant, encore faut-il nuancer ce jugement en tenant compte des nombreuses disparités, sociales en particulier, qui subsistent encore.

En 1987, l'espérance de vie des hommes était de 72 ans et celle des femmes de 81,3 ans. Ce qui indiquait une progression respectivement de 2,3 et 22,5 ans par rapport à 1977. Aujourd'hui 10,5 millions de Français, soit une personne sur cinq, sont âgés de plus de soixante ans. Il y a vingt ans on en comptait une sur six. En l'an 2000 il y en aura 12 millions. Plus nombreux, les vieux sont, en outre, de plus en plus vieux.

Ce vieillissement de la population, significatif d'une meilleure prise en charge des maladies les plus répandues, est illustré par une autre donnée : actuellement, la probabilité de fêter son quatre-vingt-cinquième anniversaire est de 19 % pour un homme et de 41 % pour une femme. Soit plus du double de ce que l'on observait en 1950.

Cet accroissement de la durée de vie pose de très nombreux problèmes, tant d'ordre sanitaire que d'ordre socio-économique. Ainsi, par exemple, les dépressions concernent actuellement un quart des personnes de plus de soixante-cinq ans. Environ 5 % de la population âgée de plus de soixante-cinq ans souffrent de troubles cognitifs sévères plus couramment appelés « démence ». Ce taux croît de façon importante avec l'âge et approche 15 % au-delà de quatre-vingt-cinq ans. La moitié de ces personnes, soit environ 300 000 personnes, sont des démences séniles de type Alzheimer.

### Le recul de l'infarctus

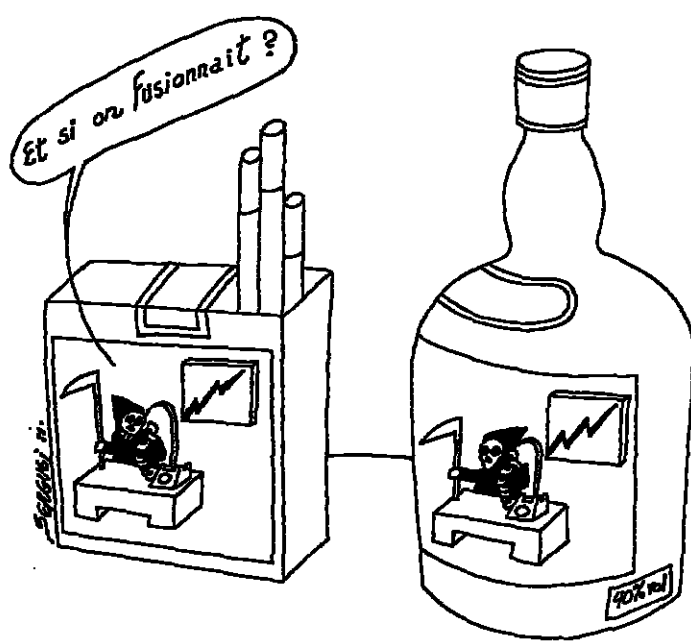
La bonne santé relative des Français a donc ses revers. Comme le note le rapport, ces problèmes qui touchent déjà plusieurs millions de personnes vont « s'accroître car la situation démographique de la France est telle que le vieillissement de la population est inéluctable ».

En ce qui concerne les principales causes de mortalité, on retrouve dans le rapport à peu près les mêmes constatations que dans le document similaire élaboré en 1984 sous l'égide de M<sup>me</sup> Georgina Dufaux et de M. Edmond Hervé, respectivement à cette époque ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et secrétaire d'Etat chargé de la Santé.

Les maladies cardio-vasculaires demeurent aujourd'hui la première cause de mortalité en France avec environ 200 000 décès par an soit plus du tiers de la mortalité générale. Ces pathologies constituent la deuxième cause de décès avant soixante-cinq ans après les cancers. Fait encourageant : de 1975 à 1985 les décès par maladie cardio-vasculaire dans la tranche d'âge de quarante-cinq à soixante-cinq ans ont diminué. Plus spécifiquement, la mortalité par cardiopathie ischémique (infarctus du myocarde) a baissé durant cette période et dans cette classe d'âge de 11 % chez l'homme et de 30 % chez la femme. Mais encore, la mortalité par accident vasculaire cérébral s'est réduite de 38 % chez l'homme et de 41 % chez la femme. L'apparition de nouvelles thérapeutiques et en particulier un meilleur contrôle médical de l'hypertension artérielle (l'un des principaux facteurs de risque des maladies cardio-vasculaires) expliquent pour partie cette réduction des décès qui, comme le notent les rapporteurs, constitue une des causes principales des gains de mortalité observés ces dernières années.

A l'inverse, la part des cancers dans la mortalité globale ne cesse de progresser, essentiellement chez les hommes. Quatrième grande cause de décès en 1925, le cancer est en dixième position cinquante ans plus tard. Il constitue même la première cause de décès entre trente-cinq et soixante-quatre ans. Principal responsable, le cancer du poumon chez l'homme qui ne cesse de croître. Il est devenu aujourd'hui la deuxième cause de

Un important rapport consacré à la santé en France réalisé sous l'égide du ministère de la Santé, de la Santé et de la protection sociale sera rendu public lundi 11 septembre. Comme en témoigne l'augmentation constante de l'espérance de vie, l'état sanitaire de la France est relativement bon. Même si l'on note une hausse des cancers, en particulier broncho-pulmonaires, et si demeurent de nombreuses inégalités devant la santé.



plus meurtrier responsable chaque année de 20 000 décès environ (on en prévoit 30 000 dans les années 90). Intéressant de préciser que cette augmentation du nombre de décès par cancer broncho-pulmonaire, qui jusqu'à présent a concerné neuf fois sur dix des hommes, résulte de l'accroissement quasi ininterrompu du tabagisme. Fait inquiétant, on peut craindre également dans les années à venir une augmentation de la mortalité féminine par cancer du poumon, le tabagisme n'ayant que récemment touché cette population.

EN revanche le cancer de l'estomac qui était le plus fréquent dans les années 50 a rétrogradé au cinquième rang après les cancers du poumon, du colon, du sein et des voies aérodigestives supérieures. Sans doute faut-il voir là une conséquence positive de la généralisation de la conservation des aliments par réfrigération. Parmi les autres localisations cancéreuses, le cancer du sein demeure le plus fréquent chez la femme. Sa fréquence croissante pourrait être due, selon le rapport, à l'évolution récente de deux facteurs de risque : l'âge tardif des femmes à la naissance de leur premier enfant et le faible nombre d'enfants.

En ce qui concerne le sida, les auteurs du rapport estiment que s'il pourrait y avoir dix mille nouveaux cas en 1990 il est impossible de faire des prévisions fiables à plus long terme. Tout juste observent-ils « les premiers signes positifs d'une prise de conscience du danger dans les groupes à risque et dans la population générale. Ainsi, la vente des préservatifs dans les pharmacies a-t-elle augmenté de 40 % après la levée de l'interdiction de leur publicité ».

Plus inquiétant, les rapporteurs notent que « les maladies infectieuses ont interrompu leur tendance séculaire à la baisse et tendent à croître maintenant chez les hommes. La situation, ajoutent-ils, devrait s'aggraver avec le sida dont les effets sur les indicateurs de mortalité vont rapidement devenir sensibles ».

### La surconsommation des tranquillisants

Parmi les autres grands problèmes de santé publique, la consommation d'alcool et de tabac demeure l'une des préoccupations majeures. Même si on peut constater que depuis 1963 la consommation totale d'alcool en France diminue (un adulte de plus de vingt ans consomme en moyenne par an 19,6 litres d'alcool pur actuellement contre 25 litres en 1970), il n'en reste pas moins qu'en 1987 13 600 décès, 10 800 par cirrhose et 2 800 par alcoolisme et psychoses alcooliques, ont été attribués à l'effet direct de la consommation d'alcool. A cela il faut ajouter environ 14 000 décès par cancer des voies aérodigestives supérieures, de l'oesophage et du foie ainsi que les morts par accident.

En ce qui concerne le nombre annuel de décès liés au tabac, on estimait en 1985 à 61 000 (soit 12 % de la mortalité) - dont 55 000 pour les hommes. La moitié de ces décès sont dus au cancer, un tiers aux maladies cardio-

point de vue la place des hommes est, dit le rapport, « médiocre ». L'explication de ces disparités n'est guère aisée. L'influence des modes de vie semble en tout cas prépondérante. Nombreux sont les désavantages des hommes en la matière indiquent les rapporteurs : consommation excessive de tabac et d'alcool, suicides plus fréquents, conduite dangereuse au volant mais aussi dans les tâches domestiques ou les loisirs. A quoi il faut ajouter des conditions de travail risquées ou usantes. Certains spécialistes voient en outre dans ces disparités le fait que les femmes « ont une meilleure capacité à profiter des progrès sanitaires ». Elles sont en effet mieux suivies médicalement que les hommes entre quinze et quarante-cinq ans du fait des maternités et de la contraception.

### Les inégalités sociales

Au-delà de ces disparités liées au sexe, l'inégalité sociale reste toujours forte au regard des problèmes de santé. Chez les hommes une différence de mortalité importante existe entre catégories socio-professionnelles. Pendant la période de 1975 à 1980, neuf ans d'espérance de vie à trente-cinq ans séparaient un professeur d'un manœuvre. Les comportements vis-à-vis des soins médicaux diffèrent aussi d'un milieu social à l'autre. Tout indique, peut-on lire dans le rapport, que les plus aisés accordent une plus grande attention à la santé.

Les différences sociales n'ont pas semblé-t-il pas tendre à se réduire (à ce propos on regrettera que les données n'aient pas été actualisées, les plus récentes datant de 1980) : ainsi, par exemple, les cancers frappent proportionnellement plus les ouvriers tandis que la baisse des décès par maladie cardiovasculaire a été plus forte pour les catégories les plus favorisées.

Cette photographie relativement précise de l'état sanitaire des Français souligne une fois de plus le mal dont souffre notre système sanitaire, à savoir l'absence d'une véritable politique de santé publique qui s'attaquerait enfin aux grands maux que sont, par exemple, le tabac ou l'alcool. Faudrait-il que la consommation médicale - qui en 1988 a atteint 280 F, en moyenne par habitant, soit 8 % de l'ensemble du produit intérieur brut - atteigne un seuil difficilement compatible avec la richesse nationale pour qu'enfin les pouvoirs publics dépassent en matière de santé publique le stade des bonnes intentions ?

FRANCK NOUCHI.

(1) *La santé en France - faits majeurs, grandes tendances*, édité par la Documentation française. 110 F.

## RELIGIONS

### Israël évite de monter en première ligne dans le conflit du carmel d'Auschwitz

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Dans le conflit du carmel d'Auschwitz, le gouvernement israélien est, jusqu'à présent, resté relativement discret. L'attitude peut surprendre : « N'est-ce pas le signe de l'holocauste, pour reprendre l'expression d'un historien, Israël se veut le défenseur naturel des Juifs du monde entier » (1), ayant vocation à occuper une « position centrale » dans la vie du peuple juif.

Ce n'est pas que le contentieux sur Auschwitz laisserait indifférent à Jérusalem - bien au contraire. Sans avoir été partie prenante à l'accord de Genève sur le déplacement du carmel, le gouvernement israélien en soutient sans réserve les résolutions et approuve l'action des communautés juives qui entendent en obtenir l'application.

Les propos du primat de Pologne, Mgr Józef Glemp, notamment sur le prétendu pouvoir des Juifs dans des « mass media » qui seraient « à leur disposition », n'ont pas non plus laissé indifférent. La presse israélienne s'est largement faite l'écho de l'indignation. De même a-t-elle pris position, depuis le début de l'affaire d'Auschwitz, contre tout dénuement de la symbolique de la Shoah et a-t-elle longuement, et parfois amèrement, commenté les récentes déclarations du pape sur les relations entre l'Eglise catholique et le judaïsme. Cela a notamment été le cas lorsque Jean-Paul II a évoqué « l'infidélité » du peuple juif à son alliance avec Dieu.

### Normalisation avec Varsovie

Mais les prises de position, les commentaires officiels ont été assez rares, comme si le gouvernement jugeait inopportun, voire contre-productif, de s'impliquer plus avant dans ce conflit entre Juifs et chrétiens. De retour fin août d'une visite officielle à Varsovie, où il a séjourné à l'invitation de son homologue polonais, le ministre israélien des affaires religieuses, M. Zevulun Hammer, n'a guère été prolix. Le chef de la section d'intérêts israéliens à Varsovie (qui tient lieu d'ambassade) a participé à certaines des cérémonies marquant en Pologne le cinquantième anniversaire de la seconde guerre mondiale - ce même anniversaire que des représentants de communautés juives ont boycottées pour manifester leur mécontentement après les déclarations de Mgr Glemp.

En somme, on s'attache d'abord à faire la différence entre l'Eglise polonaise et le gouvernement polonais, un gouvernement qui, après tout, n'était pas, lui non plus, partie

prenante aux accords de Genève et avec lequel Israël entend poursuivre un processus de normalisation diplomatique déjà bien avancé. Mais les milieux officiels disent encore que dans une affaire dont la portée - morale, religieuse ou politique - dépasse les seuls intérêts de l'Etat hébreu, il est préférable qu'Israël ne se mette pas en avant et laisse faire les communautés juives et autrui.

### Une intervention plus directe

Interrogé, de manière plus générale, sur la question de l'anti-sémitisme, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, confiait, vendredi 8 septembre, au *Jerusalem Post* : « La lutte (contre ce phénomène) est certainement noire, délicate, et même noire délicate (...). Idéologiquement, spirituellement, nous devons être à l'avant-garde (de ce combat) mais pas nécessairement en première ligne quand il s'agit de l'activisme quotidien où il y a des organisations juives et non juives qui s'en chargent et pas si mal... ». Je n'ai pas intérêt, ajoutait M. Shamir, à ouvrir de nouveaux fronts de par le monde, le gouvernement d'Israël a déjà suffisamment de problèmes, son rôle est de s'occuper de l'Etat. Un Etat, c'est quelque chose de différent... ».

Sur le conflit avec l'Eglise catholique, il répond : « Vous ne suggérez tout de même pas que l'Etat d'Israël doive déclarer une guerre totale à l'Eglise ? d'accord, nous avons un différend, nous devons nous en occuper (...) et je préférerais de beaucoup que nous entretenions de bonnes relations avec l'Eglise et que le Vatican reconnaisse Israël ; nous ne devons pas ignorer les tensions (avec l'Eglise) ni même les minimiser mais devons-nous, pour autant, monter aux barricades ? ».

Les propos n'est pas toujours partagé par les commentateurs de la presse israélienne : à mesure que s'enlève le contentieux sur Auschwitz et que le Vatican est à son tour sollicité, certains éditorialistes commencent à appeler à une intervention plus directe d'Israël.

ALAIN FRACHON.

(1) Elie Barnavi, *Une histoire moderne d'Israël*, Flammarion.

● Soutien du Vatican aux dernières propositions polonaises. - Radio-Vatican a longuement cité, vendredi 8 septembre, le texte de la commission de l'épiscopat polonais proposant une « reprise des pourparlers, pour la réalisation du nouveau centre interreligieux de prières (INDR) : à l'extérieur du camp d'Auschwitz, dans l'esprit des rencontres de Genève » (le *Monde* du 8 septembre). A ce propos, le Père Jean Dujardin, responsable au nom de l'épiscopat français des relations avec le judaïsme, a fermement démenti dans un communiqué les informations faisant état d'un durcissement de la position de l'épiscopat polonais.

### Une lettre au pape de M. Gorbatchev

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a écrit à Jean-Paul II. Selon un responsable du Vatican, cité par la *Repubblica* du samedi 9 septembre, M. Gorbatchev a exprimé le souhait de rencontrer personnellement le pape au moment de sa prochaine visite à Rome, sans doute le 25 novembre prochain. Ce serait la première rencontre d'un numéro un soviétique avec le pape au Vatican. Cette lettre serait également une réponse à celle que le pape avait fait parvenir à M. Gorbatchev, par l'intermédiaire du cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat, en juin 1988, au moment des festivités du millénaire de l'Eglise russe. Le pape avait alors évoqué la question des libertés religieuses en URSS.

● CHARVIEU-CHAVAGNEUX : inauguration de la mosquée provisoire. - Un lieu de culte musulman provisoire a été inauguré, vendredi 8 septembre, à Charvieu-Chavagneux (Isère) par des personnalités d'Algérie et de Tunisie, pour remplacer la mosquée qui avait été détruite au bulldozer le 16 août dernier. Aux termes d'un récent accord entre la communauté musulmane de Charvieu et la municipalité, une villa de la commune sera prochainement achetée en vue d'en faire un lieu de culte permanent.

## ARCHÉOLOGIE

### Les éclats d'Angkor

Les temples d'Angkor (Cambodge) semblent ne pas avoir trop souffert de la guerre. Tel est l'avis de M. Claude Jacques, qui a passé neuf ans au Cambodge (à l'Ecole française d'Extrême-Orient). Secrétaire général de l'Association des amis d'Angkor (1), M. Jacques est allé voir quelques-uns des deux cent quatre-vingt-sept temples de l'ensemble d'Angkor à trois reprises depuis le début de cette année.

Dans des éclats d'obus ont abîmé quelques mètres carrés de la galerie sud d'Angkor Vat et des soldats se sont « amusés » à tirer à la mitrailleuse sur des statues, ces gracieuses danseuses célestes qui ornent par milliers les parois des temples. Le temple de Phnom Bécheng - qui n'a pu être visité par M. Jacques - pourrait être fort endommagé car on s'y est battu.

Il y a aussi les pillages. D'une part, des têtes de statues ou des stèles ont été manifestement détachées au burin. D'autre part, on voit apparaître sur le marché des sculptures indubitablement khmères. Mais l'ensemble d'Angkor couvre plusieurs centaines de kilomètres carrés et la conservation ne dispose que de quatre-vingt personnes dont une partie travaille dans les bureaux...

La végétation couvre en partie les temples. Les broussailles sont très spectaculaires, mais ne sont pas dangereuses pour les monuments. Les foragers (des armées gigantesques) commencent tout

juste à insinuer leurs racines entre les pierres qu'elle décolleront si rien n'est fait. Mais autant les broussailles peuvent être bien utiles pour les chercheurs, autant les foragers nécessiteront l'intervention de spécialistes. M. Jacques a rappelé le rôle bénéfique de la végétation que Bernard-Philippe Groslier (le dernier conservateur français d'Angkor) avait déjà souligné : la végétation protège les temples de la pluie et du soleil. Mais la végétation actuelle cache d'innombrables mines...

L'âge est le plus grand menace qui pèse sur les temples construits du septième au treizième siècle. Particulièrement les « temples monnaies » dont les terrains de support mal drainés ont tendance à s'affaisser, déstabilisant ainsi les monuments.

### Restauration polonaise

Le 1<sup>er</sup> septembre, M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a reçu le prince Norodom Sihanouk. Le prince a demandé à l'UNESCO d'assurer la coordination des travaux de sauvetage d'Angkor. Mais la situation est compliquée : l'UNESCO et la plupart des pays ne reconnaissent pas le régime cambodgien actuel mis en place en 1978 par les Vietnamiens. Toutefois, les autorités de Phnom Penh seraient d'accord pour que l'UNESCO joue ce rôle de coordinateur.

La mise sur pied d'une coordination internationale est urgente. Déjà, une mission indienne travaille à Angkor Vat avec plus ou moins de bonheur. Un missionnaire polonais s'occupe des peintures faites en... 1900 d'un temple de Phnom Penh et va commencer à s'intéresser au Bayon (un des principaux temples d'Angkor). Certes, les Polonais ne connaissent pas grand chose à l'art khmer. Mais ils sont des restaurateurs très sérieux et très méthodiques et ils espèrent l'aide des spécialistes français.

De toute façon, les travaux à faire sont gigantesques sans qu'il soit possible actuellement de faire la moindre évaluation du coût des opérations. Ils demanderont beaucoup de temps et d'argent. Ce qui suppose une très large coopération internationale dans laquelle les organisations non gouvernementales devraient jouer un rôle très important. Déjà la Getty Foundation a fait savoir qu'elle était prête à donner de l'argent pour le temple de Baphuon (proche du Bayon) si des experts français travaillaient avec elle. La World Monument Foundation voudrait, elle aussi, participer au sauvetage d'Angkor.

Il est vrai que l'ensemble d'Angkor est une des grandes merveilles du monde dont la sauvegarde s'impose à la conscience du monde entier.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le siège de l'Association des amis d'Angkor est au musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris.



## Société

## SPORTS

TENNIS : Open des Etats-Unis

John McEnroe  
du simple au double

Pour la première fois dans l'histoire du tennis open une équipe de gauchers a remporté l'épreuve de double d'un tournoi du grand chelem : l'Américain John McEnroe et l'Américain Mark Woodforde se sont, en effet, imposés, vendredi 8 septembre, à la paire américaine Flach-Seguso en finale de l'Open des Etats-Unis. C'est aussi la quatrième fois que l'ancien champion du monde inscrit son nom au palmarès de cette épreuve.

NEW-YORK  
de notre envoyé spécial

Martina Navratilova s'est offert, vendredi 8 septembre, le luxe d'une colère. La championne était furieuse parce que les organisateurs de l'Open des Etats-Unis avaient programmé la finale du double messieurs entre les deux frères Flach et Seguso en finale de l'Open des Etats-Unis. C'est aussi la quatrième fois que l'ancien champion du monde inscrit son nom au palmarès de cette épreuve.

« La dotation du tournoi de double représente 30 % du montant total des bourses versées à l'Open, mais l'audience de ces matches ne représente pas 3 % », a constaté Ken Flach qui a longtemps constitué avec Robert Seguso la meilleure paire du monde. Avec une amertume avouée par la défaite subie dans la finale du double messieurs, l'Américain se demandait s'il ne valait pas mieux supprimer cette épreuve du programme des tournois. Mais en posant la question il y répondait : « Dans les clubs de tennis les trois quarts des pratiquants jouent en double, mais dans les tournois les spectateurs connaissent les cinq ou six premiers du classement mondial et payent pour les voir jouer. Voilà le paradoxe, voilà le scandale ! Alors qu'avec Seguso nous avons été la paire de Coupe Davis américaine invaincue pendant des années, alors que nous avons été champions en 1984 et finalistes en 1987, pendant tout ce tournoi 1989 nous n'avons pas joué une seule fois sur le Stadium avant la finale. Uniquement parce que les gens ne nous reconnaissent pas, parce qu'ils veulent voir seulement des célébrités. »

La meilleure paire  
du monde

Flach et Seguso sont méconnus du grand public parce qu'ils n'ont pas bénéficié d'une promotion comparable à celle des joueurs de golf : « Les trente meilleurs golfeurs ont gagné plus de 300 000 dollars cette année. En tennis, huit seulement ont franchi cette barre. » En fait, la déaffection pour cette épreuve a d'abord commencé par celle des grands joueurs eux-mêmes. Björn Borg a été l'un des premiers à donner le mauvais exemple, bientôt

suivi par tous les meilleurs confrontés à une concurrence de plus en plus sévère en simple. Le public et les médias n'ont fait que suivre.

Ken Flach pourra toujours dire : « Le double ne requiert pas seulement la puissance, il faut encore beaucoup de finesse car la stratégie est totalement différente, et les points sont beaucoup plus rapides, plus spectaculaires ». Il lui sera toujours objecté que le niveau de la compétition est infiniment plus faible depuis que les meilleurs du classement individuel s'en sont désintéressés.

Il y a une dizaine d'années l'Américain Peter Fleming affirmait que « la meilleure paire du monde était constituée de John McEnroe avec n'importe qui ». Il était d'autant mieux placé pour porter ce jugement qu'il n'avait jamais dépassé la centième place mondiale individuelle et que cela ne l'avait pas empêché de remporter quatre fois Wimbledon et trois fois Flushing Meadow aux côtés de son copain d'enfance. Si Flach et Seguso sont montés un peu plus haut que Fleming dans la hiérarchie ils ne sont jamais restés très longtemps dans les cinquante meilleurs. Rick Leach et Jim Pugh, qui les ont aujourd'hui dépassés dans le classement du double, ne sont pas mieux placés.

Bref, pour le malheur de la spécialité, John McEnroe, son dernier fleuron au début des années 80, avait décidé en 1984 de concentrer son énergie sur le simple. Et pour son bonheur il a repris le collier cette année : « J'avais arrêté parce que c'était trop dur de mener de front simple et double. Mais je sais maintenant pourquoi j'aimais tellement cette épreuve. C'est formidable de se battre à deux, de s'encourager mutuellement. Malgré tout il faut reconnaître que nous avons gagné avec Woodforde parce que nous avons été éliminés rapidement du simple et que cela nous a permis de nous concentrer sur ce titre. » A-t-il dit après une victoire qui porte à huit ses titres majeurs en double et à cent quarante sept (record masculin absolu) le total de ses victoires.

Il ne se voyait pas pour autant dans la peau d'un simple spécialiste du double même s'il compte s'aligner aux Internationaux d'Australie, en janvier prochain, pour permettre à son complice de faire la levée australienne du grand chelem. Mais un simple échange - cinq volées échangées avec Flach - a bien montré, vendredi qu'elle était sa maîtrise de la discipline. Quoiqu'en pense tous les Flach et Seguso du circuit, elle reste une spécialité mineure sans la participation des plus grands. Or, pour le malheur des médiocres qui en avait fait leurs choux gras, par un mouvement de balancier comme il y en a en toute chose, des joueurs de premier plan comme Ivan Lendl y reviennent insensiblement. Personne alors ne pourra plus se désintéresser du double, mais personne ne s'intéressera plus alors aux malheureux Flach et Seguso, qui n'ont pas pesé bien lourds devant McEnroe et son partenaire.

ALAIN GIRAUDO.

Graf et Navratilova  
en finale

Comme il était logique, sinon prévisible, Steffi Graf et Martina Navratilova, les deux premières joueuses au classement mondial féminin, devaient s'affronter pour la troisième fois de leur carrière samedi 9 septembre, en finale de l'Open des Etats-Unis.

En dépit de crampes aux cuisses à la fin de la troisième manche contre l'Argentine Gabriela Sabatini, l'Allemande de l'Ouest, championne d'Australie et de Wimbledon en titre, s'est qualifiée vendredi pour sa troisième finale consécutive à New-York.

Après avoir éliminé Chris Evert en quatre de finale, Zina Garrison n'a manqué de clairvoyance en demi-finale que dans le tie-break de la première manche contre Martina Navratilova, qui a ensuite pu remporter une vingt-cinquième victoire en vingt-six matches contre la Noire américaine.

Steffi Graf, qui a perdu seulement deux parties depuis le début de l'année, a été battue pour la dernière fois par Martina Navratilova lors de la finale de l'Open 1987. Depuis, elles ne se sont rencontrées que deux fois, à Wimbledon, où l'Allemande a vaincu en trois manches l'Américaine. Martina Navratilova menait néanmoins 7-5 et les deux matches précédents.

A. G.

Résultats  
du 8 septembre

SIMPLE DAMES

● Demi-finales. - S. Graf (RFA, n° 1) b. G. Sabatini (ARG, n° 3) 3-6, 6-2 ; M. Navratilova (EU, n° 2) b. Z. Garrison (EU, n° 5) 7-6, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS

● Finales. - J. McEnroe (EU)/M. Woodforde (AUS) b. R. Seguso/K. Flach (EU, n° 4) 6-4, 6-3, 6-3.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS

● Quart de finale. - F. Sautoro (FRA, n° 3) b. M. Rosstrom (SUE) 6-1, 4-6, 6-2.

SIMPLE JUNIORS FILLES

● Quart de finale. - J.-A. Fall (AUS, n° 1) b. S. Testud (FRA) 6-4, 6-3.

## ÉDUCATION

● Un collège « Pailleron » fermé pour raison de sécurité. - M. Gabriel Sotto, maire de Villard-Bonnnot (Isère) a pris, vendredi 8 septembre, un arrêté municipal décidant la fermeture du collège de la commune. Construit en préfabriqué, ce collège de type « Pailleron » avait ouvert ses portes en 1968. Une nouvelle inspection de la commission départementale de sécurité, effectuée en janvier 1988, avait recommandé un certain nombre de travaux qui n'ont toujours pas été réalisés.

## JUSTICE

En détention préventive depuis quarante-trois mois  
L'inspecteur de police Dominique Loiseau  
remis en liberté

Après quarante-trois mois de détention préventive, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a remis en liberté, vendredi 8 septembre, l'inspecteur de police Dominique Loiseau inculpé d'association de malfaiteurs, vols à main armée, vol avec effraction de nuit, complicité de recel de vols aggravés.

Dominique Loiseau, inspecteur à la brigade de répression du banditisme (BRB) du Quai des Orfèvres, était soupçonné d'être lié à des policiers « ripoux » accusés d'avoir commis plusieurs vols contre des bijoutiers en profitant de leur fonction. Lui-même avait été accusé,

sous la foi d'une dénonciation provenant d'un détenu, d'avoir pris part à une agression contre un centre Leclerc, à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), ainsi que contre deux fourneurs à Auvers-sur-Oise (le Monde du 27 février 1988).

Survenant quelques jours après la mort d'un autre policier, l'inspecteur Jean Vriand, tué le 14 janvier 1986 à Paris, rue du Docteur-Blanche, lors d'une fusillade avec des malfaiteurs, l'arrestation de l'inspecteur Loiseau, le 21 janvier 1986, avait créé un certain émoi dans les rangs policiers. L'inspecteur Vriand, mort en service, faisait, en effet, l'objet de

la même enquête que celle qui allait conduire Dominique Loiseau en prison.

La lenteur de l'instruction et la sévérité du magistrat qui avait fait placer son inculpé au secret durant six mois avaient accru le malaise dans les rangs de la police judiciaire parisienne, provoquant, à de multiples reprises, la mobilisation des syndicats. Ces derniers, qui toutes les semaines confondus, se félicitent de la libération de leurs collègues, réclamaient soit un jugement rapide, soit une mise en liberté dans l'attente du jugement. L'inspecteur Loiseau devrait être jugé aux assises dans le courant de l'année prochaine.

## Au tribunal de Draguignan

## Les « potes » et les « sales Français »

Farid Tahri, dix-neuf ans, tuciste depuis le mois de mars dernier à la « maison des potes » de SOS-Racisme du Luc-en-Provence (Var) a été accusé de... « racisme » pendant une audience du tribunal correctionnel de Draguignan. Du racisme « antiraciste », a précisé le substitut du procureur de la République, M. Jean-Claude Dury. Farid, qui comparait, mercredi 6 septembre, pour outrage à agent de la force publique et vol de fait en compagnie de quatre de ses camarades, était accusé d'avoir frappé et insulté des gendarmes au cours d'une bagarre survenue lors d'une fête.

Au milieu de la mêlée, les jeunes beurs - qui sont de nationalité française - avaient traité les gendarmes de « sales Français » en leur promettant : « On aura votre peau. » Une insulte suffisamment grave pour que le substitut invoque pendant l'audience une circulaire de la chancellerie du 6 juillet 1989

demandant au parquet une plus grande vigilance envers les « infractions inspirées par le racisme ».

Mardi 5 septembre, à 1 heure du matin, Farid revenait d'un conseil d'administration départemental de SOS-Racisme en compagnie d'autres « potes ». La fête votive du Luc, la Saint-Joseph, n'était pas terminée, et Farid décidait d'y faire un tour. Là-bas, il reconnaissait dans la foule un militaire de la base de l'EALAT du Carnet-d'essai, qui, selon lui, l'avait insulté quelques semaines auparavant. La bagarre s'est engagée. Arrivés sur place un peu plus tard, les gendarmes étaient bousculés et pris à partie par les jeunes beurs. Le militaire, Eric Escalier, qui souffrait notamment d'un anévrisme du nez et de la boîte crânienne, était évacué, dans un état sévère, vers l'hôpital militaire de Marseille dans la nuit.

Cinq jeunes étaient alors arrêtés. Quatre d'entre eux ont

été condamnés le lendemain, mercredi, à un an de prison dont sept mois avec sursis par le tribunal correctionnel de Draguignan. Farid Tahri, Messoud Aurib, Selim Bouthagan et Jean-Philippe Loré, accusés de voies de fait et d'insultes à agent, ont été incarcérés à la prison de Draguignan. Le cinquième a été condamné à deux cent quarante heures de travail d'intérêt général (TIG). « Nous condamnons le geste de Farid, qui est inexcusable, mais il faut le restituer dans son contexte », souligne Gérard Keiff, le responsable départemental de SOS-Racisme. Ici, les jeunes se font insulter tous les jours par les militaires de la base, et le climat est extrêmement tendu. Les accusés de « racisme antiraciste » est absurde : pour une fois qu'on applique la circulaire de la chancellerie, on le fait contre eux alors que ce sont eux qui entendent le plus d'injures racistes ! »

A. C.

## En Seine-et-Marne

Suicide  
d'un parachutiste

Un jeune homme, âgé de vingt-six ans, et dont l'identité n'a pas été communiquée, s'est donné la mort d'une façon spectaculaire, vendredi après-midi 8 septembre, en sautant brusquement son parachute avant de se jeter dans le vide depuis un avion effectuant un lâcher, à 3 000 mètres d'altitude, dans le ciel de Seine-et-Marne.

Le désespéré, un Parisien domicilié dans le dix-huitième arrondissement, était arrivé dans la soirée de jeudi au centre de parachutisme civil de La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne) afin de participer à un stage. Huitième et dernier de son groupe à sauter de l'appareil, il a soudain retiré son harnachement au moment où il s'apprêtait de la porte avant de se précipiter dans le vide. Son corps a été retrouvé dans un champ de maïs après de longues recherches effectuées par les gendarmes de Coulommiers avec l'aide d'un hélicoptère.

Au domicile du jeune homme, les gendarmes ont trouvé une lettre dans laquelle le désespéré indiquait son intention de mettre fin à ses jours de cette manière.

● Inculpation d'un incendiaire présumé dans le Gard. - Rémy Combes, dix-neuf ans, carrossier, auteur présumé de l'incendie de forêt qui s'est produit le lundi 4 septembre à la Grand-Combe, a été inculpé vendredi 8 septembre, d'incendie volontaire et placé sous mandat de dépôt à Alès (Gard). Le jeune homme, qui avait été interpellé la veille, avait expliqué aux policiers avoir allumé ce feu en raison d'un différend sentimental. Deux pilotes d'un Fokker bombardier d'eau avaient trouvé la mort, en luttant contre cet incendie, après que leur appareil se fut écrasé à la Grand-Combe (le Monde du 6 septembre). Quatre pompiers au sol avaient été blessés par des débris de l'avion.

## POINT DE VUE

## Les juristes français et l'Europe

## La politique du courage

par Philippe Lafarge  
bâtonnier de l'ordre des avocats  
à la cour d'appel de Paris

En juillet 1988, le gouvernement de Georges Pompidou créait une commission d'étude chargée de réformer les professions juridiques et judiciaires et de façonner « l'homme juridique nouveau », selon le projet de René Capitant.

En juillet 1989, M. Dominique Saint-Pierre, chargé par M. Pierre Arpailange et M. Edith Cresson d'« éclairer le gouvernement dans ses choix et les professionnels du droit dans leur stratégie », vient de déposer un rapport vigoureux dont les premiers mots se lisent : « Une réforme urgente, demain il sera trop tard. »

Il aura fallu vingt et un ans d'attente, de maturation, d'évolution des mentalités, pour que les avocats français, les avocats étrangers en France et les conseils juridiques comprennent, dans leur grande majorité aujourd'hui, qu'ils font le même métier, sont devenus solidaires que concurrents et doivent s'unir s'ils veulent être capables de servir la demande de droit d'un marché européen de 340 millions d'habitants.

C'est dire le temps nécessaire en France pour pénétrer les consciences et modifier les comportements.

Sans doute l'histoire de la formation de l'Etat explique-t-elle que la démocratie se soit organisée chez nous avec des corporations, espèces de libertés, mais aussi bastilles de conservatisme.

Il faut avoir le courage de dire que certains avocats ont trop longtemps fermé les portes au progrès, à l'audace et à l'esprit d'entreprise. Ils ont trop longtemps paru obnubilés par une forme traditionnelle d'activité abusivement considérée comme liée aux valeurs morales, à la défense des libertés et à l'indépendance. Ils ont trop souvent pensé défendre les grandes principes alors qu'ils ne faisaient que soutenir de petites convenances.

Mais sous la pression considérable des jeunes la culture du barreau

est devenue réaliste, elle est devenue de servir une demande de droit plutôt que sauvegarde de privilèges ou gestion de monopoles.

Cette prise de conscience est le résultat d'un paradoxe : malgré son retard dans l'organisation des professions juridiques et judiciaires, Paris est devenue la première place juridique en Europe devant Londres.

Parce que Paris est, depuis la fin du dix-neuvième siècle, la capitale d'Europe la plus ouverte aux avocats étrangers, non seulement de l'actuelle Communauté des Douze, mais du monde entier.

Le protectionnisme  
aux ordres

Loin d'avoir retiré le pain de la bouche des juristes français, les juristes étrangers ont créé un marché, formé de jeunes Français, entraînés nos propres juristes, qui, malgré les handicaps que la réforme va faire disparaître, sont présents et performants dans le concert international.

Ce constat est à l'origine d'une décision très importante du gouvernement, qui en 1985, a jeté le protectionnisme aux ordres et décidé que les barreaux français seraient ouverts aux avocats de la Communauté au terme d'un simple examen. Cette petite révolution a placé Paris, huit ans avant 1993, à la pointe du progrès en matière de liberté d'établissement des avocats.

Unilatéralement, les barreaux français ont dû parler sur la Communauté européenne. Ils en retirent déjà le bénéfice avec l'installation d'une centaine d'avocats de la CEE qui viennent concourir à l'élargissement du marché juridique français et à sa notoriété.

Tous ces efforts n'auraient pas de sens et seraient ruinés si le gouvernement, maintenant, ne transformait pas sans délai en loi l'excellent rapport de la mission d'étude qu'il a créée sur l'Europe et les professionnels du droit.

Il ne s'agit pas de protéger les juristes en France. Il s'agit seulement de les autoriser à travailler d'une manière moderne, comme

leurs voisins, en unifiant les avocats et les conseils juridiques, en leur permettant de s'associer avec des avocats étrangers, d'exercer dans le cadre de sociétés de capitaux et en définissant l'exercice du droit.

Avec cinquante ans de retard, l'Europe connaît, aujourd'hui, les problèmes qu'ont connus les Etats-Unis avant-guerre. Deux professions complémentaires, mais parfois incompatibles sur le plan déontologique, se sont trouvées tout à coup face à face dans les grandes villes américaines : les comptables (comptables) et les lawyers (juristes). Les comptables auraient-ils la possibilité de faire du droit ?

Commencée en 1936, la confrontation très violente ne s'est résolue que vers les années 1955 par la délimitation très claire de chaque activité. Chaque profession a conservé son territoire. Non pas pour des raisons corporatistes qui, en trente ans, auraient été balayées, mais pour des raisons fonctionnelles et logiques. Les professionnels du chiffre n'ont pas les mêmes repères que ceux du droit. Un cabinet d'audit qui contrôle ne peut aussi jouer à l'avocat qui conseille. Un commissaire aux comptes dont le devoir est de dénoncer au parquet les infractions qu'il constate n'exerce pas une fonction de défense par la force des choses.

Les grands cabinets comptables d'audit internationaux en ont pris leur parti aux Etats-Unis, mais ils ont tenté leur chance de faire une OPA sur le droit en Europe.

Ces « Big Eight », les « huit gros », qui sont en passe de devenir la suite de fusions-absorptions les « Big Four », ont déjà conquis 90 % de l'expertise comptable française importante, ce qui est naturel compte tenu de leur puissance financière et de leur avance technologique. Ils s'attaquent maintenant en Europe au juridique, ce qui leur est interdit aux Etats-Unis, mais aussi en France, sauf à titre accessoire, depuis l'ordonnance du 12 septembre 1945, ils convoitent aussi bien l'activité des juristes européens que des juristes américains et représentent trois cent cinquante mille personnes, avec un chiffre d'affaires de plus de la moitié

de celui du budget de la défense nationale en France.

Ces trusts veulent intégrer l'activité juridique dans des ensembles commerciaux internationaux monopolistiques, ce qui ferait perdre aux juristes toute spécificité déontologique. Or la déontologie, ce n'est pas seulement la morale. Un journaliste qui trahit ses sources perd ses sources. Un avocat qui n'observe pas le secret professionnel ou travaille en prenant des commissions sur les affaires qu'il traite trahit ses clients et ne rend pas le service qui lui est demandé.

Un formidable  
espoir

Il serait dommage que l'Europe de 1993, faite de s'en donner les moyens, voie se détruire une activité juridique spécifique sauvegardée dès 1836 aux Etats-Unis dans l'intérêt du public. Il est donc indispensable que le gouvernement entérine le plus tôt possible le plan de M. Saint-Pierre. Tous les professionnels courageux et clairvoyants d'accord. Ces propositions de réorganisation forment un tout qui n'est pas divisible. Une architecture s'accepte ou se refuse mais ne se détaille pas.

Les jeunes sont pour, les syndicats sont majoritairement pour, le barreau de Paris est pour, de même que l'Organisation nationale des conseils juridiques et l'Association des avocats étrangers. Enfin, la Conférence des bâtonniers, qui représente les 55 % d'avocats français hors de Paris, s'est également montrée favorable à une évolution qui aurait dû se produire dès 1971, date d'une réforme malheureusement avortée.

Le gouvernement doit aller de l'avant. Députés et sénateurs doivent avoir la lucidité d'une vision prospective dépourvue de tous les conservatismes. Ils ont en charge l'avenir de ces jeunes pour lesquels le marché unique est un formidable espoir.

Puisse le pouvoir politique avoir autant de ténacité dans les six mois qui viennent que les professionnels du droit en montrant de leur côté.

صلى الله عليه وسلم



## Défense

**Les députés RPR soulignent « l'incapacité du gouvernement » à résoudre la crise de l'armée**

Les députés RPR de la commission de la défense demandent, dans un communiqué publié vendredi 8 septembre, au chef de l'Etat, chef des armées, d'indiquer « comment il compte rétablir l'ordre et la confiance dans les armées » et ils déclarent attendre de lui qu'il « mette un terme à la confusion gouvernementale » en constatant « l'incapacité du gouvernement à résoudre la crise de l'armée ».

« La volonté non dissimulée du ministre de l'intérieur de délégitimer la gendarmerie, la totale incompréhension des problèmes de défense dont font preuve plusieurs ministres et, en particulier, celui du budget sont de nature à aggraver la crise et à étendre à l'ensemble de l'institution militaire », soulignent les députés RPR.

« Une commission sénatoriale de contrôle de la gendarmerie. Trois sénateurs du CDS : MM. Jacques Giron (Cher), Bernard Laurent (Aube) et Georges Lombard (Finistère) ont déposé au Sénat une proposition de résolution visant à créer une commission de contrôle sur la situation et l'avenir de la gendarmerie ». Cette commission se proposerait de concevoir des solutions qui remédieraient aux « maux de la gendarmerie », qui, écrivent les trois sénateurs, « n'est pas un simple conflit d'ordre professionnel ».

Pour la première fois

**Une brigade ouest-allemande sera aux ordres des Français pour l'exercice « Champagne 89 »**

Pour la première fois, une brigade de la Bundeswehr va manœuvrer en France aux côtés du 1<sup>er</sup> corps d'armée, à Metz, pour lequel ce sera le dernier exercice en terrain libre avant sa dissolution prévue dans le cadre du plan Armées 2000 de réorganisation des forces françaises. A cet exercice, qui mettra en œuvre environ vingt-huit mille hommes, pourront assister des observateurs du pacte de Varsovie.

Baptisé « Champagne 89 », cet exercice aura lieu du 18 au 22 septembre sur le territoire de six départements de l'est de la France, c'est-à-dire la Moselle, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, l'Aube et la Haute-Marne. Du côté français seront engagés la 10<sup>e</sup> division blindée (de Châlons-sur-Marne), la 1<sup>re</sup> division blindée (de Trèves, en Allemagne fédérale) et la 7<sup>e</sup> division blindée (de Besançon). Du côté ouest-allemand, c'est la 15<sup>e</sup> brigade blindée (de Coblenche) qui, pour la première fois, traversera le Rhin et sera mise aux ordres du général Clarke de Dromant, commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée.

Les accords militaires franco-allemands prévoient ce cas de figure où une unité de l'un ou l'autre pays est placée sous le contrôle opérationnel de son allié. Déjà, en 1987, des unités de la Force d'action rapide (FAR) française avaient été mises

sous les ordres du 1<sup>er</sup> corps d'armée de la Bundeswehr à Stuttgart, à l'occasion des manœuvres « Moineau hardi ». Ces accords sont valables en temps de paix comme en période de conflit, en coopération avec l'OTAN.

Dès le 11 septembre, des mouvements de troupes par route et sur rail achemineront les forces françaises et ouest-allemandes sur les lieux de la manœuvre. Au total, huit mille véhicules sont concernés. « Champagne 89 » nécessite le stockage de 15 tonnes journalières de rations individuelles de combat, 39 tonnes de vivres frais et 330 mètres cubes de carburants.

Indépendamment du fait que, pour la première fois, une brigade ouest-allemande sera subordonnée à un commandement français, l'exercice est le dernier qu'organise en terrain libre le 1<sup>er</sup> corps d'armée français, dont le PC est à Metz. En effet, le plan « Armées 2000 » de restructuration des forces armées françaises, adopté en juillet par le gouvernement, prévoit la dissolution du 1<sup>er</sup> corps d'armée et l'organisation du corps de bataille français autour, désormais, de deux corps d'armée (à Baden, en Allemagne fédérale, et à Lille), au lieu de trois précédemment, et de la FAR, dont le PC est dans la région parisienne. Au cours de « Champagne 89 » sera testé en vraie grandeur le nouveau système de transmission RITA de l'armée française.

## Bicentenaire

**Un monument contre-révolutionnaire dans le Berry**

LIMOGES de notre correspondant

Un monument contre-révolutionnaire vient d'être érigé dans l'Indre, à Buzançais, par une association berriochonne, Vénité 89, qui se propose de dénoncer les « turpitudes de la Révolution française ». Lors de son inauguration, une messe selon le rite de saint Pie-V a été célébrée par un moine de l'abbaye intégriste de Fontgombault (où Paul Touvier fut évêque quel que temps dans les années 80), en présence de Charles Gonzalve de Bourbon, duc d'Aquitaine, oncle de Louis XX, le prétendant légitimiste au trône de France.

Charles Gonzalve de Bourbon a prononcé à cette occasion un discours musclé : « La France, a-t-il déclaré, c'était une civilisation fondée sur les principes moraux et des aspirations spirituelles. C'est pourquoi, lorsqu'un gouvernement terroriste et corrompu aspire à la décadence, il est légitime de le combattre les armes à la main. C'est ce que firent nos ancêtres (...). Le combat de vos aïeux est encore d'actualité aujourd'hui et nous avons à le mener quotidiennement jusqu'à ce qu'enfin la France retrouve sa grandeur et son bonheur ».

Ce monument commémorera la « Vendée de Palluau », qui opposa le 25 ventôse an IV (15 mars 1796) une armée de sept cents paysans à une unité « bleue » d'une centaine d'hommes venue rétablir l'ordre. Médicinement armés et sans expérience militaire, les paysans furent mis en déroute. Ce fut la « journée des sabots », ainsi nommée en Berry parce que les insurgés abandonnèrent leurs sabots sur le terrain pour s'enfuir plus vite, sans laisser une centaine de morts.

GEORGES CHATAIN.

## Communication

**Accord entre Téléperformance et Actiphone**  
**Concentration dans le marketing téléphonique**

Les groupes Etudes et communication (contrôlé par la Générale des eaux) et La Rochefortaise (contrôlé par la famille Douce) viennent de passer un accord pour regrouper leurs moyens dans le secteur de marketing téléphonique et des opérations liées en termes de marketing direct. Cet accord se traduit par divers échanges de participations et la constitution de deux pôles.

Téléperformance (filiale de La Rochefortaise dirigée par M. Daniel Julien) sera l'opérateur unique en matière de marketing téléphonique et supervisera ainsi les activités d'Actiphone (filiale Etudes et communication), l'ensemble des deux sociétés visant un chiffre d'affaires de 150 millions de francs environ et revendiquant la place de premier européen du secteur.

L'actionnariat d'Actiphone devrait être prochainement complété par l'entrée d'assurances et de sociétés d'assistance.

En même temps, toutes les activités liées au marketing direct des deux groupes (gestion de fichiers, d'abonnements, impression d'adresses, routage, télématique) seront sous la houlette de BSI, une société qu'Etudes et communication a rachetée en mai au groupe Bayard-Press. Ce second pôle escompte un chiffre d'affaires de 150 millions de francs également. Il s'inscrit dans les activités d'Etudes et communication (qui contrôle aussi Télémarketing), tournées vers la maîtrise de l'information appliquée à la vente à distance.

M.C.I.

## Régie-Presse renforce son état-major

Le groupe Régie-Presse, qui gère médias et régies du groupe Publicis, renforce son état-major. M. Jean-Philippe Saint-Geours, directeur général, directeur général de l'Opéra de Paris, devient directeur général, et M. Gérard Morax prend le poste de directeur des régies. Avec Mme Françoise Huguet-Devallet et M. Philippe Denis, directeurs généraux adjoints, et sous la présidence de M. Bruno Desbarrats, l'équipe de direction de Régie-Presse comprendra ainsi cinq membres.

Après une carrière entièrement consacrée au service public, notamment aux ministères des finances et de l'industrie, et un passage de deux ans au cabinet de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre,

M. Jean-Philippe Saint-Geours s'attachera plus particulièrement au développement du groupe. Avant déjà travaillé au sein des groupes Publicis et Régie-Presse avant de rejoindre TV 6 puis M 6, son rôle sera d'animer les différentes régies de magazines et de quotidiens régionaux de Régie-Presse.

Régie-Presse, outre des participations dans les médias comme l'Affichage (Giroudy, Metrobus), réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires de 1,35 milliard de francs dans la régie publicitaire de presse. Régie-Presse détient notamment 49 % du Monde Publicité, régie publicitaire du Monde dans laquelle le Monde est majoritaire.

**Un nouveau magazine pour jeunes**

**Média-Participations lance « Week-end » en association avec « la Suisse »**

Le groupe d'édition Média-Participations a lancé le 2 septembre un hebdomadaire destiné aux jeunes de dix à dix-huit ans, *Week-end*. Ce journal de trente-deux pages, consacré pour une moitié à la bande dessinée et pour l'autre à des informations magazine, accompagnera la livraison du samedi du quotidien genevois *la Suisse*, édité par le groupe CICOM de M. Jean-Claude Nicole. Il bénéficiera donc d'une diffusion de cent dix mille exemplaires.

Média-Participations, holding franco-belge constituée à partir de groupe Ampère, a l'intention d'étendre son hebdomadaire à d'autres pays francophones, en signant un accord de partenariat avec divers quotidiens qui le diffuseront. Plusieurs quotidiens de la presse quotidienne régionale ont déjà été approchés en France. Le magazine, selon son administrateur de Média-Participations, « représente un concept novateur : il est publié par un groupe franco-belge, réalisé par les maisons d'édition de bande dessinée *Dargaud* et *Le Lombard* et diffusé en Suisse ». Après l'arrêt de son journal *Titin reporter*, au début de cet été, Média-Participations, qui ne cache pas ses ambitions européennes (*le Monde* du 21 juillet), souhaite diffuser ce nouveau supplément hebdomadaire à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires en France, en Belgique et en Suisse.

Y.-M. L.

● Nouvelle formule pour la « Cote Desfossez ». — Le quotidien d'informations financières la Cote Desfossez va lancer, le 11 septembre, sa nouvelle formule : maquette redessinée par la société de design britannique Moon Associates, ouvertures à la vie de l'entreprise et à l'international dans les articles. La rédaction de la Cote, dont M. Georges Ghosn a pris la présidence en février grâce à l'appui de divers actionnaires (les assurances Prudential, EHF Aquitaine, le Crédit agricole, la BNP, la Mondiale, etc.), a aussi été renforcée. Le groupe de M. Ghosn prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 100 millions de francs en 1989 (contre 83 en 1988). Il comprend le quotidien la Cote Desfossez (24 121 exemplaires vendus en moyenne en 1988), un service minimal (11 million d'appels par mois, ce qui en fait le leader du secteur de l'information économique), un service d'archives et de documentation, un studio audiovisuel. Grâce à un accord entre la Société des Bourses françaises (SBF) et la Cote, celle-ci offre aussi un service boursier de cotations relié par satellite à la SBF, le Flux instantané de marché (FIM).

● Walt Disney ouvre un studio d'animation à Montreuil-sous-Bois. — Les studios Walt Disney ont annoncé qu'ils allaient implanter à Montreuil-sous-Bois, dans la région parisienne, un studio d'animation qui produira des longs métrages d'animation et des émissions de télévision. Walt Disney Animation France sera dirigé par MM. Paul et Gaëtan Brizzi, déjà producteurs de films d'animation.

## Le Carnet du Monde

### Décès

— La baronne d'Arthay, Anne-Karina et Capelle d'Arthay. Le baron et la baronne Philippe d'Arthay et leurs enfants. Le baron et la baronne François d'Arthay et leurs enfants. Xavier et Sophie d'Arthay et leur fille, Béatrice de Chavagnac.

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jacques d'ARTHUY,

survécu à Rio-de-Janeiro, le 2 septembre 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrière, Paris-4, le mardi 12 septembre, à 14 heures, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Ses amis sont invités à se retrouver à 13 h 45, devant la fontaine Saint-Phal, rue du Cloître-Saint-Merri.

— Sennedra, Loche (Indre-et-Loire), Paris (Seine), Vandœuvre-sur-Meuse (Aube), Peymeinade (Alpes-Maritimes).

M<sup>me</sup> Jeanine Degliame-Fouché, son épouse, M<sup>me</sup> Claude Degliame, sa fille, et M. Jean-Michel Rabreau, M<sup>me</sup> veuve Suzanne Bouffière, sa sœur, M. et M<sup>me</sup> Louis Quevilliers, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux, nièces, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

Marcel DEGLIAME, dit Fouché, compagnon de la Libération, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, ancien membre du conseil national de la Résistance, croix de guerre avec palmes, officier de la Résistance, croix des combattants volontaires de la Résistance, médaille des brades, ancien membre de l'Assemblée consultative provisoire, colonel de l'armée de terre, ancien gouverneur du district de Constance,

survécu dans sa soixante-dix-septième année.

La levée du corps aura lieu à la chapelle funéraire de l'hôpital de Loche, le lundi 11 septembre 1989, à 8 h 15 où il sera exposé, suivi de la crémation au cimetière d'Evreux-sur-Indre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bray, 37600 Senneville.

(Lire page 18.)

— Vincent RADIE, avocat, ancien bâtonnier, parlementaire honoraire, ancien ministre, l'un des Quatre-Vingts, député résistant,

nous a quittés le 8 septembre 1989.

De la part de Béatrice Radie, son épouse, Joëlle et Jean-Claude Bonifacio, Et Alexandre Radie, ses enfants, Sa famille Et ses proches, Ses amis.

Ses obsèques auront lieu à Montpelier, en l'église Sainte-Bernadette, à 10 h 30, le lundi 11 septembre.

8, rue Gustave-Courbet, 34000 Montpellier.

— M<sup>me</sup> Marie-Marthe Fergani, Myriam et Jean-Pierre Michel, Martine Fergani,

ont la douleur de faire part du décès de

M. M. FERGANI,

le 5 septembre 1989, dans sa soixante-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu à Nico, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Rambouillet, avenue des Chênes, 91100 Nico.

32, avenue des Ormeaux, 70400 Héroucourt.

4, place de Regensburg, 63000 Clermont-Ferrand.

— M. et M<sup>me</sup> Michel Fouché et leurs enfants,

Le président, Le secrétaire général, Les membres du conseil d'administration de LADAPT,

Ainsi que tous leurs collaborateurs, La présidente Et les membres du conseil d'administration de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés, ont la tristesse de faire part du décès de

Suzanne FOUCHÉ,

survécue à Rouen, le 7 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée par Mgr Gallot, le mardi 12 septembre, à 11 heures, en l'église du Neubourg (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des cas de l'Association pourront assurer le transport depuis la gare d'Evreux (départ Paris, 9 h 21, arrivée Evreux 10 h 29). Merci à ceux qui souhaitent les utiliser de bien vouloir le faire savoir.

LADAPT, 185 bis, rue Ordener, 75018 Paris.

Tél. : 42-64-59-99.

— M. Roger Gérard, M<sup>me</sup> Françoise Gérard, M. et M<sup>me</sup> Pierre Collet, Brigitte, Philippe, Yves Collet, Les familles Fusch, Viel, Thomas, Anger, Durand, Chevreton, Coste, Debarre, Hecquart, Lehoucq, M<sup>me</sup> Grazia de Piedade.

Et les nombreux amis qui l'ont soutenu au cours de sa douloureuse maladie, ont la très grande douleur de faire part du décès survenu le 5 septembre 1989, dans sa soixante-huitième année, de

M<sup>me</sup> Roger GÉRARD,

né Jeanne Collet.

La levée du corps se fera le mardi 12 septembre, à l'Institut Corie, 25, rue d'Ulm, Paris-5<sup>e</sup>, où l'on se réunira à 7 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Pavin, rue de la Fonderie, Le Mans (Sarthe), à 11 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

15, rue Parrot, 75012 Paris.

111, rue de la Grande-Maison, 72000 Le Mans.

— M<sup>me</sup> Jeannette Hazan, son épouse, Michèle, Hervé, Yves et Alain, ses enfants.

Paul et Thomas, ses petits-enfants, La famille Ilonx, Sa famille et ses proches,

ont l'extrême douleur de faire part du décès de

Albert Abraham HAZAN,

survécue le 7 septembre 1989, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 11 septembre, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Alphonse-Berillon, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> André-Marie Lévis, née Nicole Godechot, M. Daniel Lévis, M. et M<sup>me</sup> Marc Lévis et leurs enfants,

Jaffet et Pierre-Richard,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André-Marc LEVIS,

survécue dans sa soixante-neuvième année.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Saint-Pierre, 60300 Senlis.

### Remerciements

— Très touchée par les nombreuses marques de sympathie et d'affection reçues lors du décès de son époux,

M<sup>me</sup> Claude Biedermann-Gilbert remercie vivement ceux qui les lui ont adressés.

— L'ensemble des membres de sa Communion.

Et tous les amis de « la rue Vendôme », après avoir cruellement perdu

Maurice MANIFICAT,

remercient chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont contribué à adoucir leur peine.

### Anniversaires

— Albert SOBOUL

est mort il y a sept ans, le 11 septembre 1982. Il n'a pas vécu le Bicentenaire de l'événement qui a guidé sa vie d'enseignant, d'historien et de chercheur.

Sa famille, Ses amis, Ses camarades, demandent à tous ceux pour qui la Révolution française n'a pas été de réplique son message de liberté et de justice d'avoir une pensée pour lui.

### Messes anniversaires

— A la mémoire de

Anne CELLIER

une messe sera célébrée le samedi 16 septembre 1989, à 11 heures, en l'église de Marol-le-Mandré (Yvelines), nationale 307.

« Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu. » Les Béatitudes, saint Matthieu.

### Soutenances de thèses

— Université Paris-II, le lundi 11 septembre à 9 heures, salle des commissions, M. Mimoun Brahimi :

• Audiovisuel et vidéo au Maroc : cas pratique de Rabat.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 9 h 30 au siège du journal.

7, r. des Italiens, 75447 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 650 0721. Télécopieur : 45-25-06-61.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F Abonnés et actionnaires ..... 73 F Communications diverses ..... 86 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## TOP-COM 89

Le 2<sup>e</sup> Salon des Directeurs de la Communication

DEAUVILLE DU 21 AU 24 SEPTEMBRE 89

Venez découvrir les nouvelles voies de la communication d'entreprise.

200 Exposants  
Conférences  
Ateliers  
Rencontres

Pour tout renseignement appelez le (1) 46.04.12.12

TOP-COM







## Chronologie

## ÉTRANGER

1. - ARGENTINE-GRANDE-BRETAGNE: Buenos-Aires lève les barrières commerciales imposées aux produits britanniques depuis la guerre des Malouines en 1982. Des représentants des deux pays se rencontrent, du 16 au 18, à New-York, après cinq ans d'absence totale de contacts (3, 18, 20-21 et 31/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

4. - ÉTATS-UNIS-IRAN: M. Hachemi Rafsanjani, président élu iranien, propose d'« aider » Washington à résoudre l'affaire des otages du Liban, si les États-Unis « renoncent à recourir à la force ». Cette offre de « dialogue » permet d'apaiser la tension provoquée par l'enlèvement du cheikh Obeid, le 28 juillet, le pendaison du colonel Higgins, le 31 juillet, et les menaces lancées contre d'autres otages américains. Le 6, les extrémistes chiites libanais acceptent d'envisager l'échange d'otages occidentaux contre des détenus en Israël, proposant d'attribuer à la Syrie le rôle de principal médiateur. Le président Bush, qui avait multiplié les « appels personnels » à de nombreux chefs d'État, pour tenter de désamorcer la crise, se félicite de l'évolution iranienne et se dit prêt à utiliser « toutes les voies diplomatiques possibles », tout en réaffirmant son refus de négocier avec des terroristes (du 1<sup>er</sup> au 17, 19 et 20-21).

4. - URSS: M. Mikhaïl Gorbatchev, dressant le bilan de la première session du Soviet suprême, souligne que ce dernier a « confirmé qu'il était l'organe suprême du pouvoir » et que ses débats ont constitué une « véritable école de politique » pour la population (du 3 au 7).

5. - BOLIVIE: M. Jaime Paz Zamora (social-démocrate) est élu président de la République par le Parlement. Après être arrivé en troisième position à l'élection du 7 mai, il a conclu une alliance avec le général Hugo Banzer (droite), dictateur au pouvoir de 1971 à 1978 (6-7 et 8).

7. - NICARAGUA: Les cinq chefs d'État d'Amérique centrale, réunis depuis le 5 à Tela (Honduras), signent un accord qui prévoit le démantèlement des « contras » nicaraguayens dans un délai de quatre mois (du 6 au 12, 16 et 18).

7. - NOUVELLE-ZÉLANDE: M. David Lange, premier ministre depuis juillet 1984, renonce à ses fonctions. Il est remplacé, le 8, par M. Geoffrey Palmer, qui était vice-premier ministre (8 et 9).

8. - ESPACE: La fusée européenne Ariane-3 lance deux satellites, l'un allemand de télévision directe, TVSAT-2, et l'autre européen d'astrométrie, Hipparcos. Mais ce dernier, chargé d'établir une carte du ciel de cent vingt mille étoiles, voit son efficacité réduite, car il ne parvient pas à rejoindre son orbite de travail en raison d'une défaillance de son moteur d'apogée (du 9 au 16, 19, 23, 24 et 27-28/VIII, 2/IX).

8. - PROCHE-ORIENT: L'appel à l'« intensification de l'infidélité », lancé à l'issue du cinquième congrès du Fath, principale formation de l'OIP, réuni depuis le 3 à Tunis, est suivi d'un regain de violence en Cisjordanie et à Gaza, d'où cinq nouveaux Palestiniens sont expulsés par Israël le 27 (5, 8, du 10 au 15 et du 20/VIII au 4/IX).

## Liban: la destruction de Beyrouth

A partir du 10, les duels opposant l'artillerie de la Syrie et de ses alliés libanais à celle du général Michel Aoun, chef du gouvernement libanais chrétien, attisent une violence sans précédent. Beyrouth et ses environs sont noyés sous un déluge d'obus.

Le 13, les forces du général Aoun parviennent à repousser une offensive contre Souk-el-Gharb, verrou stratégique qui commande l'accès sud au « pays chrétien ». Afin de tenter de faire cesser les combats, qui se poursuivent de façon intensive jusqu'au 14, la France est la plus active diplomatiquement: espérant « sensibiliser » la communauté internationale, elle dépêche cinq émissaires dans plusieurs capitales arabes, à Moscou et au Vatican, du 12 au 15, puis à Beyrouth, les 17 et 18.

Le 15, le Conseil de sécurité de l'ONU appelle « toutes les parties intéressées » à observer un cessez-le-feu immédiat. Les bombardements, qui s'étaient déjà un peu calmés, deviennent les jours suivants nettement moins fréquents.

Le 17, la France, qui avait décidé, le 14, de « renforcer sa

9. - ÉTATS-UNIS: Le président Bush signe la loi votée par le Congrès sur le sauvetage des caisses d'épargne. 159 milliards de dollars sont prévus pour remettre à flot cinq cents des trois mille caisses qui ont été déclarées en faillite (5, 6-7 et 11).

9. - JAPON: M. Toshiki Kaifu, élu par la Diète, devient le troisième premier ministre en moins de trois mois, après avoir été nommé, le 8, président du Parti libéral-démocrate (PLD). Son principal objectif est de renouveler l'image d'un parti au pouvoir depuis 1955 et discrédité par les scandales (du 4 au 11, 25, 26, 29 et 31).

11. - OMS: L'Organisation mondiale de la santé s'inquiète d'une recrudescence « nette et régulière » du paludisme, qui menace près du tiers de l'humanité (13-14 et 23).

14. - AFRIQUE DU SUD: M. Pieter Botha, au pouvoir depuis 1978, renonce à ses fonctions de président de la République, après un conflit avec son successeur désigné, M. Frederik De Klerk. Ce dernier, devenu le 15 chef de l'État par intérim avant d'être élu officiellement le 14 septembre, confirme ses intentions réformistes et sa volonté de supprimer l'apartheid. Le 25, à Goma (Zaire), il s'entretient avec le président zairois Mobutu du processus de réconciliation nationale en Angola, qui est dans l'impasse depuis l'accord de paix du 22 juin.

Puis, le 28, à Livingston (Zambie), il rencontre à sa demande le président zambien Kaunda qui, depuis 1964 qu'il est au pouvoir, n'avait eu que deux entretiens avec un chef de l'État sud-africain. En 1975 et en 1982 (2, 3, 4, 8 et du 10 au 30).

17. - IRAN: M. Hachemi Rafsanjani, élu président le 28 juillet, prête serment. Confirmant son pragmatisme, il se donne pour priorité le redressement économique du pays. Il forme un gouvernement de techniciens « d'où sont exclues toutes les personnalités connues pour être de tendance radicale » qui obtient, le 29, l'investiture du Parlement (5, 8, 9, du 17 au 23, 25, 29 et 31).

18. - COLOMBIE: L'assassinat de Luis Carlos Galán, favori des sondages pour l'élection présidentielle de 1990, provoque une vive réaction des autorités. Le président Virgilio Barco décide une « guerre totale » contre les narco-trafiquants, et une vaste opération anti-drogue est lancée le 19. Les jours suivants, près de onze mille personnes sont interpellées, tandis que se multiplient les attentats revendiqués par le « mafia de la drogue », qui menace d'assassiner dix magistrats par trafiguant extradé vers les États-Unis. Le 25, le président américain George Bush annonce une aide d'urgence à la Colombie de 65 millions de dollars, comprenant de l'équipement militaire ainsi que des conseillers américains (2, 16 et à partir du 18).

19. - RDA-RFA: Un groupe de près de cinq cents Allemands de l'Est franchit clandestinement la frontière entre la Hongrie et l'Autriche pour se réfugier en RFA. Alors qu'augmente sans cesse, depuis le début de l'été, le nombre des Allemands de l'Est profitant de leurs vacances en Hongrie pour passer à l'Ouest ou se réfugier dans les ambassades de RFA à Budapest, Berlin-Est et Prague qui ont dû être fermées, les autorités de RDA refusent la présence navale » au large du Liban, annonce l'envoi du porte-avions Foch, qui quitte Toulon le 19. Cette initiative étant vivement dénoncée à Beyrouth par les alliés de Damas et de Téhéran, M. Mitterrand précise, le 20, que « la mission des navires est une mission de sauvegarde et que l'assistance française est destinée à tous les Libanais ». Une nouvelle mise au point présidentielle s'accompagne, le 23, de la décision d'alléger le dispositif naval et de le maintenir éloigné des côtes libanaises.

Alors que deux émissaires, l'un soviétique, du 22 au 25, et l'autre français, du 27 au 31, se rendent successivement à Damas puis à Beyrouth où ils rencontrent toutes les parties concernées, le comité tripartite arabe (Algérie, Arabie saoudite, Maroc) est sollicité de toutes parts de reprendre sa mission de paix.

A partir du 30, les combats et les duels d'artillerie reprennent avec violence à Beyrouth, dévastée et évacuée par plus de la moitié de ses habitants. Le 31, le bilan des victimes s'élève à 756 morts et 3 546 blessés depuis le 14 mars (à partir du 1<sup>er</sup>).

## Août 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

sent tout arrangement direct avec Bonn (4, 5, du 9 au 12, 15, 16, 18 et du 20 au 28).

19-20. - ESPAGNE: Cinq cent mille jeunes pèlerins de soixante pays accueillent Jean-Paul II à Saint-Jacques-de-Compostelle. Le pape est acclamé lorsqu'il annonce une « nouvelle christianisation » et qu'il dénonce la « permissivité aliénante » de la société moderne (11, 17 et du 19 au 23).

20. - GRANDE-BRETAGNE: Cinquante-sept personnes périssent à Londres dans le naufrage sur la Tamise d'un bateau-discothèque égaré par un navire sablier (22, 23 et 25).

## Pologne: un premier ministre issu de Solidarité

Le 1<sup>er</sup>, le plan de libération des prix agro-alimentaires entre en vigueur, provoquant de très importantes hausses qui aggravent le mécontentement de la population face à la dégradation de la situation économique.

Le 2, le général Czesław Kiszczak, ancien ministre de l'intérieur, est élu par la Diète au poste de premier ministre. Mais M. Lech Wałęsa affirme, le 7, que ce choix ne fait qu'aggraver la crise de confiance et tendance radicale - qui obtient, le 29, l'investiture du Parlement (5, 8, 9, du 17 au 23, 25, 29 et 31).

Le 16, après de multiples tractations et en dépit de mises en garde de Moscou contre les risques de « déstabilisation », les députés de Solidarité et ceux des partis paysan et démocrate,

25. - CANADA: Des biologistes canadiens et américains annoncent qu'ils sont parvenus à isoler le gène responsable de la mucoviscidose, une maladie héréditaire très grave (26).

25. - CORÉE DU SUD: Le chef du principal parti d'opposition, M. Kim Dae-jung, est accusé d'espionnage au profit de la Corée du Nord. Le 26, protestant de son innocence, il accuse le gouvernement de M. Roh Tae-woo de renouer avec les méthodes répressives (17, 24, 26 et 29).

25. - ESPACE: La sonde américaine Voyager-2, lancée en 1977 et

alliés traditionnels du POUF, adoptent une résolution en faveur d'un gouvernement de coalition dirigé par Solidarité mais incluant des communistes.

Le 18, le président Jaruzelski désigne comme premier ministre M. Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique, membre de la direction de Solidarité et conseiller de longue date de M. Wałęsa. Tandis que M. Gorbatchev fixe, le 22, les limites à ne pas dépasser, Berlin-Est, Prague et Bucarest critiquent ostensiblement le changement en cours en Pologne.

Le 24, M. Mazowiecki souligne devant la Diète son intention de rétablir une économie de marché tout en respectant « les engagements du pacte de Varsovie ». Il est ensuite investi, par 378 voix contre 4 et 41 abstentions, devenant ainsi officiellement le premier non-communiste depuis plus de quarante ans à diriger l'exécutif dans un pays de l'Europe de l'Est (du 1<sup>er</sup> au 4 et du 8 au 30).

21. - MAURITANIE - SÉNÉGAL: Dakar décide la rupture des relations diplomatiques avec Nouakchott alors que la tension persiste après les affrontements interethniques d'avril qui ont provoqué le rapatriement de 70 000 réfugiés au Sénégal et de 170 000 en Mauritanie (23 et 24).

21. - TCHÉCOSLOVAQUIE: Malgré un déploiement massif de policiers et de nombreuses interpellations, près de deux mille manifestants parviennent à se rassembler sur la place Wenceslas à Prague à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie. Cette intervention a été condamnée par le PC hongrois ainsi que, le 17, par 335 députés polonais sur 460 (13-14, 15, du 18 au 24, 26, 30 et 31).

22. - BULGARIE-TURQUIE: Après avoir accueilli 310 000 réfugiés bulgares d'origine turque en moins de trois mois et en l'absence d'un accord avec Sofia, Ankara instaure un visa d'entrée obligatoire (22, 23 et 25).

23. - GAMBIE-SÉNÉGAL: Le président sénégalais Abdou Diouf propose le « gel » de la Confédération de Sengambie, constituée fin 1981, affirmant qu'« aucun progrès réel ne se fait (...) vers l'intégration des deux États » (22, 24 et 25).

23. - URSS: Plus d'un million et demi de personnes forment une chaîne humaine de 560 km à travers la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie pour condamner le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, qui avait ouvert la voie au rattachement à l'URSS des trois Républiques baltes. La dénonciation par certains manifestants de l'« occupation soviétique » provoque, le 26, une ferme mise en garde du comité central du PC contre l'« hystérie nationaliste » dans les Républiques baltes. En Moldavie aussi, les manifestations nationalistes se multiplient, mais un compromis est adopté le 31 par le Parlement de Kichinev pour éviter que le moldave ne devienne la langue unique de la République (1<sup>er</sup>, du 10 au 19, 22 et du 24 au 31/VIII, 2/IX).

24. - ÉTATS-UNIS: A la Bourse de New-York, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles atteint à 2 734 son plus haut niveau historique, dépassant de douze points son précédent record du 25 août 1987 (26).

25. - LIBYE-TCHAD: Un « accord-cadre » est signé à Alger, mettant fin à plus de seize ans de conflit. Il prévoit le règlement pacifique du contentieux territorial sur la bande d'Aouzou, annexée par la Libye en 1973. Paris se félicite de cet accord, négocié sous les auspices de l'Algérie, et envisage un allègement du dispositif militaire français au Tchad (du 1<sup>er</sup> au 4/IX).

## FRANCE

1<sup>er</sup>-3. - 335 Kurdes irakiens, qui étaient réfugiés dans des camps à l'est de la Turquie et que la France a accepté d'accueillir, arrivent dans le Fay-de-Dôme (1<sup>er</sup>, 2, 3, 5 et 12).

3. - Le bilan de quatre jours d'incendies dans le Sud-Est et en Corse est particulièrement lourd: quatre morts, trente cinq mille hectares de forêts et de maquis brûlés, vingt-deux incendiaires interpellés. Du 28 au 30, dix mille hectares sont à nouveau détruits dans les mêmes régions, particulièrement touchées par la sécheresse (du 2 au 7, 10, 11, 15, 17, 20-21, 22 et du 29/VIII au 1<sup>er</sup>/IX).

6. - Mort d'Hubert Benve-Méry, fondateur du Monde, qu'il dirigea de 1944 à 1969. De nombreuses personnalités lui rendent hommage, soulignant son « indépendance », son « intégrité » ou sa « rigueur » (du 8 au 11).

8. - Le groupe Suez annonce une OPA sur la Compagnie industrielle, holding majoritaire du groupe Victoire, deuxième assureur français dont il souhaite prendre le contrôle et sur lequel il lance aussi une OPA. Cette décision déclenche une très importante bataille boursière (6-7, 10, 11 et à partir du 19).

10. - M. Philippe Guillaume est nommé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à la présidence commune d'A2 et de FR3, après avoir été préféré à quatre autres candidats plus proches de la gauche (10, 12, 13-14, 16, 18, 19 et 22).

15. - Douze mille catholiques traditionnels défilent à Paris pour protester contre la célébration du Bicentenaire de la Révolution (12, 16 et 17).

16. - A Charvieu-Chavagnon (Isère), la destruction « par erreur » d'un lieu de culte islamique provoque une vive polémique entre la communauté musulmane et la municipalité (RPR) ainsi que des protestations d'associations antiracistes. Un accord est signé le 27 pour rétablir la liberté de culte (du 18 au 22 et du 26 au 30).

16. - Dominique Perrault, architecte français de trente-six ans, est choisi par M. Mitterrand pour construire la Bibliothèque de France, qui devrait accueillir à partir de 1995 l'ensemble des imprimés, y compris ceux conservés à la Bibliothèque nationale, ainsi que les supports audiovisuels (18 et 22).

17. - Le ministère de la justice fait engager des poursuites pour « diffamation raciale » contre M. Jean-Marie Le Pen, qui avait énoncé, dans un entretien à Presse du 11 août, le rôle de « l'Internationale juive » dans « la création de l'esprit antinational » (12, 13-14, 15, 18, 19 et 26).

18. - M. Michel Rocard commence par l'Australie un voyage dans le Pacifique sud, qui le conduit ensuite en Nouvelle-Calédonie, du 19 au 22, à Fidji, le 23, à Wallis-et-Futuna, le 24, et en Polynésie française, du 24 au 26. A l'issue de son séjour en Nouvelle-Calédonie, il se déclare « plutôt optimiste » après avoir constaté que « la volonté de développement est née dans toutes les communautés », tandis qu'aux Wallisiens comme aux Polynésiens, il demande de davantage contribuer à leur développement afin de moins dépendre de la métropole (13-14 et du 16 au 29).

18. - M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, est le trente-troisième député dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE (19, 20-21 et 26/VIII, 2/IX).

22. - Les trois derniers militants nationalistes corses encore emprisonnés sont mis en liberté conditionnelle (8, 23 et 24).

22. - Thomson conclut un accord avec Philips pour l'achat de trois de ses filiales spécialisées dans l'élec-

tronique militaire (18, 19 et 24/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

23. - M. Jean-Pierre Chevènement parvient à apaiser le mécontentement qui se manifestait depuis un mois dans la gendarmerie en organisant à Paris une réunion de concertation avec 87 gendarmes tirés au sort parmi 4 900 volontaires. Une première série de mesures, qui concernent l'augmentation des effectifs et de nouveaux crédits pour l'équipement des personnels et des casernes, est annoncée. Le 28, M. Chevènement estime qu'il y a eu « une campagne orchestrée par une partie de la droite et de l'extrême droite » et attise par la presse, qui a publié des lettres anonymes de gendarmes (27 et 29/VII, 6-7 et du 10/VIII au 2/IX).

23. - M. Henri Nallet présente en conseil des ministres une première série de mesures en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse. Ce plan, qui prévoit 580 millions de francs d'aides, est jugé insuffisant par les organisations agricoles (19, 20-21, 23, 24, 26 et 27-28).

23. - La compagnie d'assurances Axa-Midi annonce qu'elle s'associe à l'OPA lancée par Sir James Goldsmith sur le conglomérat britannique BAT afin d'acquiescer, en cas de succès, la société d'assurances américaine Farmers, filiale de BAT (3, 10, 12, 22 et 25).

23. - Mort à Saint-Tropez du psychiatre écossais Ronald Laing, l'un des fondateurs de l'antipsychiatrie (25 et 26).

25. - Huit personnes sont tuées dans un incendie d'origine criminelle, qui détruit un hôtel meublé de Clichy (Hauts-de-Seine) habité par des immigrés (27-28, 29 et 31/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

25. - En juillet, le nombre des chômeurs s'est accru de 0,8 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 1,5 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,3 % (18, 26, 30 et 31/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

26. - Pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789, plusieurs festivités sont organisées et M. Mitterrand inaugure la Fondation de l'Arche de la fraternité au sommet de l'Arche de la Défense. Présidée par M. Claude Cheysson, cette fondation a pour objet la défense et la promotion des droits de l'homme dans le monde (du 19 au 29).

26-27. - Les championnats du monde cyclistes sur route, à Chambéry, sont remportés, le 26, par la Française Jean-Marie Le Pen, qui obtient son quatrième titre consécutif, et, le 27, par Greg LeMond: tous deux avaient déjà gagné le Tour de France cette année (27-28 et 29).

28. - Le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières renouent à leur projet d'alliance annoncé le 27 avril (29 et 30).

29. - M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de M. Michel Rocard, présente, devant les jeunes rocardiens réunis en université d'été à Avignon, le programme du gouvernement pour les mois à venir, sous le titre « les onze travaux d'Hercule ». L'ancrage à gauche du premier ministre est souligné et l'accent est mis sur le social, alors que s'annonce une rentrée difficile dans le secteur public (25 et du 29/VIII au 2/IX).

29. - Un décret limitant la hausse des loyers dans la région parisienne est publié au Journal officiel (12, 19, 25, 30 et 31).

30. - Le rapport de M. Hubert Prévot sur la réforme des PTT est rendu public. Sa proposition de séparer la Poste et les Télécommunications en deux entités suscite l'opposition de plusieurs syndicats (à partir du 27).

Edouard Masurel  
L'année 1988  
dans Le Monde  
Les principaux événements en France et à l'étranger  
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

206 pages  
24 F.

bio

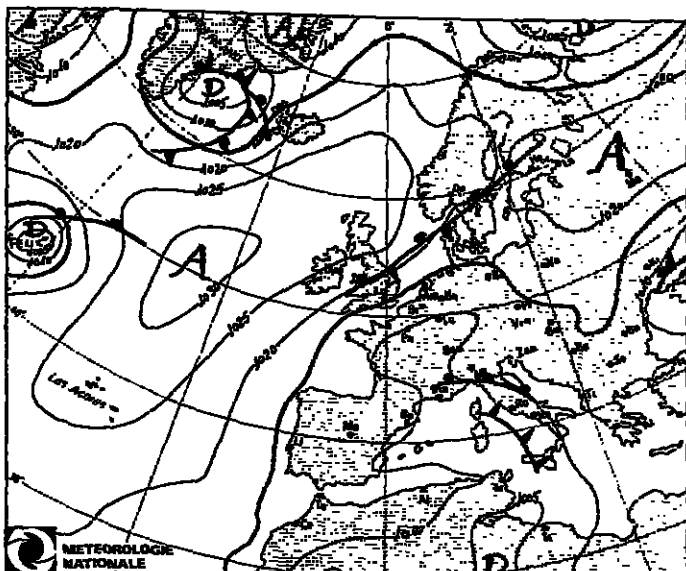
سنة من العمل



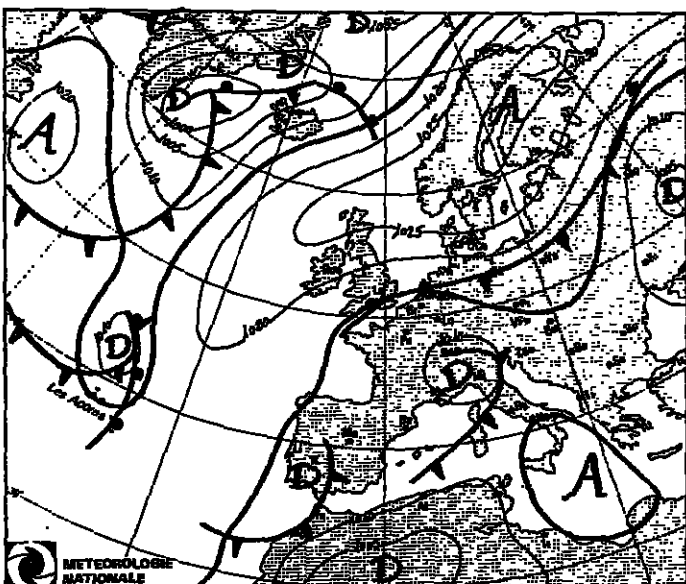
# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 septembre à 0 h et le dimanche 10 septembre à 24 heures.

Les pressions baissent sur la France et favorisent des remontées d'air chaud et instable sur le sud du pays.

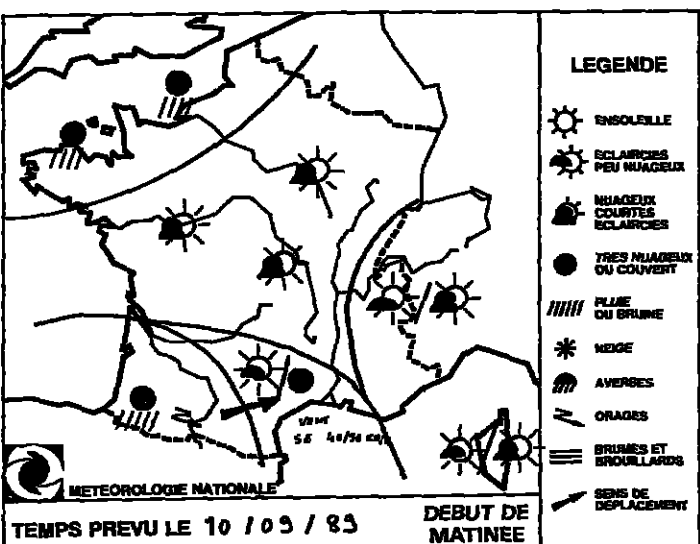
Dimanche : forts orages dans le Sud. Le fait marquant du jour est l'évolution orageuse sur le sud du pays. Le matin, les orages éclatent dans le Sud-Ouest puis gagnent en journée, en se renouant les régions méditerranéennes, la Corse et le sud du Massif Central en donnant de fortes précipitations.

Près de la Manche, où le vent du nord-est sera modéré à assez fort, le ciel restera

couvert avec quelques petites pluies ou bruines.

Sur le reste du pays, le temps sera plutôt nuageux sauf sur l'extrême Sud-Est, la Corse et les Alpes le matin. En journée, le ciel restera très nuageux et quelques ondées parfois orageuses sont à craindre.

Les températures sont douces le matin. Les températures les plus basses se situent dans le Nord-Est avec 8 à 11 degrés. Ailleurs elles s'étagent de 15 à 18 degrés du Nord au Sud. En journée, on atteindra seulement 18 à 19 degrés près de la Manche, 21 à 23 degrés dans l'intérieur, 19 à 20 degrés dans le Sud-Ouest, 25 à 26 degrés près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 8-9-1989 à 6 heures TU et le 9-9-1989 à 6 heures TU									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	20	17	D		ALGER	27	11	D	
BARCELONE	20	16	C		BARCELONE	21	13	N	
BORDAUX	20	16	C		BORDAUX	21	13	N	
BRETAGNE	20	16	C		BRETAGNE	21	13	N	
CLERMONT-FERRAND	20	16	C		CLERMONT-FERRAND	21	13	N	
DIJON	20	16	C		DIJON	21	13	N	
LYON	20	16	C		LYON	21	13	N	
MARSEILLE	20	16	C		MARSEILLE	21	13	N	
NANTES	20	16	C		NANTES	21	13	N	
NICE	20	16	C		NICE	21	13	N	
PARIS	20	16	C		PARIS	21	13	N	
STRASBOURG	20	16	C		STRASBOURG	21	13	N	
TORONTO	20	16	C		TORONTO	21	13	N	
VALD'AUZ	20	16	C		VALD'AUZ	21	13	N	
WATFORD	20	16	C		WATFORD	21	13	N	
YVERDON	20	16	C		YVERDON	21	13	N	

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5084

HORIZONTALLEMENT

1. Gros grain. Peut-être traité de ballons quand ils sont gros. - II. Quand elles sont grandes sont souvent morduës. L'or en provoqua une. - III. Le mouvement perpétuel. Matière qui peut servir à faire des filets. De bouche à oreille. - IV. Certains sont longs. Qu'on peut facilement remonter. N'est pas un nombre rond. - V. Un travail industriel. Habitant d'une île. - VI. Vieilles planches. Possessif. Un saint qui perdit la tête. - VII. Tranche de gigot. Des étoiles filantes. Préfixe. - VIII. Inscription sur un effet. Fait vraiment mal au ventre. On y trouve, entre autres bestioles, des cigales et des araignées. - IX. Terme musical. Permet d'avoir de beaux traits. Dans une canal l'unit à l'Asie. - X. Une bonne pomme. Pas polies. - XI. Adjectif qu'on peut utiliser quand on parle du collège. Dans une série de sept. - XII. Article. Feut l'appel. Peut être utile pour arrêter la balle. - XIII. Produisit l'effet du jargon. On peut y mettre tout ce qui n'a pas été mangé. - XIV. Peut se tordre des qu'on la touche. Marque un rang après une dizaine. Donne des raisons de se plaindre. - XV. Note. Victime d'une noyade. Préposition.

6. Sortir du rang. Furieux après avoir été amoureux. - 7. D'un auxiliaire. Une sorte d'échelle. Eut l'occasion de ramener. - 8. Réfléchi. Une chie fille. - 9. Une mauvaise action. Qui n'aura donc aucune suite. - 10. Roi. Une liste de revenus. Est parsemé de cailloux. - 11. Abondantes dans la sylvie équatoriale. Ne peut donc pas attendre. - 12. Ruminant disparu. Se voit parfois à côté des fraises. Son sel est utile quand on fait des pâtes. - 13. Obtenus. Morceau de bois. Ce qu'il y a de moins dur dans le boulot. Mauvais fond. - 14. Pronom. Saint. Peut être assimilé à un restaurant de quartier. Langue. - 15. On y accueille les futurs pères. Que l'on a fait sauter.

Solution du problème n° 5083

Horizontalement

I. Digestion. - II. Ejectable. - III. Huîtres. - IV. Ope. Réa. - V. Réal. Hue. - VI. Nuisit. - VII. Tue. Nemes. - VIII. Is. Age. - IX. Onde. Uri. - X. Ne. Durent. - XI. Semen. Asa.

Verticalement

I. Décoration. - 2. Ij. Pé. Usabé. - 3. Géhenne. - 4. Ecu. Au. Aède. - 5. Stirling. Un. - 6. Tate. Scur. - 7. Ibrahim. Réa. - 8. Ole. Utiens. - 9. Nesie. Su. Ta.

GUY BROUTY.

## Télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche-matin. Spécifications des symboles : \* Signalé dans « Le Monde radio-télévision ». O Film à éviter. On peut voir \* n. Ne pas manquer \* n. n. Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 9 septembre

TF 1  
20.45 Variétés : Le rite de... Jacques Hine Maillan. 22.15 Magazine : Visions. 23.15 Magazine : Forum sport. 0.05 Journal. 0.25 Série : Dites d'histoires. 1.10 Série : Maxis.  
A 2  
20.35 Variétés : Soirées cocktail. 21.45 Série : Nick, champion de tennis. 22.40 Journal. 23.55 Magazine : Les lettres noires pour un blanc. 0.25 Soirées secondes.  
FR 3  
20.35 Sandymand. 21.50 Journal. 22.15 Magazine : Le dîner. Invité : Nina Compton. 23.30 Magazine : Musicales. 23.30 Magazine : Sports 3.  
CANAL PLUS  
20.30 Téléfilm : La malédiction de l'opéra. 22.00 Spectacle : New circus. 23.00 Cinéma : House II - la maison blanche. 0.25 Cinéma : La Stille. 2.50 Cinéma : Ballets roses. 4.25 Cinéma : Monsieur Ripoli. \* n. n. 6.05 Série : Murphy, l'art et la manière d'un privé très spécial.  
La 5  
20.35 Téléfilm : Le destructeur. 22.15 Sport : Tennis Finale dames. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Sport : Tennis (suite). 1.30 L'enquêteur (rediff.). 3.00 Le journal de la nuit. 3.05 Maligne. 4.30 Boulevard et compagnie (rediff.). 5.00 Fendleton : Le clan Beaulieu. 5.20 Vols, volants (rediff.).  
M 6  
20.30 Téléfilm : Sept bébés sur les bras. 22.00 Téléfilm : Duet en hélicoptère. 23.25 Variétés : Vos can dance. 2.00 Documentaire : Spécial Reggiani. 2.25 Documentaire : Moscou 15-17. 2.50 Magazine : Ondes de choc. 3.45 Spécial Serge Reggiani. 4.10 Théâtre : La poulette aux œufs d'or.  
LA SEPT  
19.30 Documentaire : Une leçon particulière de musique d'Alfred Brendel et François Mancaux. Pierre-Yves Arzard, l'un des représentants de l'école de flûte française. 20.30 Ballet : L'ange bleu. De Roland Petit. 21.50 Documentaire : Doudou Ndayize rose, chef tambour major. De Jean-Pierre Janssen. 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualité hebdomadaire française et allemande de la seconde guerre mondiale. 23.30 Documentaire : Le temps détraqué. De Pierre Beuchot. 0.45 Animation : Le conte des contes. De Youri Norstein. 1.15 Animation : La bécassine et le bruyard. Film d'animation soviétique de Youri Norstein.

Dimanche 10 septembre

TF 1  
13.00 Journal. 13.20 Série : Un fil dans la main. 14.15 Variétés : Mondo Diago. 14.40 Sport : Automobile. 15.40 Tiersé à Longchamp. 15.50 Sport : Automobile (suite). 16.20 Dessins animés : Disney parade. 17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coq dans le show ? 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Eric Witol. 20.00 Journal. 20.40 Cinéma : Ronde de nuit. \* n. n. 22.20 Magazine : Chef d'orchestre. 22.30 Cinéma : Le grand sédu. \* n. n. 0.20 Journal. 0.40 Documentaire : La route de la soie.  
A 2  
13.00 Journal. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Mac Giver. 15.50 L'école des fées. 16.35 Série : La loi est la loi. 17.35 Sport : Athlétisme. 18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Mager. 20.00 Journal. 20.35 Série : Les cinq dernières minutes. 22.10 Magazine : Cinéma, cinéma. 23.00 Journal. 23.20 Magazine : Apes. 23.35 Soirées secondes. 23.40 Sport : Athlétisme.  
FR 3  
13.00 Magazine : D'un coq à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports-loisirs-vacances. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.05 Série : La loi selon McCall. 20.05 Série : Beauty Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : Les prophètes du diable. \* n. n. 23.45 Cinéma : La marque du vampire. \* n. n. 0.45 Musiques, musiques.  
CANAL PLUS  
13.05 Magazine : Mon sketch à moi. 14.00 Téléfilm : Adèle. 15.40 Documentaire : Retour au pays. 16.05 Série : Bergère. 17.00 Magazine : Exploits. 17.15 Magazine : Infos sport. 17.30 Série : Mister Gun.

RAINBOW CONCERTS PRÉSENTE

# Francis Cabrel

sarbacane tour

RTL

LE ZENITH

A PARTIR DU 15 SEPTEMBRE 89

LOCATION : 3 FNAC - PAR TÉL. 45.72.11.22 - RESERVATION MINITEL 36.15 Code RAINBOW PLUS.

# Économie

## AFFAIRES

Après le feu vert des autorités allemandes

### La fusion Daimler-Benz - MBB donne naissance au troisième groupe industriel européen

Le feu vert donné le vendredi 8 septembre par le gouvernement ouest-allemand (le Monde du 9 septembre) à la fusion entre les deux groupes industriels Daimler-Benz (Mercedes) et Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB, aéronautique) met fin à plus d'un an de tergiversations, et définitivement la controverse sur ce qui constitue, au

dire même du ministre ouest-allemand de l'économie, M. Helmut Haussmann (Parti libéral FDP) « la plus importante décision de l'histoire industrielle allemande depuis la seconde guerre mondiale ».

M. Haussmann, qui a tranché en dernier ressort, permet ainsi la constitution

d'un « super groupe » qui se classera numéro un dans son pays, numéro trois dans la Communauté européenne et numéro dix sur le plan mondial, avec un chiffre d'affaires supérieur à 80 milliards de deutschemarks (environ 230 milliards de francs), dont 10 % dans l'armement, et quelque 380 000 salariés.

Le ministre de l'économie, qui a définitivement tranché, après consultation de nombreux experts, malgré les conditions imposées, le ministre de l'économie inflige ainsi pour la première fois à l'office des cartels une décision peu conforme à la doctrine anti-monopole de la RFA.

#### Une position prédominante

Le nouveau groupe va en effet occuper une position prédominante dans le secteur de l'aéronautique, sinon dans celui de l'armement.

Daimler-Benz, connu à l'origine pour ses voitures (Mercedes) et ses camions, s'était diversifié dès 1955, sous la houlette de son actuel président, M. Edzard Reuter, et avec l'appui de son principal actionnaire, la Deutsche Bank, en acquérant l'avionneur Dornier, le motoriste MTU et l'électromécanicien AEG. Selon les milieux spécialisés, Daimler-Benz aurait obtenu 7 % du total des dépenses militaires d'équipement de l'OTAN en Europe en 1987, qui s'élevaient à environ 60 milliards de deutschemarks. Avec MBB, Daimler-Benz voit se renforcer sa position dans ce secteur puisque 46 % du chiffre d'affaires de celui-ci (7,12 milliards de deutschemarks en 1988) est constitué par ses activités militaires dans l'aéronautique (avions de combat, hélicoptères), le spatial ou les systèmes de défense antiaériens.

La reprise de 50,1 % du capital de MBB par Daimler-Benz se fera en deux étapes. La première sera constituée par une augmentation du capital de MBB, portée de 600 millions de deutschemarks à 858 millions, entièrement souscrite par Daimler-Benz, qui acquerra ainsi 30 % de MBB, pour environ 1 milliard de deutschemarks. Dans une seconde étape, Daimler-Benz achètera 20,1 % de MBB auprès de certains des actionnaires, l'assureur Allianz, l'électronicien Bosch et la Dresdner Bank, pour un montant qui n'a pas été rendu public.

« Un article sur le contrôle des fusions en RFA » a été publié lundi dans le Monde de l'économie (daté mardi 12 septembre).

ERIC LE BOUCHER.

Après quatre ans de rude bataille

### GEC et Siemens prennent le contrôle de Plessey

LONDRES  
de notre correspondant

Les deux gros ont fini par absorber le petit. Le premier groupe britannique de matériel électrique, General Electric Company (GEC), allié à l'allemand Siemens, a réussi sa longue et mouvementée OPA sur la compagnie Plessey, spécialisée dans l'électronique de pointe, notamment militaire. GEC et Siemens avaient conjointement acquis, vendredi 8 septembre, 62 % des actions de Plessey. Sir John Clark, président de Plessey, qui avait longtemps et résistamment résisté, depuis la première offensive de GEC en 1985, a accepté sa défaite. « Une majorité d'actionnaires de Plessey ont fait leur choix. Notre responsabilité consiste maintenant à assurer un passage des pouvoirs en bon ordre », a-t-il déclaré.

Lord Weinstock, directeur général de GEC, a annoncé de son côté que les négociations avec Siemens pour le partage du coût de cette OPA allaient commencer dans quelques jours. Il a confirmé que Siemens mettrait davantage d'argent que GEC dans le pot commun. On estime généralement dans la City que, pour cette OPA inamicale de deux milliards de livres (2,1 milliards de francs), le groupe allemand devrait verser 1,25 milliard de livres et GEC 750 millions.

Lord Weinstock avait lancé, sans appui étranger, une première OPA sur Plessey en 1985, qui avait été bloquée par la Commission des fusions et monopoles. Il était reparti à l'attaque avec l'aide de Siemens en novembre dernier et l'issue de ce combat de dix mois a paru incertaine à plusieurs reprises. Plessey avait notamment tenté une défense originale en essayant de monter en janvier, avec des intérêts américains et français (Thomson-CSF s'était alors déclaré « intéressé ») sa propre OPA sur GEC.

#### Les ambitions de GEC

Les modalités du dépeçage de Plessey par les deux vainqueurs ne sont pas encore arrêtées. Mais les grandes lignes sont les suivantes. Les activités à caractère militaire de Plessey seront séparées en deux, GEC prenant les systèmes électroniques destinés aux avions et à la lutte anti-sous-marine, tandis que Siemens va acquérir la branche radars et communications. La filiale com-

mune que GEC et Plessey avaient créée, juste avant de se déclarer la guerre, pour la construction de câbles téléphoniques, appartiendra à 40 % à Siemens. C'est cette filiale commune qui a fait rattraper ces dernières années le retard accumulé par la Grande-Bretagne en livrant à une cadence accélérée de nouveaux centraux à l'entreprise privée British Telecom. Toutes les autres branches de Plessey, en particulier la production de semi-conducteurs, seront transformées en entreprises dont le capital sera détenu pour moitié par GEC et par Siemens.

Lord Weinstock a laissé entendre vendredi qu'il pourrait procéder à d'autres OPA. Le groupe d'électronique militaire Ferranti pourrait être la prochaine cible, d'autant que 2,7 % des actions de celui-ci avaient été acquises par Plessey, et appartiennent désormais aux deux vainqueurs. Beaucoup dépendent de la part que Ferranti obtiendra dans la conception du radar du futur avion de combat européen, qui doit être construit par la Grande-Bretagne, la RFA, l'Italie et l'Espagne (la France ayant choisi de développer le Rafale).

On retiendra enfin que l'armement de la défaite sera compensée, pour Sir John Clark, par un cadeau de départ (comprenant la vente de ses propres actions) de 2,7 millions de livres. M. Stephen Walls, directeur général de Plessey, qui n'était entré dans cette compagnie qu'il y a deux ans, principalement pour résister à l'offensive de GEC, recevra de son côté un million de livres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

• M. Christophe Mugge, PDG de La Laitière de Roubaix. — M. Christophe Mugge devient PDG de La Laitière de Roubaix en remplacement de M. Christian Derwaele (qui demeure président du groupe Prouvost). Ainsi en a décidé le conseil d'administration vendredi 8 septembre. Filiale intégrée du holding La Laitière détenu à 73 % par le groupe Prouvost et à 27 % par une filiale du groupe de Bernard Arnault, La Laitière de Roubaix, qui emploie environ 2 200 personnes a enregistré en 1988 une perte de 245 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard. Le nouveau PDG devra annoncer à la fin du mois de septembre un plan de licenciements, qui n'a pas encore été chiffré, mais selon les syndicats, informés mardi 5 septembre, il pourrait prévoir quelque 500 suppressions d'emplois.

### Trois questions pour un géant

La reprise, qui semble désormais bien engagée, de Messerschmitt Bölkow Blohm (MBB) par le géant Daimler-Benz pose trois questions essentielles pour l'industrie en Allemagne, en Europe et en France. La première vient de trouver sa réponse : en posant comme condition le retrait à plus ou moins brève échéance des deux groupes du secteur de l'armement, le ministre de l'économie de Bonn a mis fin au risque de création d'un monopole outre-Rhin dans ce secteur. Vivement dénoncée, en particulier par la SPD, cette menace est écartée. Les autres industries européennes des armes y verront sans doute quelques occasions à saisir.

Mais deux autres questions n'ont toujours pas de réponse. Elles concernent des activités civiles à l'importance au moins aussi considérable pour l'avenir que l'armement : l'aéronautique et l'automobile.

Pour Bonn, la reprise de MBB par Daimler-Benz permet de faire basculer dans le secteur privé la production des Airbus dont MBB est le partenaire ouest-allemand. A partir de là, les deux partenaires devront un jour ou l'autre suivre la même voie. Daimler-Benz même sera-t-il pour militer en ce sens en dénonçant les « aides » publiques dont bénéficieraient ses partenaires concurrents, comme l'Aérospatiale. La logique « pri-

viée » l'emporte. Mais est-ce réaliste ? Le programme d'avion européen a-t-il assez décollé pour se passer ainsi de l'Etat, même si de solides parachutes sont prévus jusqu'en 1995 en matière de taux de change ? N'est-ce pas trop vite céder aux pressions de Boeing ?

On a pu montrer qu'au travers des commandes du Pentagone le gouvernement américain aidait autant ses constructeurs aéronautiques que l'Europe Airbus : 23 milliards de dollars en dix ans (le Monde du 18 mars 1988). Dès lors, et comme l'en interdit l'armement à Daimler, quel système civil mettre en place pour s'assurer de la pérennité de la construction aéronautique européenne ? Le Vieux Continent n'a pas tellement de points forts dans les secteurs de pointe pour que l'on ne s'inquiète pas.

La troisième question a trait à l'automobile. A l'horizon de l'an 2000, l'avenir de l'automobile est-il ou non dans l'aéronautique ? M. Edzard Reuter, le président de Daimler-Benz, le croit (le Monde des affaires du 19 novembre), qui a engagé depuis 1985 les investissements de son groupe vers les avions (reprise de MTU, puis de Dornier, enfin de MBB) et, d'autre part, vers l'électronique (reprise d'AEG). Les technologies qui jouent se préparent dans ce qui vole : matériaux nouveaux, allègement

des structures, système de pilotage... L'électronique, d'autre part, troisième pilier de Mercedes, représentera le quart du coût d'une automobile dans cinq ou dix ans.

#### La réponse japonaise

Personne ne conteste la « synergie » des activités aéronautiques et automobiles ni l'envahissement de l'électronique, mais faut-il pour autant y investir soi-même ? Les Américains avaient répondu positivement et précédé Daimler-Benz : General Motors a acquis les réseaux informatiques EDS, puis Hughes Aircraft, tandis que Ford est présent depuis longtemps à bord des satellites. En Europe, Fiat a fait de même, tandis que dans le sens inverse — la britannique Rover a été rachetée par British Aerospace.

En revanche, les constructeurs japonais estiment que la technologie sera transférée d'un secteur à l'autre sans difficulté. Point n'est besoin d'investir soi-même.

Les Français ont choisi, pour l'instant, la réponse japonaise. Peugeot s'est satisfait d'un petit accord avec Dassault, un peu « pour voir ». Mais, dans le fond, leurs interrogations demeurent.

ERIC LE BOUCHER.

### L'Europe des colosses

(Suite de la première page.)

Déjà la CGE dans la téléphonie et sa filiale Alstom dans l'électromécanique et l'énergie ont pris leurs marques pour 1993, comprenant que la conclusion de grands contrats ne pouvait passer que par la constitution de groupes assurant des propositions fortes. Mais, tandis que le secteur nationalisé français, généré dans le développement par le mot d'ordre présidentiel du « ni privatisation ni nationalisation », déploie des trésors d'imagination pour assurer malgré tout son développement, le statut des entreprises qui seront les participants de premier plan du marché unique, est mis en cause. Jusque à maintenant les initiatives les plus spectaculaires dans ce domaine viennent du secteur privé, du côté anglais comme du côté allemand, et même du côté français (Suez, CGE, BSN). Qu'on le veuille ou non le grand marché est un concept forcément

libéral où il n'est pas prévu de place pour les entreprises nationales ou subventionnées.

Tandis que pleuvent autour de l'Hexagone les annonces de regroupement, va se poser très vite, par exemple, la question des moyens qu'il convient de donner au groupe nationalisé Rhône-Poulenc pour qu'il puisse tenir son rang face aux grands de la chimie allemande et au colosse anglais ICI. Problème que l'on retrouve chez Thomson, et que Renault pourrait connaître bientôt si les pourparlers — avec Volvo notamment — prennent tournure.

Le dynamisme des Britanniques et des Allemands dans la perspective de 1993 ne se limite pas à un savoir-faire particulier en matière de fusion et d'OPA, c'est un véritable défi qui incite à changer profondément les structures industrielles de la France de l'économie mixte.

DIETRIE POURQUERY.

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande

### ALGERIE - الجزائر

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS  
ET DES SERVICES AGRICOLES - ONAPSA

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre de la ligne de crédit ouverte à la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), financée par la Banque Africaine de Développement, la direction générale de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles (ONAPSA) lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

• Tracteurs pneumatiques 65/70 CV

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe et sous pli cacheté et recommandés au siège de la direction générale de l'ONAPSA, chemin Hassan-Benachmane, « Les Oliviers », Birkhadem - Alger BP 155 - au plus tard 60 jours date de parution de l'A.O.I. au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public) et porter la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL, TRACTEURS PNEUMATIQUES, NE PAS OUVRIR ».

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :  
a) Les instructions aux candidats  
b) Le cahier des clauses générales  
c) Le cahier des clauses particulières  
d) Le cahier des prescriptions techniques  
e) Le modèle de soumission et le bordereau des prix  
f) Le modèle de marché  
g) Le modèle de caution de soumission  
h) La déclaration à souscrire  
i) Le modèle de caution de bonne fin.

Seuls sont autorisés à soumissionner les fournisseurs ressortissant d'un pays membre de la Banque Africaine de Développement (BAD) ou membres du Fonds Africain de Développement (FAD).

Les biens proposés devront provenir d'un pays membre de la BAD ou du FAD.

Le cahier des charges est mis à la disposition des fournisseurs au siège de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles (ONAPSA), au prix de 600 DA convertibles.

Tél. : 56-19-60 - 56-74-83 - 56-19-60 - 56-19-47 - 56-74-74.

Télex : 62 325 - 62 326

L'ouverture des plis s'effectuera en une séance publique dont la date sera communiquée à tous ceux qui auront opéré le retrait du cahier des charges.

### ALGERIE - الجزائر

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS  
ET DES SERVICES AGRICOLES - ONAPSA

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre de la ligne de crédit ouverte à la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), financée par la Banque Africaine de Développement, la direction générale de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles (ONAPSA) lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

• Véhicules utilitaires genre PICK-UP - 7 à 9 CV

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe et sous pli cachetés et recommandés au siège de la direction générale de l'ONAPSA, chemin Hassan-Benachmane, « Les Oliviers », Birkhadem - Alger BP 155 - au plus tard 60 jours date de parution de l'A.O.I. au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public) et porter la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL, VEHICULES UTILITAIRES, NE PAS OUVRIR ».

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :  
a) Les instructions aux candidats  
b) Le cahier des clauses générales  
c) Le cahier des clauses particulières  
d) Le cahier des prescriptions techniques  
e) Le modèle de soumission et le bordereau des prix  
f) Le modèle de marché  
g) Le modèle de caution de soumission  
h) La déclaration à souscrire  
i) Le modèle de caution de bonne fin.

Seuls sont autorisés à soumissionner les fournisseurs ressortissant d'un pays membre de la Banque Africaine de Développement (BAD) ou membres du Fonds Africain de Développement (FAD).

Les biens proposés devront provenir d'un pays membre de la BAD ou du FAD.

Le cahier des charges est mis à la disposition des fournisseurs au siège de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles (ONAPSA), au prix de 600 DA convertibles.

Tél. : 56-19-60 - 56-74-83 - 56-19-60 - 56-19-47 - 56-74-74.

Télex : 62 325 - 62 326

L'ouverture des plis s'effectuera en une séance publique dont la date sera communiquée à tous ceux qui auront opéré le retrait du cahier des charges.

صنعتنا من الامل



## Économie

### SOCIAL

Les suites du rapport Prévot sur la réforme des PTT

### M. Quilès a entamé les discussions avec des syndicats

Le ministre des PTT, M. Paul Quilès, a entamé neuf jours après la publication du rapport Prévot, le dialogue avec les syndicats sur l'avenir des Postes et télécommunications. Un nouveau rendez-vous est pris pour le 3 octobre afin de discuter au fond. Mais d'ici là des discussions vont s'ouvrir sur des problèmes immédiats.

Trois organisations, la CFDT, FO et la CFTC, avaient répondu présent à son invitation, la CGT la déclinant. Bien qu'également opposés aux conclusions du rapport Prévot, Force ouvrière a adopté une attitude toute différente de celle de la CGT, restant deux heures et quart avec le ministre. A la suite de la rencontre, M. Jacques Marquet, pour Force ouvrière-PTT, a indiqué « avoir parlé de l'avenir des PTT » avec M. Quilès. « Nous avons cherché à voir ce qui pouvait nous rassembler ».

« Il a-t-il expliqué avant d'assurer que Force ouvrière ne souhaite pas le statu quo. Quant aux problèmes du personnel, le statut général de la fonction publique contient, selon FO, les éléments permettant de les améliorer. Force ouvrière, néanmoins, se rendra au prochain rendez-vous du ministre pour poursuivre la concertation, dans le cadre de « l'unité humaine, sociale, réglementaire, c'est-à-dire juridique, des PTT et de la fonction publique d'Etat ».

Tout en rappelant sa position, la CFDT s'est félicitée vendredi de « la poursuite du travail de fond sur l'avenir des PTT », en particulier de l'ouverture le 3 octobre d'une discussion approfondie sur la question des qualifications et des classifications des agents des PTT. En effet, le ministre a réussi à éviter que le dialogue avec les syndicats bute sur les grands maux du dossier (le statut, l'unité des PTT), en leur proposant de discuter de l'autonomie des Postes et télécommunications et

de plusieurs questions sociales spécifiques à la maison (les perspectives de carrière, les conditions de travail...). Mais, d'ici au 3 octobre, date de la prochaine rencontre, des discussions vont s'ouvrir sur des propositions plus immédiates : l'indépendance, la formation, les problèmes spécifiques à l'Ille-de-France, ainsi que d'autres mesures fonctionnelles pour lesquelles une enveloppe supplémentaire de 100 millions est ouverte dans le budget 1990 (dont la moitié au moins pour le logement des Franciliens).

A l'issue de cette journée, force est de constater que M. Quilès a marqué un point en amenant trois syndicats représentant environ les deux tiers du personnel à la table des discussions. Et en engageant le dialogue autour de thèmes « autonomes » des PTT et volet social - dépourvus des tensions liées à l'assentiment et les amènera tôt ou tard à parler du statut de l'entreprise, voire de celui du personnel.

FRANÇOISE VAYSSE.

Quatre jours de grève à l'usine Peugeot de Mulhouse

- La perte de production atteint 5 000 véhicules
- Le conflit gagne l'atelier de carrosserie de Sochaux

Le conflit qui perturbe depuis le 5 septembre l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) a franchi une étape supplémentaire vendredi 8 septembre. Quelques 4 000 grévistes ont été dénombrés (contre 2 700 la veille) sur un total de 12 000 salariés et la production des 205 n'a atteint que 250 exemplaires (la fabrication a même été totalement paralysée durant la matinée) contre 300 au cours de la journée précédente.

Depuis le 5 septembre, à peine plus de 2 000 véhicules sont sortis des chaînes mulhousiennes, soit une perte de 5 000 voitures en quatre jours, a indiqué M. Philippe Ienné, directeur de l'établissement. Les stellers - qui, depuis janvier, ont fonctionné à vingt reprises le samedi matin, les volontaires étant rémunérés en heures supplémentaires - étaient fermés le samedi 9 septembre. Par ailleurs, la direction a fait procéder au démantèlement de presses destinées à la carrosserie des

205, mais a maintenu sur place des machines utilisées pour la production des caisses de la nouvelle 605.

Chez Automobiles Peugeot, on écarte tout risque de mise en chômage technique d'autres unités de montage - Poissy, Sochaux, Villarverde (Espagne) - en soulignant que l'organisation technique de la production permet aux différents sites de ne pas voir leur activité entravée par la grève de Mulhouse.

En revanche, ils se trouvent dans l'incapacité d'accroître leur production et de compenser les effets du conflit mulhousien qui, du reste, concerne moins les départements fondée et mécanique qui fonctionnent à 70 % de leur potentiel, le mouvement affectant pour l'essentiel les activités de carrosserie et de montage.

De leur côté, les syndicats estiment que la revalorisation générale de 1,5 % des salaires au 1<sup>er</sup> octobre annoncée le vendredi 8 septembre (après celle de 1,2 % en mars) « n'est pas de nature à entamer la détermination des salariés ».

Désormais, la question se pose de l'extension du conflit aux autres usines du groupe. Les syndicats sont favorables à cet élargissement et ont pris position en ce sens mais n'ont pas pu lancer de mots d'ordre de grève ou de débrayage. La seule exception concerne les ateliers de carrosserie de l'usine de Sochaux où, « après consultation des travailleurs », la CGT a annoncé que 300 des 3 000 salariés du secteur s'étaient mis en grève à la fin de la pause casse-croûte, le 8 septembre vers 19 h 30. Les grévistes auraient décidé la reconduction de leur mouvement pour lundi matin. La direction indique, pour sa part, que 115 salariés, dont 72 en carrosserie ont momentanément cessé le travail.

A Mulhouse, justement, on ne désespère pas, parmi les salariés en grève, que « le défilé se produise lundi » et que d'autres salariés, y compris à Sochaux ou à Poissy, rejoignent le mouvement. Ainsi, la direction serait amenée à ouvrir des négociations salariales pour l'ensemble de la société.

J.-M. N.

### ÉTRANGER

Le scandale des crédits italiens à l'Irak

### Le statut nationalisé de la BNL est remis en cause

Le montant des engagements non autorisés accordés par la filiale américaine d'Atlanta de la Banca nazionale del Lavoro (BNL) atteindrait 18,5 milliards de francs, dont 7 milliards sont « garantis » par la Banque centrale d'Irak.

A Rome, après la démission du président et du directeur général de l'établissement public - intervenues le 7 septembre, - on parle d'en privatiser une partie du capital.

ROME  
de notre correspondant

Un pour un. Après avoir spectaculairement démontré les faiblesses du système bancaire italien, le scandale de la BNL, qui a provoqué, jeudi 7 septembre, la démission du président et du directeur général de l'établissement public, confirme que les partis politiques italiens, quoique parfois pris en défaut de clairvoyance ont au moins, de la suite dans les idées. M. Nerio Nesi, socialiste en rupture de ban et en disgrâce, est remplacé à la tête de la première banque du pays par M. Giampiero Cantoni, socialiste « monté ». Pour la place du numéro deux, laissée vacante par M. Giacomo Pedde, démocrate-chrétien en chute libre, c'est un républicain, « très proche de la démocratie chrétienne », précise-t-on, qui prend la relève.

Un pour un : le compte est bon. Et la règle d'or dite du « lotissement politique », qui permet à chaque parti italien de placer ses hommes à la tête et à l'intérieur de chacune des administrations et des milliers d'entreprises et d'instituts du secteur public, est respectée. Certains hommes politiques - cette fois, c'est le secrétaire général du Parti communiste, M. Achille Occhetto, qui joue le rôle vedette - sont montés au créneau pour dénoncer « ce cancer » et crier à pleins poumons : « A mort le lotissement ».

M. Giacinto Milietto, membre du comité exécutif de la BNL, président de l'Institut national des allocations familiales (INPS) et accessoi-

rement membre du PCI, n'a rien dit sur ce thème particulier. En revanche, il s'est exprimé haut et fort pour dire qu'à son avis l'idée d'un pôle de rapprochement entre la BNL, son propre INPS et l'Institut national des assurances (INA), dirigé par un républicain bon teint, M. Antonio Longo, devait être poursuivie. En fait, le regroupement de ces trois établissements publics, qui devait être effectif vers la fin de cette année, semble bel et bien remis en cause.

#### Privatisation

Dans sa lettre de démission au ministre du Trésor, M. Guido Carli (démocrate-chrétien), l'ancien PDG de la BNL, l'exprime clairement : « Je regrette de m'en aller avant d'avoir pu mener à bien ce qui aurait été la plus grande concentration financière dans le secteur public... ». Je regrette de ne plus être en position de m'opposer au dessein, qui apparaît de plus en plus clairement dans vos déclarations ». En clair, M. Nesi, qui dénonce « l'hostilité » dont il aurait été l'objet par son ministre de tutelle, l'accuse, au surplus, de vouloir privatiser le capital de la BNL (actuellement détenu à 74 % par l'Etat).

L'idée, telle qu'elle a été exprimée vendredi 8 septembre par le président de la commission parlementaire du budget, le sénateur Beniamino Andreatta, démocrate-chrétien et économiste réputé, serait de « fusionner la BNL avec un

grand institut de crédit du secteur privé, comme la Banca commerciale (COMIT) ou le San Paolo de Turin ». L'affaire d'Atlanta, poursuit-il, « a mis en évidence de graves déficiences dans les systèmes de contrôle et d'audit, des carences d'organisation quasi biologiques », selon le sénateur. En tout cas, cela ressemble bien à une condamnation sans appel du statut nationalisé de l'établissement.

La privatisation est-elle la solution ? Jeudi 14 septembre, le ministre du Trésor fera une « communication » qui permettra d'en savoir plus. En attendant, ce ne sont ni les allocations familiales de M. Milietto ni l'Institut des assurances qui aideront à la recapitalisation, dont la BNL a bien besoin.

Au début de l'été, on laissait entendre que les deux instituts publics apporteraient quelque 5 milliards de francs de capitaux frais, ce qui leur permettrait de porter leur participation commune dans la BNL à 40 % du capital. Aujourd'hui, il est question d'apporter au minimum le double. Et c'est l'Institut mobiliare italiano (IMI) qui s'en chargerait. L'IMI appartient également au secteur public, mais, dans le scénario dont les milieux financiers se font l'écho en ce moment à Rome et à Milan, la BNL émettrait des obligations convertibles pour le montant requis, à charge pour l'IMI d'y souscrire en totalité.

Le chapitre premier du scandale BNL est clos. Les grandes manœuvres commencent, un œil sur 1993...

PATRICE CLAUDE.

### LA BOURSE EN DIRECT

#### LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

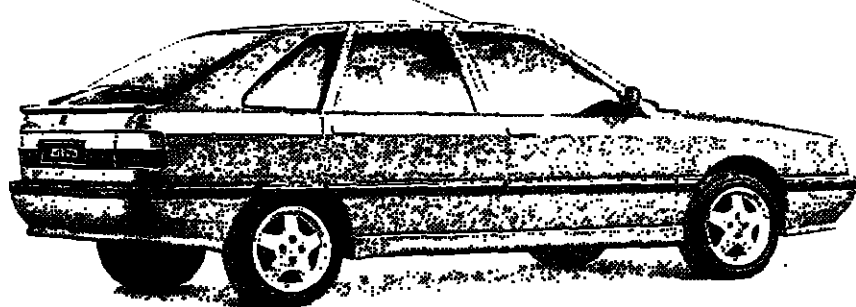
#### BOURSE

36.15 LEMONDE

SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 SEPTEMBRE

Chez Renault  
ce n'est pas le même Week-end !

BAISSE DE LA TVA \*  
PROFITEZ-EN IMMÉDIATEMENT



Venez découvrir et essayer  
la nouvelle Renault 21 5 portes.

\* BAISSSE DU TAUX DE 28 % A 25 % SUR TOUTES LES VOITURES PARTICULIÈRES NEUVES



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**ENCOURAGÉE** par une période estivale rayonnante, la Bourse de Paris a connu, au cours de la semaine, une hausse de 10,5 % en l'espace de deux mois, la rentée sur Vivienne avait toute raison d'être souriante. Les cinq séances écoulées n'ont pas démenté les bonnes dispositions de la place parisienne, en y ajoutant toutefois un zeste de prudence. D'ailleurs, la semaine s'achève sur un gain de 2,6 % pour l'indice CAC, culminant ainsi sur un nouveau sommet vendredi (540,5), la hausse ne s'est pas effectuée de manière régulière.

Au 0,61 % de progression du premier jour ont succédé mardi et mercredi deux séances de pause (+ 0,03 % et - 0,09 %). La tentative de reprise esquissée jeudi (+ 0,53 %), saluée par la décision des autorités monétaires allemandes de ne pas relever leur taux d'intérêt, restera sans lendemain. Vendredi, les valeurs se dépréciaient en moyenne de 0,23 % dans une ambiance relativement active. Les intervenants n'excluaient pas l'entrée dans une phase de consolidation touchant non seulement Paris, mais aussi New-York, où Wall Street semble indécise après les excellentes performances des semaines précédentes. Toutefois, la majorité des analystes évoquent l'avenir avec un optimisme raisonnable. La situation économique de la France est très encourageante, hormis celle de la balance commerciale. La croissance devrait avoisiner cette année les 4 % et les résultats semestriels des entreprises continuent d'être élevés. Pour preuve, ceux publiés cette semaine par Elf-Aquitaine (+ 43 %), Carrefour (+ 38 %) ou encore Sanofi (+ 28,5 %), à l'exception cependant de la SCOA dont les pertes s'aggravent.

Après 25 % de progression depuis le mois de janvier, les gestionnaires espèrent, dans une conjoncture exceptionnelle, une poursuite du mouvement. Ils la voient s'effectuer par « sauts de puce » jusqu'en décembre. Les économistes de la banque Indosuez partagent cette confiance et l'écrivent dans *Prospective*, leur bulletin de conjoncture mensuel. « Le marché pourrait à présent avoir besoin d'une pause temporaire justifiée à la fois par des raisons techniques, par la crainte de tensions sociales et d'un nouveau ralentissement obligatoire. Il ne paraît néanmoins pas excessivement cher... Une nouvelle progression modérée est donc vraisemblable d'ici à la fin de l'année. »

Reste cependant aux investisseurs à déceler le secteur d'activité le plus attractif, et ce n'est pas aisé en ce moment. « La situation est extrêmement difficile à appréhender », confie un gérant de portefeuilles, hésitant dans sa stratégie d'investissement à court terme. L'assurance depuis plus d'un mois tient le haut du pavé avec la bataille

## Rentrée brillante

opposant Suez et Jean-Marie Verme, le président de la Compagnie Industrielle, pour la prise de contrôle du groupe d'un armistice en faveur de Suez. La plus importante OPA de l'histoire de la Bourse de Paris (26 milliards de francs) fera donc l'économie d'une contre-OPA. M. Verme et ses alliés apportent leurs titres à leurs rivaux après avoir obtenu un relèvement des prix de 13,8 %. La surenchère porte à 14 000 F la valeur du titre Compagnie Industrielle (contre 12 000 F initialement), à 2 276 F celle du groupe Victoire et à 1 138 F celle du certificat d'investissement.

Néanmoins, cette revalorisation ne devrait pas poser de problèmes à Suez pour financer l'opération. Selon son président, M. Renaud de La Genière, dans la mesure où la compagnie financière de la rue d'Assolvi détient déjà 40 % des titres de la Compagnie Industrielle, il ne lui en coûtera que 4 milliards pour en posséder 51 % après revente de l'excédent. Une mise de fonds peu élevée comparée à l'enjeu. Avec cette acquisition, le groupe devient le numéro deux français de l'assurance. Suez nouvelle version pèse désormais 100 milliards de francs, ce qui permet à son président de juger son titre sous-coté. Pour lui, l'action devrait évoluer entre 575 et 600 F. La réaction à ses propos fut immédiate. Dès jeudi, les cours de ce groupe, privatif vint deux ans, décollaient et franchissaient même, vendredi, la barre des 400 F.

L'onde de choc de cette OPA se répercuta sur d'autres valeurs du secteur, comme la Navigation maritime, important détenteur de titres Compagnie Industrielle, ou encore Pechelbrom, une filiale du groupe Worms. Des rumeurs, démenties mais revenant tout de même avec persistance au palais Brongniart, évoquaient l'entrée des AGF dans ces deux firmes. L'action de cette compagnie nationale régionale sauta peu à la confirmation de la prise de participation de 48 % dans le capital de l'italienne MAA. Elle se maintenait à 1 000 F.

Le cours de 1 000 F n'aura pas été atteint cette semaine par Peugeot, contrairement à de nombreuses prévisions. Le lancement prochain de la 605 et la baisse de la TVA de

## Semaine du 4 au 9 septembre

28 % à 25 % étaient autant de stimulants pour le Lion de Sochaux. Mais l'émergence d'une grève à Mulhouse, mardi, a freiné les ardeurs. L'abstention était aussi de mise pour Bouygues, où le remplacement du père par le fils à la tête de l'entreprise a déconcerté les intervenants. Cette succession était prévue, certes, mais son annonce soudaine, mardi, a pris le marché par surprise. Et chacun de s'interroger sur les capacités du nouveau manager.

## Les deux ans du Moneyp

L'action a alors évolué de manière erratique. Le même jour, le numéro un mondial du BTP décidait d'intégrer sa filiale routière, la SCREG, dans le groupe en représentant quelque 19 % du capital qu'il ne possède pas. La formule retenue est celle d'une OPE (Offre publique d'échange). Les actionnaires minoritaires ont ainsi la possibilité d'opter pour un paiement pur et simple ou de procéder à un échange. La parité retenue est de sept actions Bouygues pour quatre SCREG au prix unitaire de 1 200 F. Avant la suspension des transactions le titre valait 1 060 F.

La morosité n'a pas épargné non plus Thomson d'Europe, affecté par les rumeurs les plus diverses autour de la construction de la ligne de métro à la Manche. Cette société chargée de construire le tunnel sous la Manche sophistiqué compte aujourd'hui quatorze classes d'options sur action et une classe d'options portant sur l'indice CAC 40. Depuis sa naissance, 5 millions de contrats ont été négociés, représentant un montant global de 14 milliards de francs. La société se propose d'effectuer des rachats réguliers, et six nouvelles classes d'options devraient être accueillies avant la fin de l'année. Elles seront choisies parmi les valeurs comme L'Air Liquide, BSN, Bouygues, Casino, Cérus, L'Oréal, Pechiney International, Pernod Ricard et le CI Rhône-Poulenc. Elles seront négociées au rez-de-chaussée du palais Brongniart que le MONEP a progressivement entièrement envahi, profitant de la disparition des valeurs cotées à la criée.

DOMINIQUE GALLOIS.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Pause

Après avoir atteint des niveaux records la semaine dernière, Wall Street a marqué une pause dans un marché calme et légèrement soucieux de l'évolution des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones a perdu 42,53 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. Dès la réouverture du marché mardi après le long week-end du Labor Day, les prises de bénéfices ont pesé sur les valeurs. Les analystes ont d'abord attribué ce déclin à une réaction technique aux gains interrompus des sept semaines précédentes ayant permis à l'indice de gagner plus de 312 points. Cette vision a évolué au fil des séances car aux facteurs techniques s'est ajoutée la tension, née des récentes statistiques, que la réserve fédérale américaine pourrait resserrer les taux pour contenir les pressions inflationnistes.

Indice Dow Jones du 8 septembre : 2 709,54 (contre 2 752,07).

	Cours 1 <sup>er</sup> sept.	Cours 8 sept.
Alcoa	76 3/4	74,50
AT&T	48 3/8	48,12
Biochem	56 3/8	55,50
Chem. Min. Bank	39	38,25
Du Pont de Nemours	112 1/2	110,87
Eastman Kodak	48 1/2	48,25
Exxon	44 1/8	44,62
Ford	54 1/4	53,75
General Electric	58 1/4	56,75
General Motors	30	29,87
Goodyear	53 3/4	52,12
IBM	117 3/8	116,25
ITT	63 3/8	61,43
Mobil Oil	29 1/8	27,57
Pfizer	69 3/4	68,125
Schlumberger	44 1/2	44,25
Tesoro	50 7/8	51,12
UAI Corp. (ex-Allegis)	287 1/4	279,75
Union Carbide	35 1/8	34,87
USX	35 1/8	34,50
Westinghouse	69 3/8	67,12
Xerox Corp.	67 1/2	66,75

## LONDRES

## Proche de son record

Après une forte hausse, jeudi, le Stock Exchange a terminé la semaine en flèche sur son record absolu atteint le 16 juillet 1987. Ce jour-là, l'indice Footsie culminait à 2 443,4 points. La décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux directeurs, ainsi que le niveau, inférieur aux craintes du marché, de l'augmentation de capital effectuée par le groupe Pöyry, ont rassuré les investisseurs. La City a été également stimulée par les bons résultats semestriels des firmes. Le groupe d'imprimerie De La Rue s'est redressé à la suite de l'amélioration de l'OPA lancée par Norton Opax.

Indice FTSE 100 du 8 septembre : 2 407,5 (contre 2 407,5). 30 valeurs ont dépassé l'indice de 1 992,7, fonds d'Etat, 84,08 (contre 86,52) et mines d'or 204,9 (contre 198,8).

	Cours 1 <sup>er</sup> sept.	Cours 8 sept.
Bootham	495	444
Bovril	304 1/2	318
BP	566	567
Charter	398	398
Comet	14,25	14,87
De Beers (P)	3	3
Free Gold (P)	13,50	15,97
Glaxo	16,13	16,25
ICI	15,18	15,92
Rumex	970	973
Shell	434	434
Unilever	665	658
Vickers	244	241
Warren	38,25	37,97

## FRANCFORT

## Nouveaux sommets

Après une courte phase de consolidation en début de semaine, les valeurs allemandes sont reparties vers de nouveaux sommets. Les cours se sont appréciés de 3 % et l'indice de la Commerzbank a dépassé la barre des 2 000 points pour la première fois depuis le 5 octobre 1987.

Indice du 8 septembre : Commerzbank 2 052,1 (contre 1 995,7) ; Dax 1 657,61 (contre 1 608,33).

	Cours 1 <sup>er</sup> sept.	Cours 8 sept.
AEG	242,50	261
BASF	299,50	305,80
Boyer	391	319,50
Commerzbank	201,50	225
Deutschebank	665,50	685,50
Hoechst	381,20	396
Kasseler	489	644
Mannesmann	257,50	269,50
Siemens	589,20	616
Volkswagen	485,50	499,20

## TOKYO

## Repê

Pour la troisième semaine consécutive, la Bourse de Tokyo a balisé dans un marché relativement calme. En fin de semaine, les déclarations de la Banque du Japon sur la forte croissance économique du pays ont ramené les craintes d'une reprise de l'inflation et d'un prochain resserrement de la politique monétaire.

Indice du 8 septembre : Nikkei 34 115,81 (contre 34 348,22) ; Topix 2 583,12 (contre 2 602,51).

	Cours 1 <sup>er</sup> sept.	Cours 8 sept.
Alcatel	770	750
Bridgeway	1 740	1 710
Cannon	1 730	1 710
Fuji Bank	3 690	3 680
Honda Motor	1 920	1 970
Matsumoto Electric	2 320	2 330
Mitsubishi Heavy	1 130	1 110
Sany Corp.	8 850	8 450
Toyota Motor	2 620	2 550

## Alimentation

	8-9-89	Diff.
Bégain-Say	651	- 12
Bongran	3 274	+ 59
BSN	770	+ 14
Carrefour	3 556	+ 52
Casino	2 224,20	- 4,60
Euromarché	3 050	+ 50
Guyenne et Gasc.	1 075	+ 30
Moët-Hennessy	4 544	+ 59
Nestlé	34 710	+ 510
Océid (Gle)	918	- 2
Oldi-Cab	455	+ 10
Perron-Bard	1 540	+ 14
Promodis	1 310	+ 85
St-Louis-Bouchon	1 465	+ 73
Source Perrier	1 810	+ 104

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8-9-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	101,50	inch.
8,50 % 1977	123	+ 0,40
10 % 1978	102,10	- 0,20
9,50 % 1978	102,09	- 0,01
9 % 1979	100,70	+ 0,03
10,50 % 1979	105,09	- 0,31
16,20 % 1981	102,26	- 0,23
16 % 1982	105	- 0,18
15,75 % 1982	100,19	- 0,08
CNE 3 %	3 766	+ 4
CNE 10 % 1981	101,13	+ 0,07
CNE 10 % 1982	102	inch.
CNE 10 % 1983	102	inch.
CNE 10 % 1984	101,12	+ 0,13

## La société de portefeuille de Peugeot cotée à Nancy

NANCY de notre correspondant

Nouveau dur « des participations financières de la famille Peugeot, la société Foncière Financière et de Participation (FFP) a été introduite mercredi 6 septembre à la Bourse de Nancy, par les banques Paribas et Société Générale et Varin-Bernier (SNVB). La FFP a été admise à la cote officielle, marché du comptant, après l'apport-fusion de la Manufacture alsacienne de tabacs (MAT) en juillet dernier, cette dernière devant être radiée de la cote officielle le 3 novembre prochain.

La FFP est une société holding dont les actifs sont principalement constitués par une participation de 17,2 % dans le capital de Peugeot SA. Ce portefeuille devrait être diversifié dans les trois ans à venir par des prises de participation « significatives » dans des entreprises situées hors du marché de l'automobile, notamment des industries à forte croissance.

Cette opération, « la plus importante dans une Bourse régionale », selon le secrétaire général de la Bourse de Nancy, M. Hubert Vogelweh, a été saluée avec enthousiasme en Lorraine.

B. M.

## Bras de fer sur Eurotunnel

Une série de micro-séismes viennent d'ébranler l'action Eurotunnel qui, de 55 F début janvier 1989, a culminé à 127 F en juin, pour chuter une première fois dans la seconde quinzaine de juillet, retombant au-dessous de 100 F, dans une plonge de 80 F-85 F, et de glisser encore, fin août-début septembre, « cassant » quelques heures le cours de 70 F pendant la séance du 31 août, avant de remonter brutalement à 78 F-80 F, et de glisser, à nouveau, aux environs de 75 F.

La cause de ces micro-séismes, on la connaît : l'annonce d'une rallonge de 10 milliards de francs sur le coût total de la liaison Transmanche, évaluée à 60 milliards de francs il y a un an.

Sur cette annonce, justifiée par l'augmentation du prix d'un matériel roulant à sécurité renforcée et par les difficultés initiales rencontrées dans le creusement du tunnel, se sont greffées une série de rumeurs alarmantes pas toujours innocentes, du genre démission imminente du président français du conseil d'administration, panne de tunnelier et même, tout simplement, dépôt de bilan.

En fait, on devine à travers ces rumeurs, toutes infondues, une féroce partie de bras de fer entre la société Eurotunnel, maître d'œuvre, et ses partenaires, les dix constructeurs déjà actionnaires à 5 %, et le consortium bancaire qui s'est engagé à prêter 50 milliards de francs d'ici à 1993. D'ici au 4 octobre prochain, Eurotunnel devra, pour

convaincre ses banquiers d'augmenter leurs crédits, obtenir de nouveaux fonds propres, de préférence auprès des dix entreprises en question, tout en discutant le montant des rallonges dans le domaine des travaux, procédures traditionnelles et fort dépourvues.

Analysant ces données, et prenant en compte les aléas, la société de Bourse Pinatton, qualifiée de « spéculatrice sans support sérieux » la hausse des cours entre 80 F et 130 F, rattient une valeur de 221 F pour l'action Eurotunnel en 1995, avec un rendement de 12 % au-delà de cette date.

Dans l'intervalle, le rendement interne total est de 13,22 % au cours de 71,2 F, de 12,57 % à 80 F, de 12,70 % à 90 F et de 12,48 % à 100 F. Estimant que, par rapport aux taux d'intérêt du marché (9 % pour les emprunts privés à long terme), la prime de risque de 3 % à 4 % paraît largement suffisante, cette société de Bourse estime « très attractif » un cours de 70 F. D'autres analystes fixent leurs cours d'achat à 80 F ou 90 F. Par ailleurs, l'étude en cours sur les prévisions de trafic Transmanche, déjà révisée en hausse, pourrait faire ressortir une nouvelle augmentation, en fonction du gonflement de l'activité en Europe. Tout cela laisse de beaux jours pour la spéculation sur un titre de placement à durée longue, ce qui amplifie considérablement les variations de cours.

F. R.

## Filatures, textiles, magasins

	8-9-89	Diff.
Agache (Fla.)	1 626	+ 41
BHV	670	+ 12
CFAO	686	+ 8
Bic	3 700	+ 35
Dunant	564	- 6
DMC	2 059	+ 199
Galeria Lafayette	4 230	- 45
La Redoute	885	+ 21
Neuville Galeries	75,40	+ 4,30
SCOA	75,40	+ 4,30

## Mines d'or, diamants

	8-9-89	Diff.
Anglo-American	164	+ 7
Angold	479	+ 15
Bul. Gold M.	82,50	+ 3,20
Consolidated Gold Field	150,70	+ 1,40
De Beers	68,50	+ 0,70
Drief. Cons.	180	+ 16,50
Genor	37,60	+ 1,30
Harmony	37,60	+ 1,30
Randfontein	48	+ 0,35
Santa Helena	27	+ 0,35
Western Deep	48	+ 0,35

## Valeurs diverses

	8-9-89	Diff.
Accor	830	- 5
Ajomari	767	+ 19
Bic	3 700	+ 35
Bis	708	+ 9
CGIP	1 585	+ 48
Eurol	3 230	+ 10
Europe 1	861	- 10
Groupes Cité	3 761	+ 221
Havas	441	+ 21
Hecht	1 145	+ 4
L'Air Liquide	678	+ 28
L'Oréal	4 640	- 4
Navigation Mixte	1 145	+ 7
Nord-Est	284	+ 0,10
Saint-Gobain	705	+ 2
Sanofi	1 085	+ 9
Sis Roumigou	1 210	- 80

## Matériel électrique services publics

	8-9-89	Diff.
CGE	478	+ 7,10
CSCE (ex-Sigat)	541	+ 10
Général des Eaux	2 224	+ 133
IBM	788	- 3
Intertechnique	1 728	+ 40
Lafont	1 243	+ 5,60
Lafont	1 243	+ 5,60
Legrand	3 980	+ 115
Leroy-Somer	1 540	+ 111
SAF	1 896	+ 9
Mara	394,50	+ 16
Mérol-Gérin	4 690	+ 24
Moulinex	153,50	+ 12,50
Nadion	625	+ 20
Schneider	298	+ 2,50
SEB	1 034	- 71
Sesam-Arm. (ex-Crem)	699	- 11
Siemens	2 080	+ 90
Thomson-CSF	193,80	+ 13,40

## Bâtiment, travaux publics

	8-9-89	Diff.
Auxil. d'entr.	1 059	+ 30
Bouygues	770	+ 12
Ciments Français	1 730	+ 38
Dumas	1 124	- 5
GRM	1 541	+ 131
Leclercq	1 386	+ 26
Lafarge	1 758	+ 26
Maisons Phéaux	85,10	+ 0,70
Polet et Chausson	780	+ 12
SGS-SB	273,10	+ 3,60

## Produits chimiques

	8-9-89	Diff.
Inst. Mérieux	6 420	- 50
Labo. Bell	2 432	- 82
Roussel Ug.	2 234	+ 159
SAS	1 381	+ 11
Bayer	1 065	+ 17
Hoechst	1 833	+ 22
Imp. Chimie	136,50	+ 1,50
Norsk Hydro	150	+ 6,50

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 septembre 1989. Nombre de contrats : 34 107.

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Prendre	109,36	109,12	108,82	108,52
+ haut	109,36	109,12	108,82	108,52
+ bas	109,28	109,04	108,74	108,44
Dernier	109,34	109,08	108,78	108,48
Comptation	109,32	109,06	108,76	108,46

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.	8 sept.
RM .....	2 374 715	3 078 359	3 452 207	2 921 878	-
Comptant	5 901 851	7 291 030	5 307 116	7 399 118	-
R. et obl.	734 772	423 730	364 815	309 398	-
Actions ..					
Total	9 011 338	10 793 119	9 124 128	10 620 394	-



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Vers le lancement d'euro-warrants en francs français

Les investisseurs internationaux n'ont eu qu'à se féliciter d'avoir à la fin du mois d'août boudé de nombreux nouveaux euro-emprunts qui leur étaient proposés en toutes sortes de devises. Ils tablèrent alors sur une rencontre du niveau de l'intérêt en Europe et, dès mardi 5 septembre, leurs anticipations se confirmèrent avec l'annonce d'un nouvel emprunt d'Etat allemand de 4 milliards de marks dont la rémunération faciale durant dix ans sera de 7 % l'an. Ce taux est de 0,25 % supérieur à celui de la précédente émission de fonds d'Etat (le taux actuariel de rendement au prix d'émission est de 6,82 %).

Cela n'a fait que renforcer l'attente d'un relèvement des taux officiels de l'Allemagne et des avances sur maintien des taux de la Bundesbank que pratiquement tous les spécialistes outre-Rhin prévoient, ne serait-ce qu'en raison de la fermeté du dollar et des signes éblouissants de santé de l'économie. Le produit national brut en Allemagne n'a-t-il pas progressé de 4,6 % durant le premier semestre de cette année par rapport à la même période de 1988 ?

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que l'activité primaire soit demeurée maigre ces derniers jours sur le marché euro-obligataire. De fait, l'attention a été presque entièrement captée par les marchés boursiers, ce qui a conduit de nombreuses banques à utiliser les canaux de l'euro-marché pour lancer toute une série de warrants (ou bons) permettant à leurs détenteurs soit d'acquiescer ou de vendre des actions, soit de spéculer de toutes sortes de manières sur l'évolution de certains titres ou groupes de titres à revenu variable ou sur des indices de performance.

Ce type de transactions, lancées indépendamment de tout emprunt obligataire, connaît un développement spectaculaire en Suisse depuis des années. Au départ, elles concernaient essentiellement des titres japonais. Basées sur des bons de souscription d'actions (qui eux-mêmes avaient été lancés conjointement avec des obligations libellées le plus souvent en dollars), elles consistaient en une revente en monnaie locale d'instruments qui n'avaient apparemment pas rencontré le succès escompté lors de leur apparition à Londres sur l'euro-marché.

Confiants dans les perspectives de la Bourse japonaise, les investisseurs

suisses ne demandaient qu'à souscrire à de tels warrants, qu'on avait retailés à leur mesure. Ils n'ont d'ailleurs eu jusqu'à présent qu'à s'en féliciter car, dans l'ensemble, ces warrants leur ont rapporté très gros. Les warrants ont ceci d'intéressant que, pour une mise de fonds importante, ils représentent en fait les anticipations et les mouvements de cours de ce qu'ils permettent d'acquiescer, qu'il s'agisse d'actions, de devises ou de toute autre chose. Quant aux établissements financiers qui arrangent de telles affaires, ils y ont toujours trouvé une source de profits considérable.

Encore confinée en Suisse au début de l'année, l'émission de warrants s'est progressivement diversifiée, portant non seulement sur des actions du Japon, mais aussi sur des titres des Etats-Unis, du Canada, de Singapour, d'Allemagne et de Suisse. Les techniques se sont affinées, et le tout constitue maintenant une industrie extrêmement importante : depuis janvier, il a été émis au total en Suisse pour l'équivalent de près de 12 milliards de francs français de tels instruments.

Ce n'est que récemment que les eurobanques ont cherché à exporter la forme vers d'autres places, à commencer par Francfort. Elles y ont eu un long moment d'égarement dans leur entreprise par des dispositions légales allemandes assurant dans certains cas les hasards de la spéculation financière à ceux du jeu. Londres a également été visité et il semble que cette place soit appelée à jouer un rôle croissant, ne serait-ce qu'en raison de l'opposition de la Bourse de Zurich à accepter la cotation.

#### Crédit foncier sans garantie

Pour ce qui est des euro-emprunts, il n'y a eu la semaine écoulée qu'une seule transaction de type classique en francs français. Lancée par le Crédit lyonnais pour le compte de la Compagnie bancaire, elle porte sur 500 millions de francs. Les obligations seront rémunérées au taux facial de 8,875 % l'an durant cinq ans. Elles sont émises au prix de 101,50 %. Un contrat d'échange permet à l'emprunteur de disposer finalement de fonds en livres sterling sur lesquels il aura à servir un intérêt inférieur de 0,125 % au Libor.

La réussite de l'opération, la première de son genre, est certes due à l'attrait du crédit foncier à l'étranger. Mais elle a également été facilitée par le fait qu'il n'existe actuellement pas d'instruments comparables permettant, durant une période aussi longue, l'acquisition d'actions françaises. Pour moitié, la couverture des warrants est assurée par des actions que détient physiquement l'emprunteur.

Les autres transactions françaises de la semaine se sont concentrées sur le marché luxembourgeois des capitaux. Il s'agit de petites opérations lancées pour le compte de détenteurs de qualité, tels que PSA, le CCF ou le Crédit foncier de France. Cette dernière opération est particulièrement intéressante parce qu'elle n'est pas garantie par l'Etat, alors que les grands euro-emprunts de ce type établissent le fait que l'Etat français devient de plus en plus économiste de sa garantie.

CHRISTOPHE VETTER.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le cuivre sous l'influence de la Papouasie

Les cours du cuivre ont oscillé cette semaine de façon irrégulière, cédant finalement, d'un vendredi sur l'autre, quelque 30 livres, pour s'établir le 8 septembre à 1 869 livres la tonne sur le marché de Londres. Tous les regards des opérateurs sont restés tournés vers la Papouasie - Nouvelle-Guinée où la mine de Bougainville, le plus grand gisement d'or et de cuivre du pays, a été rouverte le 5 septembre après quatre mois de fermeture, puis immédiatement réouverte à la suite de coups de feu tirés contre des autobus transportant les ouvriers. Depuis le printemps, les propriétaires terriens de l'île de Bougainville exigent de la firme sous contrôle australien Bougainville Copper Limited (BCL), qui exploite le gisement cuprifère, des compensations financières substantielles (le Monde du 6 septembre).

Mettant en avant les données géologiques liées à l'exploitation de cette mine à ciel ouvert, les propriétaires, poussés par une armée séparatiste très active, ont réclamé un dédommagement de 14 millions de dollars australiens, soit 70 milliards de francs. La fermeture du site pen-

dant cent treize jours, à la suite de nombreux attentats et sabotages qui ont causé la mort de vingt-huit personnes, coûte cher à la Papouasie. La mine de Bougainville, placée sous la protection des soldats, représente un sixième du revenu national et compte pour plus de 40 % des recettes d'exportation du pays. La perte de production, actuellement estimée à 200 000 tonnes, représente un manque à gagner de l'ordre de 1,5 milliard de francs.

En Papouasie - Nouvelle-Guinée, le gisement de Bougainville appartient aux mythes de l'aventure minière. Exploité à l'origine par le groupe britannique Rio Tinto Zinc, en 1967, il devint un fabuleux pactole lorsque, deux ans plus tard, les cours mondiaux du métal rouge connurent une spectaculaire envolée. Plus de vingt ans après, le cuivre n'est plus le métal stratégique et guerrier qu'il était encore à l'époque de la guerre américaine au Vietnam.

Mais les propriétaires terriens de l'île de Bougainville sont restés sur leur faim, estimant que les retombées du boom minier passé ont tou-

jours été insuffisantes. Le gouvernement de Papouasie, qui détient une participation de 20 % dans la mine, envisage d'en céder une partie à la population locale pour accélérer un retour au calme.

Richement doté en ressources minières, le sous-sol de cette région du monde paraît aussi exploité. C'est en effet en Papouasie - Nouvelle-Guinée que la firme australienne Broken Hill Property a connu, ces dernières années, de singuliers déboires avec le gisement de Ok Tedi, un merveilleux amas de cuivre surmonté d'un chapeau d'or.

Outre l'effondrement des prix du cuivre au milieu des années 80, qui compromit la rentabilité de l'exploitation, les techniciens australiens furent confrontés aux aléas naturels. Des pluies diluviennes provoquèrent d'abord un glissement de terrain qui toucha la carrière d'extraction. Les travaux de dégauchissement étaient à peine achevés qu'une sécheresse rendit le fleuve voisin impraticable pour les barges devant acheminer le minerai jusqu'au port côtier. Optimiste, Broken Hill construisit une route de 400 kilomètres longeant le cours d'eau à sec. Il tomba alors des hautes herbes et une inondation ravagea la voie terrestre qui avait coûté plusieurs millions de dollars. Au moment d'attaquer le « couloir » d'Ok Tedi, un bateau chargé de dynamite destiné au traitement de l'or coula par le fond et pollua le fleuve. La firme australienne dut dédommager le gouvernement de Papouasie à grands frais, au moment où les cours du métal jaune, comme ceux du cuivre, perdaient pied.

Pour l'année en cours, les professionnels n'en sont pas cependant à redouter un manque de cuivre, en dépit des événements de Bougainville ou des grèves dans les mines du Pérou. Le marché s'annonce excédentaire en 1989, avec une production occidentale en progression de 4,7 % et une augmentation de 2 % seulement de la consommation.

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 8-9
Cuivre h. g. (Londres)	1 869 (- 34) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 726 (- 59) Livres/tonne
Nickel (Londres)	11 150 (- 950) Livres/tonne
Sacres (Frib)	2 796 (- 5) Livres/tonne
Café (Londres)	823 (+ 42) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 881 (- 68) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	464 (+ 14) Cents/boisseau
Mouton (Chicago)	239 (+ 7) Cents/boisseau
Soyas (Chicago)	191,20 (+ 4,9) Dollars/cours

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## DEVICES ET OR

### Hausse inexorable du dollar

Rien n'y fait : que ce soit les interventions massives des banques centrales (doux à la fois !) à deux reprises cette semaine, pour plusieurs milliards de dollars ou les propos alarmistes des Japonais et des Allemands : le dollar continue à monter et ce n'est pas fini, assurent les opérateurs, tout au moins dans l'immédiat. Certes, des ventes bénéficiaires sont venues réduire quelque peu les gains du billet vert à la veille du week-end, mais le cours de la devise américaine a tout de même atteint, vendredi matin, 1,9930 DM, contre 1,97 DM huit jours auparavant et 1,47 yen, contre 1,46 yen, avant de revenir à 1,98 DM et 1,46,30 yen.

A l'origine de ce regain de fermeté, on trouve d'abord le maintien de ses taux directeurs par la Banque fédérale d'Allemagne, ce qui éloigne, à court terme, la crainte d'une diminution de l'écart de taux, au profit des Etats-Unis. Ensuite, les marchés ont continué de prendre en compte les indications, en provenance de New-York, notamment la progression du nombre des emplois outre-Atlantique, qui, en apparence du moins, laissent à penser que la conjoncture économique reste forte à bas. Dans ces conditions, estiment

les opérateurs, il n'y a plus lieu d'envisager un assouplissement de sa politique par la Réserve fédérale, bien que le chef de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, le lui demande instamment, afin d'éviter un ralentissement de l'expansion.

#### Interventions record de la Réserve fédérale

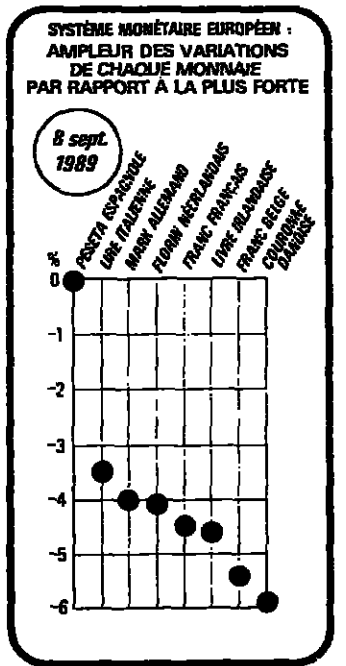
A cet égard, les révélations faites par la Réserve fédérale de New-York sur l'ampleur de ses interventions récentes peuvent rendre rêveur. Du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet, ladite Réserve a vendu 11,9 milliards de dollars pour freiner la hausse du billet vert, un montant record, sans précédent depuis mars 1973, époque où la Réserve avait acheté 11,9 milliards de dollars pour freiner la baisse du billet vert. Le record antérieur remontait à la période août-octobre 1985, lorsque la Réserve fédérale

avait vendu 3,2 milliards de dollars pour accélérer la baisse de la devise américaine, décidée par les cinq pays les plus industrialisés du monde, à la conférence du Plaza à New-York, le 22 septembre 1985.

Inversement, du 1<sup>er</sup> novembre 1978 au 31 janvier 1979, la Fed avait acheté 6,8 milliards de dollars, cette fois-là, pour enrayer la chute de sa devise. Selon M. Sam Cross, vice-président de la Fed de New-York, les interventions de l'été témoignent de l'intensité de pressions à la hausse qui s'exercent sur le dollar.

En Europe, le deutschemark est resté faible, notamment à Paris, où son cours est revenu de 3,3715 à 3,3680 F, se rapprochant à nouveau de son cours pivot, c'est-à-dire médian entre plancher et plafond, de 3,35386 F.

F. R.



## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 8 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.F.L.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Franc belge	Franc suisse	Franc belge
New-York	1,5000	—	14,8000	88,5120	20,2000	2,4120	14,8000	0,0784	1,5000
	1,5000	—	14,8076	88,5044	20,0971	2,4276	14,8076	0,0943	1,5000
Paris	10,3283	6,6720	—	390,40	336,97	16,9943	298,92	—	4,7862
	10,4072	6,6589	—	390,72	337,14	16,1329	299,21	—	4,7843
Zurich	2,6495	1,7009	26,6145	—	86,3131	4,1230	76,5081	1,2035	—
	2,6436	1,7000	26,5830	—	86,2864	4,1230	76,5084	1,2049	—
Frankfurt	2,6460	1,7000	26,5830	—	86,2864	4,1230	76,5084	1,2049	—
	3,6000	1,9728	29,6612	115,85	—	4,7853	88,7614	1,9580	—
Bruxelles	64,9000	41,22	6,2625	24,2630	20,9043	—	18,5788	1,2950	—
	64,9000	41,22	6,1908	24,2286	20,9075	—	18,5467	2,9172	—
Amsterdam	3,8551	2,3000	39,5435	130,40	112,75	5,3608	—	1,5754	—
	3,8482	2,3003	39,5210	130,40	112,75	5,3611	—	1,5759	—
Milano	221,9134	221,76	221,76	898,19	716,92	34,2483	638,96	—	—
	221,9134	241,93	221,93	898,19	716,93	34,2495	638,97	—	—
Tokyo	226,76	146,58	219,57	85,7226	73,8580	35,2426	65,6340	0,1002	—
	226,76	146,58	219,58	85,7701	73,6828	35,249	65,5708	0,1002	—

